

LA GUERRE MONDIALE DE L'INFORMATION



Antoine Char



Presses de l'Université du Québec

LA GUERRE MONDIALE DE L'INFORMATION

DANS LA MÊME COLLECTION

Les relations publiques dans une société en mouvance

Danielle Maisonneuve, Jean-François Lamarche et Yves St-Amand

1999, 412 pages

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
2875, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec) G1V 2M3
Téléphone : (418) 657-4399 • Télécopieur : (418) 657-2096
Courriel : secretariat@puq.quebec.ca
Catalogue sur Internet : <http://www.quebec.ca/puq>

Distribution :

CANADA et autres pays

DISTRIBUTION DE LIVRES UNIVERS S.E.N.C.
845, rue Marie-Victorin, Saint-Nicolas (Québec)
G7A 3S8
Téléphone : (418) 831-7474 / 1-800-859-7474
Télécopieur : (418) 831-4021

FRANCE

LIBRAIRIE DU QUÉBEC À PARIS
30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, France
Téléphone : 33 1 43 54 49 02
Télécopieur : 33 1 43 54 39 15

SUISSE

GM DIFFUSION SA
Rue d'Etraz 2, CH-1027 Lonay, Suisse
Téléphone : 021 803 26 26
Télécopieur : 021 803 26 29



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le «photocopillage» – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du «photocopillage».

LA GUERRE MONDIALE DE L'INFORMATION

Antoine Char

1999



Presses de l'Université du Québec
2875, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec) G1V 2M3

Données de catalogage avant publication (Canada)

Char, Antoine, 1950-

La guerre mondiale de l'information

(Collection Communication et relations publiques)

Présenté à l'origine comme thèse (de maîtrise de l'auteur –
Université du Québec à Montréal), 1993 sous le titre: Le NOMIC.
Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-7605-1029-8

1. Communication – Coopération internationale. 2. Information –
Coopération internationale. 3. Nouvel ordre économique international.
4. Unesco. 5. Société informatisée. 6. Pays en voie de développement – Relations.
I. Titre. II. Titre: NOMIC. III. Collection.

P96.I5C42 1999

302.2

C99-940346-X

Les Presses de l'université du Québec remercient le Conseil des arts du Canada
et le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition du Patrimoine canadien
pour l'aide accordée à leur programme de publication.

Révision linguistique : LE GRAPHE ENR.

Composition typographique : TYPOLITHO COMPOSITION INC.

Conception graphique : RICHARD HODGSON

12 34 5 6 78 9 PUQ 1999 9 8 76 54 3 2 1

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
© 1999 Presses de l'université du Québec

Dépôt légal – 2e trimestre 1999

Bibliothèque nationale du Québec / Bibliothèque nationale du Canada

Imprimé au Canada

À Victor et Aurélie

*S'émouvoir instantanément de tout pour
ne s'occuper durablement de rien.*

Amin Maalouf

Il faut savoir afin de prévoir et de pouvoir.

Auguste Comte

On peut faire un bon livre avec une bonne thèse universitaire. C'est un exercice assez périlleux. La plupart des éditeurs pensent qu'il suffit pour y parvenir de nettoyer le texte savant de son maquillage d'apparat : de gommer l'épais brouillard des notes en bas de page, d'alléger la glose, d'éclaircir le semis des références, des citations et des hommages qui sont comme des parapluies sous lesquels le futur docteur abrite ses précieuses et fragiles découvertes. Or, très souvent, lorsqu'on retire cet échafaudage, les murs viennent avec. De l'édifice thésard il ne demeure guère que des pièces béantes et vides, des squelettes d'idées, des Meccano de concepts. Tout au plus la matière d'un article. Un langage sans langue, et donc sans lecteurs.

Pierre Lepape a raison. Le célèbre chroniqueur du *Monde des livres* peut cependant dormir sur ses deux oreilles :

- 1. Il y a fort à parier qu'il ne fera pas une recension de cet ouvrage (heureusement pour l'auteur!).
- 2. Si le contraire était vrai (espérons-le!), ce qui à l'origine était un mémoire de maîtrise pompeusement intitulé, «Le NOMIC: report stratégique ou élimination définitive d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication?» a été réécrit et «traduit» pour le «vaste public».

L'échafaudage a donc été retiré. Les murs ne tomberont pas. C'est du moins le pari de ce livre qui reprend les grandes lignes d'un mémoire présenté en octobre 1992 sur le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) – cette bataille de l'information qui eut lieu dans les années 1970-1980 entre pays riches et pays pauvres. Ces derniers réclamaient à cor et à cri un meilleur équilibre dans les systèmes d'information et de communication du village planétaire.

Solidement armés pour défendre leurs positions, les pays du Nord et ceux du Sud s'engagèrent dans une rhétorique de guerre froide dans laquelle l'issue du combat ne faisait aucun doute.

Cette bataille de l'information n'a pas été complètement enterrée (loin de là!) et nous servira de toile de fond pour mieux comprendre une nouvelle bataille – celle de la

mondialisation qui se dessine sous nos yeux avec l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement). Depuis 1995, elle oppose, à des degrés divers, les États-Unis au reste du monde. Là aussi, l'issue du combat avec le colosse étoilé ne semble faire aucun doute. Un peu comme dans le discours des envoyés d'Athènes aux Méliens: les forts imposent leur volonté et toujours les faibles doivent céder ou périr.

L'AMI, qui jette les bases d'une «constitution de l'économie globale unique», fait grandement fi des «exceptions culturelles» de chaque pays. Et cette fois, ce ne sont plus uniquement les pays du Tiers-Monde qui s'interrogent sur l'intégrisme de la mondialisation culturelle. Un empire mondial de l'information et de la communication est en train de naître, avec la libéralisation tous azimuts des marchés. Une pensée unique, celle des tenants de la pensée libérale, nous prédit la rédemption. Une autre, la damnation. Qui croire? Hier, le train et le téléphone devaient mettre fin aux guerres et rapprocher l'humanité. Aujourd'hui, c'est au tour d'Internet, le plus décentralisé des médias, de faire l'objet de tous les fantasmes communicationnels. N'en déplaise aux nouveaux prophètes, les prédictions sont souvent fausses.

Thomas J. Watson, le président d'IBM, doit d'ailleurs se retourner toutes les secondes dans sa tombe pour avoir déclaré ceci en 1943 : « Je pense qu'il existe un marché mondial pour, peut-être, cinq ordinateurs. »

Aujourd'hui, il y a presque plus d'ordinateurs que de téléviseurs dans le monde. Tant mieux, mais déjà Internet accroît le fossé existant entre le Nord et le Sud et même les inégalités à l'intérieur des pays riches.

Ce livre n'offre aucune petite phrase définitive sur ce que sera l'information demain. «Que certains êtres aient le pouvoir d'apercevoir les faits à venir dans le germe des causes, comme le grand inventeur aperçoit une industrie, une science dans un effet naturel inaperçu du vulgaire, ce n'est plus une de ces violentes exceptions qui font rumeur, c'est l'effet d'une faculté reconnue, et qui serait en quelque sorte le somnambulisme de l'esprit», nous dit ironiquement Honoré de Balzac, le grand pourfendeur du journalisme du XIX^e siècle.

Ce livre n'offre donc aucune solution, ne fait qu'interroger à hue et à dia, sans cadre méthodologique précis si ce n'est une certaine «philosophie du doute», une technique journalistique de l'observation, véritables pivots de notre recherche.

Un peu d'ailleurs comme « [...] Socrate l'emmerdeur, qui va dans les marchés tous les jours poser des questions pour embêter les citoyens. Il imagine une société humaniste qui inclut tous les citoyens. C'est une idée où le citoyen est au centre, où le doute est au centre, où le débat est au centre. »

Reprenons cette phrase de John Saul, prononcée le 6 octobre 1994 au Musée de la civilisation de Québec, et imaginons une société de l'information où le citoyen, le doute et le débat sont au cœur de la communication. Utopie chimérique?

Et puis, poursuit l'essayiste et écrivain canadien, « il y a Platon, exclusif, élitiste, plein de mépris pour le citoyen. En bref, il préconise une société autoritaire administrée par une élite parce que le citoyen est trop bête. Je simplifie grossièrement. Mais il y a néanmoins cette opposition. Et, à travers notre histoire, on se retrouve continuellement dans ces mêmes batailles. Actuellement, les platoniciens sont au pouvoir. Et le combat d'aujourd'hui, Socrate contre Platon, c'est la démocratie contre le corporatisme ».

Champ d'études, la communication a indubitablement un caractère d'auberge espagnole. Et, puisque les sciences de la communication expriment une volonté transdisciplinaire, nous ne tournons le dos à aucune école, nous n'expulsons de notre champ d'observation aucun courant, forçant ainsi notre vision à rester syncrétique.

Ce livre est d'abord un retour sur un combat, celui mené par les pays pauvres dans le cadre du NOMIC. Un combat loin des grands phares de l'actualité médiatique et n'ayant pas fait grand bruit dans les cercles universitaires. Un combat qui n'a pas eu la vertu d'alimenter le débat public, comme c'est aujourd'hui le cas pour l'AMI. Un combat enfin qui peut éclairer, à sa manière, la guerre mondiale de l'information qui se dessine.

Les événements accomplis ont laissé des traces; il est vraisemblable d'imaginer que les événements à venir ont leurs racines, nous dit encore Balzac, dans *Le cousin Pons*. « Il est tout aussi certain que l'histoire ne se répète jamais identiquement qu'il est certain qu'elle se répète toujours en certaines parties que nous pouvons dire principales [...] Les faits du passé et ceux du présent se prêtent un mutuel appui [...] pour leur compréhension réciproque. »

Héraclite avait peut-être tort en affirmant que l'eau ne coulait jamais deux fois dans le même fleuve.

Avant-propos	IX
--------------------	----

CHAPITRE 1

<i>Voix multiples. un seul monde</i>	1
1.1. Le ghetto global	3
1.2. La commission MacBride	4
1.3. «Nous. Américains»	6
1.4. Information et censure	7
Sites interdits	9
1.5. Le procès de l'occident.....	11
1.6. L'œil du Cyclope.....	13
1.7. Nouvelles technologies et inégalités	15
1.8. Un regard prononcé sur les calamités	16
1.9. Règles contre l'uniformisation	18
1.10. Les «quatre sœurs».....	19
1.10.1. Une vision «ethnocentrique» de l'actualité.....	22
1.10.2. «Visibilité émotionnelle».....	22
1.10.3. Menaces	23
1.11. L'Unesco, outil du NOMIC	25
1.12. Un NOMIC plus clair	27
1.13. Conception des communications de masse	29
1.14. Compromis.....	30

CHAPITRE 2

<i>NOMIC. langue de bois et liberté de presse</i>	33
2.1. Une coquille vide. le NOMIC?	34
2.1.1. La «voix de son maître»	35
2.1.2. L'ennemi de James Bond.....	37
2.1.3. Crucifiés.....	38
2.2. L'objectivité, une définition au pluriel.....	40
Une auberge espagnole	41
2.3. Les équivoques de la liberté de presse	42
2.3.1. Les discours américains sur le NOMIC....	43
2.3.2. <i>Soft news</i> contre <i>hard news</i>	45
2.4. Le journalisme à l'article de la mort?	46
2.5. L'information et ses critères	47
2.5.1. L'information inséparable de la technique	49
2.5.2. Le chien et l'homme	50

2.6.	Rencontre à Torremolinos.....	53
2.7.	La libre circulation de l'information	55
	2.7.1. L'information, c'est le pouvoir	56
	2.7.2. CNN perd des plumes	57
2.8.	Un pool d'agences	58
	2.8.1. La valeur culturelle de l'information	59
	2.8.2. Passions et colères	61
	2.8.3. L'information et la poubelle	62
	2.8.4. Cibles en or pour le Tiers-Monde.....	64

CHAPITRE 3

	<i>Les retombées de la crise de l'Unesco sur le NOMIC</i>	67
3.1.	McLuhan remplacé	69
3.2.	Les quatre questions	70
	3.2.1. Un rapport intérimaire.....	71
	3.2.2. Le rapport final.....	73
	3.2.3. Dispositions vagues	74
	3.2.4. Un article indéfini	76
	3.2.5. MacBride satisfait	77
3.3.	La mise en veilleuse du NOMIC	78
	Une certaine idéologie de la communication ...	79
3.4.	En bas de page, le NOMIC	83
	3.4.1. Le «Big Brother» américain	83
	3.4.2. Deux acronymes, un même but	84
3.5.	L'arrivée de Federico Mayor.....	85
	3.5.1. La dépolitisation des débats	87
	3.5.2. La «nouvelle stratégie»	89
	3.5.3. De grands trous	90
3.6.	Concentration, concentration	92

CHAPITRE 4

	<i>La crise institutionnelle de l'Unesco</i>	95
4.1.	Un pari fou.....	97
	Grandes manœuvres	98
4.2.	La mauvaise gestion de l'Unesco.....	99
	4.2.1. La GAO	99
	4.2.2. Les «filières» de M'Bow	100
	4.2.3. Maccarthysme politique ?	102
4.3.	Les scandales de l'Unesco	104

4.3.1. Israël au centre des débats	104
4.3.2. Sionisme et racisme	105
4.4. Politisation tous azimuts	106
4.5. Un budget fou, fou. fou	107
Dégraisser la « machine bureaucratique »	108
4.6. Le NOMIC au cœur du conflit Nord-Sud	109
4.6.1. L'URSS et le NOMIC	110
4.6.2. La « déclaration de Talloires »	111
4.7. Intensification des attaques	113
4.8. Drapeau rouge	114
4.9. Les non-alignés	115
4.10. Le retrait américain	116
4.10.1. Les règles du jeu	117
4.10.2. Le poids de la majorité	118
4.11. Au rancart, le NOMIC	120
Conclusion	123
Médiagraphie	
A. Bibliographie	139
B. Sites Internet	145

C H A P I T R E

1

*VOIX MULTIPLES,
UN SEUL MONDE*

Dans une banlieue cossue de Washington, de l'autre côté du Potomac, ce petit fleuve tranquille de la plus grande puissance que l'humanité ait jamais connue, se dresse un musée de 50 millions de dollars unique au monde... comme tout ce qui se trouve aux États-Unis. Le Newseum d'Arlington (www.newseum.org/) est un immense musée interactif de l'information et de l'histoire des techniques du journalisme. Dans sa salle d'information interactive, un mur vidéo de 38 mètres de long et de 3,2 mètres de haut permet de suivre les informations nationales et internationales sur un damier géant d'images de différentes chaînes, tandis que défilent en bandeau sous ces images les dépêches d'agence.

Lorsque Bill Clinton l'inaugura le 18 avril 1997, il crut bon de rappeler ceci : « Peu importe comment elle est livrée, l'information a toujours rempli le besoin le plus pressant de l'Homme dans son désir de savoir et nous rappelle aussi que la survie de la démocratie dépend de ce besoin de connaissance et de la libre circulation de l'information. »

Ceux qui, à Athènes, attendaient impatiemment Pheidippides, le coureur parti du port de Marathon pour annoncer la victoire de Miltiade en 490 av. J.-C. sur les troupes de Darius le Grand, donneraient sûrement raison au 42^e président des États-Unis.

À quelques kilomètres de Washington, une petite ville de Virginie bombe le torse. Fairfax se targue en effet d'être la ville la plus câblée du monde, avec ses 120 canaux. Cinq d'entre eux sont consacrés aux « emplettes à domicile », cinq autres à la musique, trois aux sports, deux à la météo et une demi-douzaine aux prédicateurs (la Virginie ne produit pas que du tabac...).

L'information occupe aussi une place de choix : CNN (propriété de Time Warner), ABC (Disney), CBS (Westinghouse), NBC (General Electric), Fox-News (Rupert Murdoch), bien sûr, mais également deux canaux de C-Span (diffusion en direct des débats au Congrès, au Sénat, etc.) et, enfin, deux autres canaux de nouvelles provenant exclusivement du service de l'Associated Press, la plus grande agence de presse du monde, dont le siège social est au Rockefeller Center, gratte-ciel mythique de New York.

On le voit, l'information est vraiment « au bout des doigts » (« *Information at your finger tips* »), comme aime le rappeler Bill Gates, le grand patron de Microsoft (80% des logiciels dans le monde).

L'information (qui signifie étymologiquement « mettre en forme ») est aussi un produit de consommation comme un autre que le citoyen de n'importe quel pays riche – qui passe une centaine de jours annuellement en compagnie des médias – gaspille sans vergogne.

Cette soif d'information, qui devrait s'accroître avec la mise sur orbite de 1700 nouveaux satellites de communications d'ici l'an 2008, peut donner naissance à une nouvelle forme de stress: l'angoisse de l'information. Une enquête menée en 1996 auprès de 1300 cadres supérieurs en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Australie, à Singapour et à Hong Kong montre que l'Himalaya d'informations au quotidien affecte l'efficacité de ces «décideurs» et ralentit leur travail.

Ce « syndrome de la fatigue par l'information » fait désormais partie de la vie des habitants les plus riches du « village global ».

Cette affection, de moins en moins rare, sera-t-elle reconnue comme maladie au même titre que le syndrome de la fatigue chronique qui se traduit notamment par des douleurs et des faiblesses musculaires?

Pour l'heure, trop d'informations tue-t-il l'information, la vraie – celle qui est appelée à jouer un rôle clé dans la recherche de solutions aux problèmes planétaires? Parmi ceux-ci se trouve l'échange inégal de l'information dans un monde qui se rétrécit à la vitesse de la lumière grâce aux téléphones portables, aux réseaux d'ordinateurs, à Internet, bref, à tout un réseau de télécommunications qui rend instantanée la diffusion d'informations à partir de n'importe quel coin de la planète.

1.1. LE GHETTO GLOBAL

Ce déséquilibre entre les « ventres pleins » et les « ventres vides » de l'information plonge implacablement le monde dans un ghetto global. Ce déséquilibre entre le Nord, frappé de plus en plus par le syndrome de la fatigue de l'information, et le Sud, qui rêve de télécopieurs, d'Internet, de boîtes vocales et autres banques de données informatisées, n'est pas nouveau. Il avait fait déjà l'objet de débats passionnés à l'Unesco lorsque l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture décida de se faire le porte-voix des pays dits en développement qui réclamaient avec force, au cours des années 1970 et 1980, un Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC).

Cette « faim de l'information » pour les deux tiers de l'humanité était nourrie par le déséquilibre du flux de l'information entre pays riches et pays pauvres dits en voie de développement.

Deux thèses fondamentales s'affrontaient dans cette « guerre de l'information » : celle des pays industrialisés qui, sous le leadership des États-Unis, bataillaient pour la « libre circulation de l'information » et celle des pays en voie de développement (PVD) qui réclamaient une « circulation libre et équilibrée », en mettant surtout l'accent sur la deuxième épithète.

Le « libre flux » signifiait libre entreprise et les Américains entendaient bien maintenir leur position globale de pouvoir dans le domaine de l'information – comme ils le font encore aujourd'hui en faisant prévaloir les principes du libre-échange (l'adjectif « libre » est beau mais trompeur) sur toute autre considération culturelle ou sociale. Pour les Américains, les choses sont relativement simples : si une doctrine n'a pas été réfutée de manière convaincante, on peut avoir de bonnes raisons d'y croire. Leur doctrine du « tout-libéral » ne triomphe-t-elle pas aujourd'hui ?

1.2. LA COMMISSION MACBRIDE

Très vite, le NOMIC devint un débat idéologique sur l'information entre pays riches et pays pauvres. Pour dissiper les tensions, les États membres de l'Unesco réclamèrent en 1976 la mise sur pied d'une commission chargée d'examiner l'ensemble des problèmes de la communication dans la société contemporaine et de proposer des mesures concrètes et pratiques en vue de promouvoir un ordre mondial de l'information plus juste et plus efficace.

Présidée par l'Irlandais Sean MacBride, lauréat du prix Nobel pour la paix et fondateur d'Amnesty International, la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication (CIC, vite baptisée « commission MacBride ») remit en 1980 son rapport *Voix multiples, un seul monde*.

Ce rapport de 584 pages donna vite lieu à de nombreuses interprétations. Au dire des 16 membres de la Commission, il reflétait tous les points de vue. On y faisait notamment état de sujets tels l'expansion des médias de masse, les droits et devoirs des journalistes, les percées technologiques, le contenu et la justesse de l'information et les obstacles à l'équilibre des échanges d'information dans le monde. Sujets toujours aussi brûlants d'actualité aujourd'hui, à l'heure de la concentration médiatique tous azimuts.

Néanmoins, les conditions préalables contenues dans le rapport pour réduire le déséquilibre du flux informatif devaient soulever

un flot de protestations dans la presse occidentale et dans la presse «anglo-saxonne» en particulier.

The Economist, le prestigieux hebdomadaire britannique, titrait ainsi son éditorial du 1^{er} novembre 1980: «*How an Irishman encouraged Unesco to produce a monster* ». Le rapport MacBride était bel et bien un monstre pour les médias occidentaux, et son « bras armé », l'Unesco, elle, en voulant à tout prix réglementer les systèmes mondiaux de communication, était devenue un « censeur universel » cherchant à instaurer un journalisme « politiquement correct ».

En règle générale, les médias occidentaux estimaient que l'organisation onusienne, de son quartier général de la place Fontenoy à Paris, n'avait qu'un objectif: lancer un « nouvel ordre mondial de l'information censuré ».

Les médias occidentaux ont des problèmes de crédibilité. Soit. Mais aucun pays n'est au-dessus de la mêlée pour donner des leçons aux autres, soulignaient les patrons de ces médias.

Parallèlement, de nombreux pays occidentaux – avec en tête les États-Unis – ne voyaient pas d'un bon œil (pour employer un euphémisme diplomatique !) la présidence du Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow – le Saddam Hussein de l'Unesco soupçonné de transformer l'organisation en champ de bataille idéologique entre le Nord et le Sud.

Qui plus est, M'Bow (un « chef mégalomane aimant l'intrigue et la flatterie », selon l'ancien ambassadeur du Canada auprès de l'Unesco, Pierre Trottier) s'était fait le champion du NOMIC devant « l'impérialisme culturel » de ces « miroirs déformants » que sont les médias internationaux et plus particulièrement les agences de presse mondiales qui contrôlaient hier comme aujourd'hui près de 80% des nouvelles dans le monde.

Selon ses détracteurs – en premier lieu, les États-Unis qui se sont retirés de l'Unesco en janvier 1985 –, les treize années de règne de M'Bow (1974-1987) ont correspondu au développement d'un climat de confrontation Nord-Sud jamais observé dans aucune autre agence de l'ONU.

Tous les observateurs de l'évolution de l'Unesco s'accordent d'ailleurs à dire que la bataille du NOMIC lancée en 1974-1975 fut une bataille de la guerre froide qui finit par être enterrée dix ans plus tard avec le départ des États-Unis, lequel réduisit de 25% le budget

de l'Unesco et plongeait l'organisation dans une crise financière sans précédent dont elle n'est d'ailleurs toujours pas sortie. Voici ce que nous dit à ce sujet la Commission canadienne pour l'Unesco, dans son bulletin n° 5 de décembre 1986 :

Dans toute l'histoire de l'Unesco, aucune question n'a peut-être autant divisé les nations industrialisées de l'occident et celles en développement que la proposition faite par ces dernières de créer un Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) qui aurait doté les journalistes d'un code de conduite et réglementé les systèmes mondiaux de communication. Bon nombre des nations en développement craignaient la puissance des grands réseaux de communication occidentaux et voyaient la circulation unilatérale (de l'occident vers elles) de l'information comme une forme d'impérialisme subtile mais non moins insidieuse.

Pour leur part, les médias occidentaux percevaient le NOMIC avec beaucoup de méfiance, y voyant un artifice destiné à contrôler la presse. Même le nom troublait, avec sa vague teinte révolutionnaire; certains avaient l'impression d'être replongés dans les jours sombres du passé, quand les pays fascistes de l'Europe acclamaient la venue d'un «nouvel ordre politique».

L'expression «nouvel ordre de l'information» était mal choisie, certes, mais les réalités qu'elle recouvre sont toujours actuelles. Avec 75 % de la population de la planète, les pays pauvres ou nouvellement industrialisés disposent toujours d'une portion congrue des moyens de communication : 22 % dans l'édition, 17 % dans la distribution des journaux, 27 % dans les émissions de radio et 5 % dans celles de la télévision.

1.3. « NOUS, AMÉRICAINS »

Le discours qu'ont tenu dans les années 1970 et 1980 les pays pauvres vis-à-vis des pays riches n'était d'ailleurs pas si différent de celui de Kent Cooper, directeur général de l'Associated Press au début du siècle, qui trouvait «scandaleux» la domination du marché mondial de l'information par les agences Havas (aujourd'hui l'Agence France-Presse) et Reuter.

Nous, Américains, sommes un pays jeune, dynamique, puissant. Nous allons dépasser l'Europe et rien ne justifie que nous soyons dans une position de colonisés. Non seulement nous

exigeons notre autonomie, mais nous souhaitons pouvoir exprimer le point de vue de l'Amérique sur le monde [...] ¹.

Tout au long des années 1920 et 1930, Cooper dénonça avec acharnement ces deux agences de presse européennes qui dominaient le marché mondial de l'information. Il était particulièrement outré du monopole qu'avait Havas sur l'Amérique latine :

Que Havas, une petite agence de presse française, subventionnée par le gouvernement, empêche la grande Associated Press d'envoyer des nouvelles en Amérique du Sud est une mauvaise chose en soi, mais que l'Associated Press ne puisse pas présenter les nouvelles de mon pays au reste du monde me choque. Je déplore le fait que l'Associated Press soit sujette à une telle répression dégradante de la nouvelle ².

Cooper finit par casser ce monopole en 1934 en signant un accord avec Reuter basé sur une « politique de libre-échange de nouvelles internationales ». Il s'était allié avec le « diable » qu'il vilipendait quelques années auparavant pour son choix de nouvelles américaines qui portaient sur : « [...] les Indiens sur un pied de guerre dans l'Ouest, les lynchages dans le Sud et les crimes bizarres dans le Nord. [...] pendant des décennies rien de bon sur l'Amérique n'a été envoyé sur les fils ³. »

Ces longues diatribes de Kent Cooper peuvent à elles seules résumer tout le débat sur l'information et la communication entre pays riches et pays pauvres.

1.4. INFORMATION ET CENSURE

Le sable de l'oubli a aujourd'hui recouvert la fureur et la rancœur des pays du Tiers-Monde (modérés et radicaux) qui, avec insistance de 1975 à 1985, ont réclamé un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication qui devait soulever dans les pays industrialisés scepticisme, méfiance, incrédulité et, finalement, hostilité.

-
1. Warren K. AGEE, Phillip H. AULT et Edwin EMERY, *Introduction aux communications de masse*, Paris, Éditions Universitaires, 1989, p. 646.
 2. J. Herbert ALTSCHULL, *Agents of Power, The Role of the Newsmedia in Human Affairs*, New York, Longman, 1984, p. 221.
 3. *Ibid.*

Comment peut-on exiger un rééquilibrage de l'information et de la communication à l'échelle planétaire lorsque la grande majorité des médias du Tiers-Monde plient tous les jours sous le poids de la censure?

Le journalisme occidental a de la chance. Il n'a jamais vraiment connu Kashamura. Ministre de l'Information du premier gouvernement congolais, cet illustre inconnu, dont même le prénom est tombé dans l'oubli, «voulait sauver la véritable liberté de la presse; celle qui empêche les attaques injustifiées contre le gouvernement».

Aux Comores, les autorités de cet archipel de l'océan Indien ont demandé aux journalistes étrangers de leur soumettre dépêches et articles avant de les transmettre. «Nous devons les lire pour nous assurer qu'ils ne contiennent pas de remarques offensantes à l'égard du président et du gouvernement», soutient le directeur adjoint des télécommunications, Ibrahim Abdallah, cité par Reuter, le 3 mai 1998.

Sous les tropiques, là où les médias sont encore les porte-voix du pouvoir, la Journée internationale de la liberté de la presse (fêtée le 3 mai) n'existe tout simplement pas. Et lorsqu'on la découvre, on ne porte pas encore «la plume dans la plaie en mettant dans la balance son crédit, son honneur, sa vie», comme le disait si bien Albert Londres.

Mais le grand journaliste français de l'entre-deux-guerres ne dénoncerait-il pas aussi certaines absurdités et pratiques de la presse libre? Ces dernières années, dans le sillage de la démocratisation, les médias du Tiers-Monde ont commencé à s'affranchir. Mais la libéralisation médiatique reste timide, surtout en Afrique. Laissons ici parler *Le Monde* qui, dans un éditorial daté du samedi 3 janvier 1998, faisait le point sur la presse africaine.

Ils n'obtiennent pas les grands prix de journalisme, Ils sont pauvres, mal connus, ignorés des «grands» médias, le plus souvent absents des écrans du «village global», ceux de CNN ou de la BBC. Les journalistes africains – nombre d'entre eux, en tout cas – exercent pourtant leur métier dans les conditions les plus dures, avec talent, imagination, irrespect, attachés à conquérir leur liberté d'expression que leur contestent à peu près tous les dirigeants du continent.

Grâce à Internet, cependant, les journaux victimes de la censure peuvent se moquer des pouvoirs publics. En effet, si les gouvernements peuvent saisir les éditions papier, bâillonner les versions électroniques du «canard» traqué est beaucoup plus difficile. Ainsi, les journaux harcelés par le régime du général Sani Abacha du Nigeria,

mort d'une crise cardiaque le lundi 8 juin 1998 à l'aube, eurent recours au Web pour diffuser leurs informations. Mais à l'autre bout du monde, au Vietnam, les « élus » ont réglé le problème de la censure en interdisant carrément l'accès à Internet sur leur territoire.

SITES INTERDITS

La Chine, elle, est un parfait exemple d'un pays autoritaire cherchant à s'ouvrir à l'information dans une perspective de développement et surtout d'intégration au « monde global » dominé par Internet et la télévision par satellite qui « entre par le toit sans passer par le bureau du censeur ».

Mais comment le faire tout en maintenant la chape de plomb de la censure? Comment interdire des sites quand il en existe d'autres donnant de petits conseils pour combattre la censure par la technologie? « On a beau faire, la vérité s'échappe et perce toujours les ténèbres qui l'environnent », disait avec raison Montesquieu.

Bill Gates n'a peut-être pas tort en affirmant que l'ordinateur va sauver les pays pauvres, libérer leurs médias.

Mais, ici encore, la parade anti-censure que représente la toile du Net n'empêche pas les journalistes du Tiers-Monde d'être emprisonnés, torturés, assassinés. La grande majorité des quelque 700 journalistes morts sur les champs de l'information ces dix dernières années (1988-1998) sont originaires du Tiers-Monde.

Les pays occidentaux se sont donc soulevés comme un seul bloc en affirmant haut et fort que les défenseurs du NOMIC étaient des gouvernements dictatoriaux résolus à assassiner la liberté d'information et de communication dans le monde.

Véritable abcès de fixation des clivages Nord-Sud, le NOMIC avait pour toile de fond politique la confrontation Est-Ouest et pour cadre permanent l'Unesco qui, avec son premier directeur du Tiers-Monde, va se faire le porte-voix de revendications qui iront jusqu'à menacer d'éclatement l'organisation onusienne.

Car l'enjeu du NOMIC était l'information, paramètre fondamental du pouvoir, des modes de domination et de dépendance, et c'est la répartition de ce pouvoir qui a profondément divisé le Nord et le Sud.

Ces revendications s'articulaient autour de principes qui, pendant les dix ans de débats sur « les savoirs et les mémoires », scelleront l'opposition des protagonistes.

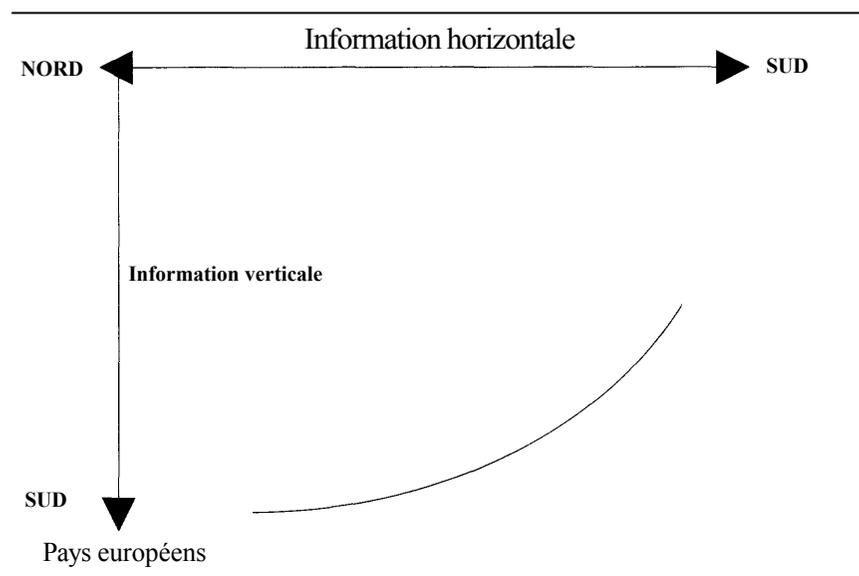
Tout d'abord, la circulation mondiale de l'information est unidirectionnelle, se faisant à sens unique du nord au sud (figure 1). À cette circulation verticale et déséquilibrée s'ajoute une circulation horizontale (sud-sud) tout aussi déséquilibrée puisqu'un pays du Tiers-Monde voulant avoir des nouvelles d'un autre pays du Tiers-Monde doit bien souvent avoir recours aux grandes agences de presse qui se trouvent à New York, Londres et Paris.

Horizontalement comme verticalement, c'est donc par le centre que passe la plus grande partie du flux quotidien de l'information internationale.

Mais est-ce uniquement la faute des médias occidentaux si Rambo et Cie jouissent d'une plus grande notoriété que les héros locaux ?

Asia Week, un hebdomadaire de Hong Kong fondé en 1975 (en plein débat sur le NOMIC) et qui se distingue par ses prises de

FIGURE 1
Le NOMIC en quelques flèches



position en faveur des valeurs culturelles et morales de l'Asie, faisait remarquer ceci dans son édition du 24 décembre 1997 au 7 janvier 1998:

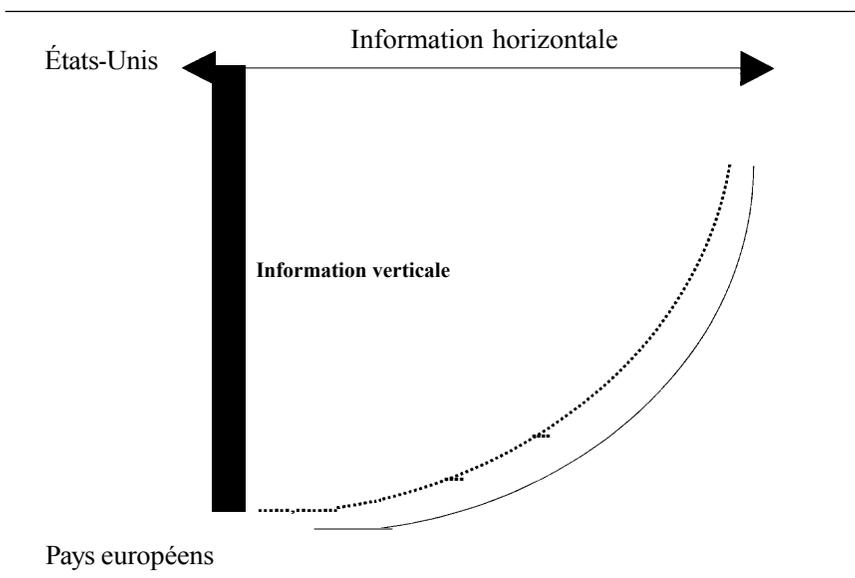
Si les Spice Girls peuvent attirer des foules hurlantes de fans où qu'elles se produisent dans la région, pourquoi les artistes régionaux ne sont-ils pas capables de rivaliser avec elles?

Les dirigeants asiatiques reprochent souvent aux Occidentaux leur manque de connaissances sur le continent, mais dans quelle mesure la vie se connaît-elle elle-même, culturellement parlant? Combien de Philippins ont-ils lu un livre indien? Les Indonésiens écoutent-ils de la musique thaïe? Les cinéphiles de Hong Kong voudront-ils regarder des films malais?

1.5. LE PROCÈS DE L'OCCIDENT

Ces questions peuvent être posées aux Européens et aux Canadiens qui, à bien des égards, se retrouvent culturellement dans la même situation que les Asiatiques, Latino-Américains et Africains face à la culture triomphante des États-Unis (figure 2).

FIGURE 2
La culture triomphante des États-Unis



Bon nombre de pays riches sont de plus en dépendants des grandes productions médiatiques américaines. Le Canada est l'exemple le plus parfait de ces pays du Nord tributaires des États-Unis sur le plan de l'information et du divertissement.

Dans son rapport mondial sur la communication publié en 1997, l'Unesco rappelait d'ailleurs ceci :

La double dichotomie Nord-Sud et Est-Ouest laisse peu à peu la place à une nouvelle subdivision entre les grands pays à forte démographie qui disposent d'un marché interne suffisamment grand pour couvrir les coûts de leurs productions nationales et les petits pays, du Nord comme du Sud, de loin les plus nombreux, qui, n'ayant pas la masse critique nécessaire, sont condamnés à importer des programmes étrangers pour compenser l'insuffisance quantitative de leurs productions nationales. [...] Ainsi, les disparités qui ont été mises en évidence par la commission présidée par Sean MacBride et qui ont servi pour justifier le besoin d'un nouvel ordre mondial, le NOMIC, sont-elles toujours d'actualité⁴.

Mais revenons au NOMIC, tel qu'il était présenté dans les années 1970-1980. Au déséquilibre Nord-Sud de l'information venait s'ajouter un autre déséquilibre, cette fois Est-Ouest. Le monde communiste devait en effet se plaindre d'être tout aussi invisible dans les médias occidentaux que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie.

Dans le débat sur la circulation de l'information, les pays non alignés (qui ont été les premiers à réclamer le NOMIC) avaient donc des « alliés naturels » à l'Est, où l'on s'intéressait plus à faire le procès de l'occident qu'à se lancer dans une autocritique des médias communistes. L'appui de Moscou et de ses alliés sera d'ailleurs un « cadeau empoisonné » pour les pays du Tiers-Monde dont la crédibilité pour démocratiser l'information n'avait, au départ, jamais été bonne.

La circulation mondiale de l'information, on le voit, a été une des grandes questions au cœur du NOMIC et de son instrument privilégié, l'Unesco. Ce concept de circulation libre de l'information découle du principe de la liberté d'expression et d'opinion proclamée dans l'article 19 des Nations Unies sur la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 :

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

4. UNESCO, *Rapport mondial sur la communication. Les médias face aux défis des nouvelles technologies*, 1997, p. 217.

Les pays industrialisés ont souvent rappelé cet article fondamental dans l'acuité des débats sur le NOMIC, tandis que les PVD leur rappelaient que l'on mettait en exergue le droit de «recevoir» et pas assez le droit de «répandre».

Les Américains – gouvernement, médias et cercles intellectuels – ont été les premiers à critiquer toute remise en question du «*free flow of information*», soutenant qu'il ne fallait pas permettre un interventionnisme même limité de la part de l'État, comme le réclamaient en majorité les PVD pour rééquilibrer cette circulation inégale de l'information.

1.6. L'ŒIL DU CYCLOPE

Le même credo s'applique aujourd'hui avec la mondialisation de l'économie qui a fatalement des retombées sur les cultures et les identités nationales.

Le « *free flow of information* » est-il vraiment libre quand il répond essentiellement à des impératifs commerciaux, s'interrogeaient les pays du Sud. Peut-on vraiment vendre de l'information sans séduire le consommateur (occidental) qui, en règle générale, manifeste peu d'intérêt à l'égard des cultures périphériques?

Le « *free flow of information* » c'est, en fait, l'œil du cyclope occidental qui regarde son nombril, bien assis sur son îlot de prospérité et d'abondance.

Tel était le discours entre le Nord et le Sud. Pour les Américains, il fallait faire respecter la règle du jeu de la concurrence et ne pas toucher à un système de circulation de l'information qui était assez stable depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Leur message est le même aujourd'hui à l'égard des pays qui réclament une autre eau culturelle que celle de «Coca-Cola Inc.» (il ne suffit pas de boire du Coca-Cola pour devenir américain... tout le monde le sait!).

Les PVD soutenaient au contraire qu'il fallait trouver les mécanismes nécessaires à un système de circulation permettant aux pays pauvres de mieux se faire entendre des pays riches. Ainsi, en rendant bidirectionnelle la circulation de l'information, on pourrait mieux faire comprendre la situation des pays dits en développement aux habitants des pays riches et de cette façon les amener à soutenir le Nouvel Ordre économique international (NOEI) lancé en 1974, un an après le choc pétrolier.

NOEI et NOMIC étaient d'ailleurs intrinsèquement liés. Dialogue Nord-Sud en matière économique, dialogue Nord-Sud en matière d'information et de communication. Dans les deux cas, il fut en fait question de dialogue de sourds. Dans les deux cas, les problèmes furent vite cernés, mais les solutions étaient trop vagues ou trop radicales pour faire avancer les débats.

Ces débats portaient également sur les déséquilibres de la communication qui font, par exemple, que 90% de l'équipement électronique de communication est concentré dans une vingtaine de pays.

La télévision, qui se prête bien à des activités d'enseignement, n'est toujours pas disponible dans une trentaine de pays du Tiers-Monde et, du milliard de postes de télévision en service dans le monde, plus des deux tiers se trouvent dans les pays industrialisés.

Hier, comme aujourd'hui, pour les PVD, la recherche d'un nouvel ordre doit nécessairement répondre à ces déséquilibres et inégalités en matière de communication qui ne peuvent aller qu'en s'agrandissant avec l'apparition et l'utilisation croissante des nouvelles technologies et de la communication informatique.

Ce n'est qu'en gommant ces déséquilibres, soutenaient-ils, que la circulation de l'information sera plus libre. Alors que l'ONU à New York hésitait à s'attaquer de front aux problèmes de communication, ce domaine était grandement débattu à l'Unesco où, en l'absence d'une instance suprême comme un conseil de sécurité, les PVD peuvent faire davantage entendre leur voix.

Leur grand cri d'alarme porte sur la souveraineté culturelle, et les PVD croient dur comme fer que les médias occidentaux marginalisent leur culture et que la civilisation occidentale, surtout américaine, est prise comme seul cadre de référence.

Ainsi, pour se procurer *Paris Match* à Abidjan ou acheter *The International Herald Tribune* à Tegucigalpa, il suffit de se présenter au premier kiosque venu. Trouver *El Mercurio* (Chili) à Paris ou le *Soleil* (Sénégal) à Montréal est bien différent. Là encore, Internet peut servir de tremplin aux éditeurs du Tiers-Monde pour se faire connaître en Occident, un tremplin idéal. Dans tous les cas, le rééquilibrage réclamé dans la circulation de l'information ne doit pas signifier repli sur soi, mais plutôt capacité d'ouverture aux cultures du Tiers-Monde marginalisées par des «centres collecteurs, traiteurs et émetteurs» que sont les pays industrialisés.

1.7. NOUVELLES TECHNOLOGIES ET INÉGALITÉS

Les PVD se plaignent non seulement d'être ignorés culturellement par les pays du Nord, mais ils craignent aussi que l'utilisation des nouvelles technologies de l'information affecte irrémédiablement leur culture déjà dominée par l'espace culturel occidental. Ces nouvelles technologies augmentent, par ailleurs, de plusieurs crans les inégalités entre le Nord et le Sud.

À Montréal, en septembre 1998, lors d'une conférence internationale sur Internet et les droits de l'homme, Alain Modoux, directeur de l'unité pour la liberté d'expression et la démocratie de l'Unesco, rappelait que le réseau des réseaux va accroître le fossé existant entre le Nord et le Sud, soulignant que «l'information est restée l'enfant pauvre du développement au XXe siècle».

Par ailleurs, l'utilisation à sens unique des nouvelles technologies de l'information et de la communication accélère le phénomène d'acculturation à l'échelle planétaire. À quoi servira la communication horizontale du World Wide Web (WWW) si la toile est complètement tissée par Time Warner, par exemple?

Les pays du Tiers-Monde s'engagent actuellement à petits pas sur les autoroutes de l'information. Sur un total mondial de 90 millions d'utilisateurs d'Internet, l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) en dénombrait 1,1 million en Afrique et au Moyen-Orient, au 1er janvier 1998. Pour 2002, l'IDATE en prévoit 4,5 millions. La Terre compterait alors 280 millions d'internautes, dont plus de 40% en Amérique du Nord. L'Europe de l'Ouest et l'Asie-Pacifique réuniront chacune près du quart des surfeurs. Avec 11,9 millions de cybernautes, l'Amérique latine devancera l'Europe de l'Est (9,6 millions).

Dans l'ensemble du cybermonde, un nouvel abonné entre dans le WWW toutes les deux minutes. Là encore, les pays dits en développement ont un handicap de taille pour dialoguer sur le Net à l'aide des quelque 100 millions d'ordinateurs disséminés dans le monde ; leur réseau téléphonique est insuffisant.

« Plus de la moitié du genre humain n'a jamais composé un numéro de téléphone. Il y a plus de lignes téléphoniques à Manhattan que dans toute l'Afrique sub-saharienne », rappelait, en 1995, Thabo Mbeki, alors vice-président de l'Afrique du Sud. Et, à lui tout seul, le Japon (110 millions d'habitants) a plus de téléphones que les pays émergents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique réunis (trois milliards de personnes).

1.8. UN REGARD PRONONCÉ SUR LES CALAMITÉS

Sirdou Diallo termina son copieux repas avant de prendre langue avec ses hôtes bostonnais. « Pourquoi, demanda le journaliste de Jeune Afrique, mettez-vous tant l'accent dans vos articles sur les calamités de l'Afrique en négligeant les profonds changements qui y ont actuellement cours ? »

La presse occidentale braquera rapidement ses phares sur un coup d'État au Nigeria en « oubliant, rappela Diallo à ses hôtes, la couverture de la construction, dans ce pays de 80 millions d'habitants, d'une des plus importantes usines de liquéfaction au monde ». Elle ne se penchera également pas sur la construction d'une « autoroute de plus de 3000 milles devant relier Alger au port kenyan de Mombasa ». « Et, lorsqu'il s'agit de dignité humaine et d'humanitarisme, personne n'a de plus riche héritage que le nôtre. Rarement, cependant, ces faits sont rapportés par la presse américaine », devait déclarer Diallo, dont les propos amers parurent dans l'édition du 6 janvier 1983 du *Christian Science Monitor*.

Tous les Diallo du monde seront d'accord avec Walter Cronkite qui, avant de quitter CBS et de céder sa place d'anchorman à Dan Rather, déclarait ceci : « Le silence de la presse est une arme aussi puissante que le mensonge ou le sensationnel. »

Dans l'actuel bombardement informationnel, les nouvelles du Sud sont aussi rares que superficielles. Parallèlement à ce « long silence » sur le Tiers-Monde, hier, comme aujourd'hui et comme demain sûrement, les préjugés ethnocentriques ont eu leur place au soleil dans notre « ghetto global » où l'on pense « global » en agissant « local ».

Tout au long des débats sur le NOMIC, les PVD ont décrié la « déformation structurelle » du flux de l'information en provenance du Sud et les dangers d'une circulation déséquilibrée de l'information :

L'opinion publique des pays industrialisés n'aura pas véritablement accès à une information complète sur le Tiers-Monde, ses exigences, ses aspirations et ses besoins, tant que les modèles de l'information et de la communication ne s'affranchiront pas du sensationnalisme et du style de présentation des nouvelles qui les caractérisent actuellement et qu'ils ne se dépouilleront pas de tout préjugé ethnocentrique [...]⁵.

5. UNESCO, *Voix multiples, un seul monde*, édition abrégée, Paris, 1986, p. 62.

Depuis 1945, il y a eu 300 conflits dans les pays du Tiers-Monde. Ils ont fait entre 13 et 22 millions de victimes. Voilà ce que l'on retient du Sud qui, en fait, se divise en quatre, selon l'économiste français Pierre Moussa :

- le Sud opulent, riche de ses matières premières et surtout d'énergie, tels les États du Golfe;
- le Sud émergent, celui des nouveaux pays industrialisés (NPI), tels le Mexique, l'Argentine ou la Corée du Sud;
- le Sud stationnaire, celui des pays qui n'en finissent pas d'être sur le point de décoller, tels le Brésil et l'Inde;
- le Sud régressant, celui des pays qui s'appauvrissent: l'Éthiopie, la Somalie, le Cambodge...

Il faut donc rappeler, proclamer la diversité du Tiers-Monde et mettre fin au plus vite à certaines affirmations trop simples, a-t-on insisté dans le débat sur « le nouvel ordre ».

Plus encore, la couverture occidentale des PVD est, selon les thuriféraires du NOMIC, responsable de l'état lamentable du commerce Nord-Sud, de l'aide au développement, du manque de réformes du système économique mondial qui, disent-ils, est à la base des inégalités entre pays riches et pauvres.

Et si l'opinion publique occidentale n'est pas prête aux changements qui permettront un nouvel ordre économique international, ajoutent-ils, c'est tout simplement à cause des grands médias internationaux qui ferment les yeux sur les grands changements politiques du XXe siècle.

Par ailleurs, à l'instar de Sirdou Diallo, les PVD ont souvent évoqué les « distorsions » dans le contenu de l'information qui peuvent être « dangereuses » à un double titre.

D'une part, les PVD estiment que les médias occidentaux déforment, volontairement ou non, dans leurs reportages, l'image des pays en développement en se concentrant presque exclusivement sur l'actualité brûlante : convulsions politiques, coups d'État et catastrophes. Une faible place est réservée à l'actualité non immédiate (*soft news*), qui valorise les efforts déployés au service du développement et qui, au-delà du sensationnel, affecte la vie de millions de personnes.

D'autre part, les nouvelles qui atteignent le public du Tiers-Monde provenant essentiellement des grandes agences, les populations des pays en développement reçoivent les mêmes images déformées, qui

peuvent, affirment-ils, heurter leur fierté nationale et porter atteinte à leur identité culturelle⁶.

Parmi ses 82 suggestions susceptibles de conduire au NOMIC, la CIC souhaite voir les médias des pays industrialisés :

[...] attribuer plus d'espace et de temps au reportage d'événements et à la diffusion d'information de base sur les pays étrangers en général et aux nouvelles concernant le monde en développement en particulier.

Les médias des pays développés [...] devraient se familiariser davantage avec les cultures des nations en développement et les conditions qui y prévalent⁷.

Mais comment y arriver quand l'information internationale, en général, est de moins en moins présente dans les médias occidentaux ? Comment y arriver quand aujourd'hui le credo est « d'agir globalement et de penser localement » ?

1.9. RÈGLES CONTRE L'UNIFORMISATION

Dans l'actuel débat sur la mondialisation qui, rappelons-le, touche autant l'information et la culture que l'économie, de nombreux pays réclament à cor et à cri des règles contre l'uniformisation. Un peu comme les pays du Tiers-Monde dans le cadre du NOMIC.

Écoutons à ce sujet Jacques Chirac. Le vendredi 20 mars 1998, lors de la Journée internationale de la francophonie, le président de la France devait souligner « la volonté de nos sociétés de préserver leur identité » et « l'importance de la diversité culturelle du fait religieux et du pluralisme linguistique, face au risque terrible de l'uniformisation dans le monde ».

La France, qui s'est retirée des négociations sur l'AMI, a été le premier pays industrialisé à monter en ligne contre le « tout-libéral » incarné par l'Accord multilatéral sur l'investissement qui prône l'ouverture totale des marchés et permettra notamment à des magnats de la presse tels que l'Australo-Britannico-Américain Rupert Murdoch d'acheter plus facilement des médias en difficulté.

Dans la bataille de la mondialisation, l'« exception culturelle » est de plus en plus évoquée. Comme disent les Américains (en fran-

6. *Ibid.*, p. 63.

7. *Ibid.*, p. 232.

çais SVP !), « plus ça change, plus c'est pareil »... et les pays du Tiers-Monde doivent bien rire en observant certains pays européens s'interroger sur l'hégémonie américaine.

1.10. LES « QUATRE SŒURS »

Les quatre agences de presse mondiales, Associated Press (AP), United Press International (UPI, aujourd'hui moribonde), Reuter et l'Agence France-Presse (AFP), ont été particulièrement prises à partie pour leur « impérialisme culturel ». Amélie, Ursule, Rosalie et Aurore (comme on les surnomme familièrement) ont été les instigatrices de ce qu'on appelle aujourd'hui « l'information en continu ». En quadrillant le globe avec le télégraphe (« le fil qui chante », disaient les Amérindiens) inventé par l'Américain Samuel Morse en 1840 et aujourd'hui les satellites géostationnaires, ces agences ont été les premières à « construire » une opinion mondiale sur des événements qu'elles transmettent toujours à la vitesse de l'éclair.

Tass (Telegrafnoïe Aguentstvo Sovietskogo Soïouza) figurait rarement au « banc des accusés » : la défunte agence de presse soviétique (remplacée aujourd'hui par ITAR-Tass) n'avait pas un rayonnement international important et comptait tout au plus un demi-millier d'abonnés dans le monde comparativement, par exemple, à 15 000 pour AP présente un peu partout sur la planète, comme en fait foi cette dépêche un peu particulière :

New York (AP) – « Chaque journée doit être comptée comme une vie », dit le sage. Fort de cet adage, voici le récit, d'après les dépêches de l'Associated Press, d'une journée vécue sur la planète bleue par des gens ordinaires à l'approche du troisième millénaire. Il était une fois, le 7 avril 1998...

Vue de la station *Mir*, en orbite à 450 km d'altitude, la Terre semble calme, vaste globe perdu dans un océan noir. En procédant à un agrandissement, on distingue une masse de nuages gris-blanc sur l'Amérique du Sud. Encore plus bas, à 4000 m d'altitude, des alpinistes luttent contre la froideur de la nuit himalayenne.

Et au niveau du plancher des vaches, où six milliards d'humains dorment, mangent et rêvent, le jour se lève sur les atolls du Pacifique, apportant enfin la pluie après deux mois de sécheresse. « Nous avons attendu tellement longtemps », dit, soulagé, Manate Tenang, un agriculteur des îles Kiribati.

Quelques chiffres peuvent résumer ce 7 avril. Nous avons consommé 642 millions de litres de kérosène et 3 milliards de litres d'essence. Nous avons pêché 250 000 tonnes de poisson et rasé 40 000 hectares de forêt. Nous avons enregistré 375 000 naissances et 145 000 décès.

Entre les gratte-ciel sans soleil de Wall Street, un seul chiffre compte au royaume de Saint-Dow Jones. Soudain pris de vertige, les opérateurs parlent de crever le plafond des 10 000 points avant la fin de l'année.

Mais dans une banlieue tranquille de l'Iowa, les Knutson font un autre rêve devant un grand trou. «Un jour notre maison s'élèvera ici. J'espère que ce jour arrivera vite », explique Mary Knutson.

Partout dans le monde, c'est le printemps, saison des rêves et des promesses. Dans le plat pays de Hollande, des fleurs rouges, orange, roses et pourpres sont agitées par la brise venue de la mer du Nord. C'est l'ouverture officielle de la saison des tulipes. Saison de prospérité. Les effets de la croissance économique se font sentir en des lieux inattendus. À l'aéroport de Moscou-Sheremetyevo, des milliers de touristes se pressent pour prendre leur avion. «Où allons-nous? A Londres! Qui l'eût cru?» s'exclame une retraitée enthousiaste.

Un peu plus au sud, un éleveur de chèvres venu des confins du Sahara confie son rêve sur un marché de Côte-d'Ivoire. «Si je travaille bien et si je vends à un bon prix, je peux gagner assez d'argent pour six mois», explique Garibou Ouologuem.

Mais ailleurs en Afrique, la réalité est moins rose. Au Nigeria, où le pétrole coule pourtant à flots, les files d'attente s'allongent devant des stations-service presque à sec. Les difficultés sociales n'ont pas de frontières. Ainsi, à Paris, 2000 enseignants et élèves de Seine-Saint-Denis manifestent pour demander plus de moyens pour les établissements scolaires de la banlieue nord. « Les meilleures manifs se font sous la pluie. C'est dans l'adversité qu'on est le meilleur », dit un manifestant, Luc Martin-Chauffier.

La peur de l'avenir atteint son paroxysme en Asie, où la crise financière n'en finit pas. En Thaïlande, les suicides se multiplient. A Shenzhen, dans le sud de la Chine, He Xiangfen est venue regarder les annonces dans une agence pour l'emploi. Cette jeune fille de 21 ans se donne un mois pour trouver du travail. Sinon, elle retournera chez elle, à la campagne.

De Shenzhen à Paris, du Cap à Kansas City, ceux qui ont des difficultés peuvent s'échapper en allant dans l'un des 8907 cinémas où le phénomène « Titanic » est à l'affiche. En Jordanie, le ticket s'arrache 50 dollars au marché noir. «Ça les vaut largement », glisse Ahmed Damek, venu pour la deuxième fois.

Des feuilletons télévisés à un concert des Spice Girls, tous les moyens sont bons pour s'évader. On peut chercher des scandales dans la vraie vie. En Turquie, on ne parle que d'une chose : le changement de sexe du chanteur à succès Bulent Ersoy et son mariage avec un jeune homme qui pourrait être son fils.

On peut aussi parler sport. Dans les bidonvilles de Rio de Janeiro, le débat du jour porte sur l'éventuelle sélection pour la Coupe du monde de l'enfant terrible du football brésilien, Edmundo.

On peut enfin se réfugier dans la religion. À La Mecque, où le pèlerinage annuel a commencé, des milliers de musulmans tournent, sept fois autour de la Kaaba, « la pierre noire » sacrée de l'islam. À Jérusalem, des femmes récurent à fond, leur maison dans la perspective de la Pessah, la pâque juive. À Rome, des milliers de pèlerins visitent la basilique Saint-Pierre en cette semaine sainte commémorant la Passion et la Résurrection du Christ. Et au Rwanda, on prie pour les victimes du génocide qui a commencé quatre ans plus tôt.

Le monde est fait de mort, mais aussi de vie. À Sarajevo, Medina Aganovic donne la vie à un bébé de 3,6 kg. « La paix avant tout. Là où il y a la paix, il y a de l'avenir », dit-elle en espérant que cette belle journée dure pour l'éternité.

Oui, Mark Twain avait raison en affirmant ceci en 1901 : « Il y a uniquement deux forces qui peuvent éclairer tous les coins du globe : le soleil et l'Associated Press. »

En sélectionnant les faits qui méritent de devenir des informations et d'être transmis à leurs abonnés dans le monde, les « quatre grands » ont l'extraordinaire pouvoir de surdéterminer la réalité mondiale, telle que l'humanité la perçoit.

Une autre catégorie de distorsions provient du fait que, dans le système capitaliste, l'information est considérée comme une marchandise soumise aux lois du marché, au même titre que n'importe quel produit. Cette conception, qui privilégie l'aspect commercial de l'information au détriment de son caractère de produit social, est à l'origine d'un certain type de journalisme avec les « scoops » et autres formules à sensation qui conduisent à mettre en valeur des événements sans grande importance, mais réputés rentables⁸.

C'est cette domination qui fut – plus que toute autre – dénoncée par les PVD soucieux de s'« affranchir » le plus rapidement possible des « quatre sœurs ».

8. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, janvier 1979, p. 18.

1.10.1 UNE VISION « ETHNOCENTRIQUE » DE L'ACTUALITÉ

Les pays pauvres souhaitent acquérir l'indépendance de leur information au même titre qu'ils rêvaient d'accéder à l'indépendance économique. Ils acceptaient mal le fait que, pour recevoir ou émettre des informations, il faille nécessairement passer par des agences mondiales, toutes occidentales, ayant une vision « ethnocentrique » de l'actualité. Les pays pauvres s'attaquèrent avec force à ces agences, parce qu'elles représentaient en quelque sorte la partie visible du phénomène de domination véhiculé dans les « messages » des médias occidentaux.

Le cinéma et la télévision constituent peut-être un plus grand risque d'aliénation culturelle que les agences de presse occidentales mais, une fois de plus, c'est contre elles que se sont insurgés les PVD. Pour eux, l'information est confondue avec les agences de presse, produits d'un contexte technologique, économique et politique qui n'est pas le leur.

Il ne faut pas oublier que l'ambition première des PVD dans leur campagne en faveur du NOMIC fut d'abord et avant tout de posséder des agences de presse qui leur soient propres et qui viennent alimenter quotidiens, stations de radio et de télévision nourris presque exclusivement de dépêches transmises de New York, Londres et Paris.

Avec le NOMIC, le Sud espérait faire connaître sa vie et ses luttes au Nord, qui ne s'intéressait que de manière épisodique aux pays du Tiers-Monde.

Ainsi, si, officiellement, le choix d'une nouvelle se fait *a priori* en fonction de l'actualité, de son intérêt et de sa signification pour le lecteur/télespectateur/auditeur, il est, officieusement, évident que la nouvelle est également choisie en fonction de sa valeur pour les annonceurs (ces marionnettistes de l'ombre) qui savent fort bien que les consommateurs veulent retrouver leurs propres idées, rejetant toute idée contraire à leurs valeurs.

1.10.2. « VISIBILITÉ ÉMOTIONNELLE »

La nouvelle est également choisie en fonction de sa « visibilité émotionnelle » au nom de l'information-spectacle à laquelle nous ont habitués les médias (surtout électroniques) ces dernières années.

C'est cette amplification, démesurée selon les PVD, de certaines informations qui a notamment alimenté la fureur et la rancœur des pays pauvres outrés qu'une telle approche de l'information ne

tienne pas suffisamment compte des diversités culturelles et nationales et tend à réduire au conformisme et à l'uniformité l'information internationale.

Les « quatre grands » - qui consacraient entre 10% et 30% de leurs dépêches aux pays pauvres et dont les budgets quotidiens d'exploitation sont bien souvent supérieurs à ceux des budgets annuels de communication de bon nombre de petits pays du Tiers-Monde - ont à maintes reprises nié qu'elles cherchaient à « agresser et à dominer culturellement » les PVD.

Frank Tremaine, alors vice-président de UPI (qui a été rachetée en 1985 pour la modique somme de 41 millions de dollars par le patron d'une chaîne de journaux mexicains, Mario Vasquez Rana, puis revendue à des intérêts saoudiens et qui, aujourd'hui, risque de disparaître à cause d'un lourd déficit), déclarait ceci en 1978 :

Les agences de presse transmettent beaucoup plus de nouvelles « positives » ou « constructives » que ne le croient beaucoup de critiques qui ne voient pas la totalité du service de ces agences, mais seulement les articles publiés dans les journaux qu'ils lisent ou les nouvelles qu'ils écoutent à la radio. Un article sérieux sur le développement économique transmis hier sera peut-être publié dans quelques quotidiens seulement, alors qu'une histoire tragique de la catastrophe d'aujourd'hui sera imprimée par des centaines⁹.

Après tout, l'information internationale n'est que du fait divers lointain, exotique lorsque cela se passe sous les tropiques.

1.10.3. MENACES

La même année, Keith Fuller, en tant que président d'AP, avait ces mots pour défendre son agence, dont moins de 1% des revenus annuels provient des PVD :

Couvrir le Tiers-Monde n'est pas facile [...]. Je fais référence à ces pays, particulièrement en Amérique latine, qui ont recours aux menaces pour faire pression sur ce que doivent écrire les correspondants. Je fais référence à la censure implicite [...] au refus de donner accès aux correspondants à ces sources officielles qui peuvent le mieux expliquer au monde l'histoire de leurs pays.

9. Jim RICHSTEAD, Michael H. ANDERSON et Herbert I. SCHILLER, *Crisis in International News Policies and Prospects*, New York, Columbia University Press, 1981, p. 278.

10. *Ibid.*, p. 273.

Toujours en 1978, l'AFP remit à la CIC un document dans lequel l'agence mit en lumière le fait que :

Dans beaucoup trop de pays [...] l'information obtenue est de nature purement politique et tout à fait inadéquate sur les plans économique et culturel, ce que l'on reproche précisément aux agences internationales de négliger. [...] Les contacts avec des mouvements qui cherchent à s'opposer aux pouvoirs sont désapprouvés et peuvent avoir certaines conséquences pour le correspondant¹¹.

Un an plus tard, en 1979, le rédacteur en chef de Reuter, Gerald Long (mort en 1998), alla plus loin en affirmant que l'Unesco se disqualifiait en dirigeant le débat sur le NOMIC, que l'organisation avait la rage de tout vouloir réglementer et que le Tiers-Monde ne comprenait tout simplement pas ce qu'est une nouvelle qui est «la quête de la vérité dans les événements et ne peut se préoccuper de l'étude des problèmes¹²».

Rien n'y fit cependant. Tout au long du débat sur le NOMIC, les PVD ont basé leurs attaques contre les « quatre sœurs » sur ces trois arguments :

- elles sont trop puissantes, parce qu'elles dominent 80% du flux de l'information internationale ;
- elles représentent un point de vue étranger qu'elles transmettent à des nations cherchant à se doter d'une identité moderne et indépendante ;
- elles sont loin d'être objectives comme elles le prétendent.

Ironiquement, ces mêmes accusations avaient été lancées moins d'un demi-siècle auparavant par l'Associated Press, qui accusait alors d'«impérialisme culturel» Reuter et Havas (aujourd'hui l'AFP).

Les revendications des PVD étaient axées sur deux pôles :

- les nouvelles et les points de vue du Tiers-Monde doivent avoir un plus grand accès au flux international de l'information ;
- le rôle des médias doit être radicalement changé pour conduire à une information non plus déséquilibrée, non plus verticale, mais horizontale, donc plus juste et plus équilibrée.

11. *Ibid.*, p. 269.

12. *Ibid.*, p. 211.

Avec les trois quarts de la population mondiale, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine ne possèdent que la moitié des journaux et le quart du tirage mondial.

Le tirage moyen s'élève à un exemplaire pour 3 personnes dans le nord de l'Amérique, mais seulement à un pour 90 en Afrique et à un pour 15 en Asie. Huit pays du territoire d'Afrique et trois pays arabes n'ont pas de quotidien du tout; treize autres pays d'Afrique en ont un seul.

De plus, selon une étude récente de l'Union internationale des télécommunications, les pays du Tiers-Monde comptent moins d'une demi-douzaine de téléphones pour cent habitants et seulement 15% des postes de télévision de la planète.

D'où, à l'échelle du « village global », une « circulation à sens unique » de l'information qui sera étudiée à partir de 1976-1977 par la commission MacBride; celle-ci remettra son rapport final à l'Unesco le 22 février 1980.

1.11. L'UNESCO, OUTIL DU NOMIC

René Maheu était à Genève en 1962 pour s'adresser à une conférence des Nations Unies sur le développement économique et social lorsqu'il apprit que le premier satellite civil de communication, *Telstar*, avait été lancé avec succès par les Américains.

« Électrifié par la nouvelle¹³ », le directeur général de l'Unesco, qui fut remplacé le 14 novembre 1974 par Amadou Mahtar M'Bow, déchira le texte du discours qu'il devait livrer à cette conférence et en improvisa un autre en mettant en lumière les progrès que représentera pour la communication le lancement de *Telstar*.

L'enthousiasme de Maheu était compréhensible: le diplomate français avait bâti sa carrière sur la ferme conviction que la communication serait un enjeu majeur de la fin du XX^e siècle grâce à des outils révolutionnaires de communication tels que le satellite.

Et, à l'heure des indépendances du Tiers-Monde, l'Unesco sera de plus en plus appelée à se pencher non seulement sur l'éducation et la culture, mais aussi sur l'information et la communication, qui

13. *Ibid.*

occupaient alors moins de 5% des conférences, travaux et recherches de l'organisation onusienne¹⁴.

Ainsi, par exemple, dès 1962, l'Unesco conclut une étude de quatre ans sur la « disette de l'information » en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Cette étude, entreprise à la demande des Nations Unies, faisait alors remarquer que pas moins de 70% des habitants du monde (environ deux milliards de personnes à cette époque) n'avaient pas de services « adéquats » dans le domaine de l'information.

L'Unesco entendait par services « adéquats » au moins dix exemplaires d'un quotidien, cinq récepteurs de radio et deux places au cinéma pour 100 personnes. Plus de 100 pays et territoires se trouvaient en deçà de ce minimum et l'Afrique devra attendre jusqu'en 2035 pour avoir, par exemple, 10 exemplaires d'un quotidien pour 100 personnes.

En 1969, un groupe d'experts de l'Unesco sur les communications de masse se réunit à Montréal, et c'est à cette occasion que fut employée pour la première fois l'expression « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication ».

Les experts se sont alors intéressés à l'importance critique du rôle des communications et de la circulation de l'information dans le développement culturel et se sont inquiétés du fait, précisément à un moment où de nombreuses nations en développement venaient à peine de se libérer du joug colonial, que plus de 80% à 90% de l'information mondiale circulait dans un seul sens, des pays industrialisés (le Nord) vers les pays en développement (le Sud). Les communications touchant les valeurs fondamentales de la civilisation, les nouvelles sociétés se sentaient menacées par l'ethnocentrisme de l'information occidentale; le monde vu au travers du prisme des valeurs occidentales n'était pas le leur, et l'ère de la communication par satellite risquait d'empirer la situation. Pour ces sociétés en quête d'une identité, observaient les experts, les réseaux multinationaux du monde industrialisé pèsent lourd sur l'indépendance de leur développement¹⁵.

Un an plus tard, en 1970, à la XVI^e Conférence générale de l'Unesco, les PVD réclamèrent pour la première fois un meilleur équilibre de l'information entre le Nord et le Sud. La circulation de

14. Rosemary RIGHTER, *Whose News? Politics, the Press and the Third World*, Londres, Burnett Books, 1978, p. 202.

15. *Voix multiples, un seul monde*, p. 150.

l'information – son équilibre, son utilité, son impartialité – devait désormais occuper le cœur du débat international sur la communication mondiale.

La circulation actuelle de l'information peut se résumer ainsi :

- un courant d'information unidirectionnel depuis les pays riches vers les pays pauvres;
- une prédominance de l'information issue des pays riches dans la presse des pays pauvres;
- une absence marquée d'informations issues des pays pauvres dans la presse des pays riches;
- une très faible circulation de l'information entre les pays pauvres.

À la XVII^e Conférence générale de l'Unesco, en 1972, les agences de presse mondiales furent prises à partie, accusées notamment d'« être une source de pollution morale et culturelle¹⁶ ». Elles resteront toujours au centre des débats sur le NOMIC.

1.12. UN NOMIC PLUS CLAIR

L'Unesco adopta cette même année une résolution aux termes de laquelle on demanda la mise en forme d'un projet de déclaration sur les médias de masse qui, par la suite, faillit provoquer l'éclatement de l'organisation.

Les premières versions de ce projet furent publiées tout au long des années 1970. Elles prévoyaient notamment la création d'un code de déontologie du journalisme et l'instauration d'un permis international pour les journalistes. La presse occidentale a bien sûr fortement réagi à ces propositions (qui furent d'ailleurs rejetées par la suite), y voyant une menace à la liberté de presse.

En 1974, à la XVIII^e Conférence générale de l'Unesco, les PVD cherchèrent à donner un tremplin au NOMIC qu'ils commençaient à mettre en forme. Les discussions portèrent principalement sur la création d'un «pool» des agences de presse du Tiers-Monde pour réduire l'influence des grandes agences de presse occidentales.

16. COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, Bulletin n° 5.

Cette idée, lancée par le Mouvement des non-alignés à Alger en 1973, sera concrétisée à la réunion du MNA à Colombo, en août 1976, avec la création du « pool ».

C'est également dans la capitale du Sri Lanka que le NOMIC finit par être plus clair pour tout le monde, reposant sur les deux prémisses suivantes :

- la communication et l'information sont des facteurs importants pour assurer souveraineté et développement, pour faire avancer éducation, culture et science;
- les capacités de communiquer et d'informer sont, quant à elles, très inégalement réparties.

C'est l'année précédente, en 1975, que Mustapha Masmoudi, alors délégué tunisien auprès de l'Unesco, fit une liste des plus importantes requêtes des PVD.

Ces requêtes, qui domineront à différents degrés les débats sur le NOMIC, sont les suivantes¹⁷:

- l'indépendance et l'équité dans l'accès aux ressources mondiales de communication, afin que leurs propres opinions, valeurs et efforts vers le développement puissent être présentées de façon plus complète;
- une aide considérable de la part des nations occidentales pour accélérer leur propre développement dans le domaine des communications ;
- le soutien de l'occident au « pool » des agences de presse des pays non alignés;
- la légitimation du droit des gouvernements à limiter l'accès aux sources d'information et le droit de censurer ou de restreindre la circulation des informations au-delà des frontières nationales ;
- l'adoption par l'Unesco de résolutions proclamant le droit des gouvernements à participer à l'accréditation des journalistes afin de les « protéger » et à l'adoption d'un code international de déontologie ainsi que d'un droit de réponse international ;

17. Moustapha MASMOUDI, *Voie libre pour monde multiple*, Paris, Economica, Dar el Amal, 1986, p. 185.

- l'établissement par l'Unesco d'un tribunal supranational chargé de contrôler le comportement des médias dans le monde entier.

Ces deux derniers points étaient considérés comme des anathèmes par la presse occidentale. L'idée de définir un code éthique des journalistes, assorti d'un mécanisme de contrôle, est réapparue en septembre 1998 à Istanbul, à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association mondiale des conseils de presse (WAPC), un regroupement de conseils de presse de 16 pays.

L'intention est apparemment louable, nous dit Daniel Vernet dans l'édition du *Monde* du jeudi 24 septembre 1998. Il s'agirait de fixer des règles, auxquelles les journalistes et les moyens d'information adhéreraient volontairement, pour promouvoir la liberté de la presse, l'information « pertinente », le respect de la vie privée, etc. Alors que, dans beaucoup de pays, la confiance dans les médias est au plus bas, les promoteurs du code d'éthique et du mécanisme de contrôle déclarent vouloir défendre la profession et restaurer sa crédibilité, avant que les pouvoirs publics se croient obligés de légiférer.

Mais ces bonnes intentions cachent des dangers que certains défenseurs du projet ont du mal à dissimuler. Sans fard, un représentant du Sri Lanka a expliqué qu'il s'agissait de veiller à ce que la presse donne un point de vue « équilibré » sur les conflits ethniques; le président du Conseil de la presse de l'Inde s'en est pris à la manière dont la BBC avait rendu compte des actions de l'armée indienne dans la province (à majorité musulmane) du Cachemire.

On le voit, aujourd'hui comme hier, chaque fois que l'on parle d'un « nouvel ordre mondial de l'information », la guerre de tranchées reprend... Les journalistes occidentaux ne veulent aucunement d'un code d'éthique universel. Pour eux, « le meilleur remède contre le mauvais journalisme, c'est le bon journalisme. La presse libre est l'un des meilleurs mécanismes autocorrecteurs jamais inventés », devait déclarer à Istanbul Ronald Koven, le représentant du Comité mondial pour la liberté de la presse, dont le siège social est en Virginie.

1.13. CONCEPTION DES COMMUNICATIONS DE MASSE

Les griefs du Tiers-Monde contre les médias occidentaux finirent par attirer leur attention lorsque l'Union soviétique déposa en 1976 un projet de résolution qu'elle désirait voir adopter par la Conférence générale de l'Unesco devant se tenir la même année à Nairobi.

Ce projet de résolution stipulait que les moyens de communication de masse pouvaient être utilisés par les gouvernements à certaines fins et que les journalistes indépendants pouvaient être soumis à des contrôles de la part de ces mêmes gouvernements¹⁸.

Ce projet ne fit jamais l'objet d'un vote et l'URSS finit par le retirer pour calmer gouvernements et médias occidentaux qui avaient fait front contre Moscou.

Parallèlement, toujours dans la capitale kenyane, les PVD chercheront (pour la première fois) à faire sanctionner en termes juridiques leur conception des communications de masse. Ce sera toujours dans le cadre de l'Unesco, où ils ont les coudées plus franches qu'à l'ONU, qu'ils tenteront – en vain – de donner une assise normative au NOMIC.

C'est essentiellement autour de ces deux éléments que se fera l'opposition des pays riches, des États-Unis surtout. Ce pays, principal bailleur de fonds des organisations onusiennes, s'accommodait mal du fait que l'Unesco soit le lieu où s'élaborent des concepts sur l'information et la communication qu'il récuse au nom du Premier Amendement de sa constitution, lequel stipule que le Congrès ne doit pas faire de lois restreignant la liberté de presse. Ce premier amendement, faut-il le rappeler, est interprété comme l'interdiction faite aux pouvoirs législatif et exécutif d'intervenir dans les questions d'information.

1.14. COMPROMIS

Mais, pour les PVD, s'opposer au NOMIC sous couvert de libéralisme économique serait endiguer tout développement de la communication dans des régions entières du Tiers-Monde en interdisant à l'État d'intervenir là où il est le seul à pouvoir le faire financièrement et techniquement.

Finalement, la XIX^e Conférence générale de l'Unesco se termina sur une note de compromis basée sur la promesse des pays occidentaux d'accroître leur aide aux médias du Tiers-Monde.

Il fut également décidé à Nairobi de mettre sur pied – à la demande d'Amadou Mahtar M'Bow qui voulait gagner du temps et

18. Rosemary RIGHTER, *op. cit.*, p. 219.

chercher un terrain d'entente entre le Nord et le Sud – une commission avec mandat d'examiner l'ensemble des problèmes de la communication dans la société contemporaine. La commission MacBride, dont nous avons déjà parlé, sera composée d'experts non gouvernementaux issus de diverses sphères idéologiques, économiques et géographiques.

En attendant son rapport, l'Unesco tint en 1978 sa XX^e Conférence générale et, une fois de plus, les Occidentaux parvinrent à repousser la menace d'un contrôle étatique de l'information.

Une déclaration fut adoptée sur «les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale et à la lutte contre la propagande belliciste, le racisme et l'apartheid¹⁹».

Cette déclaration, où tout le monde trouva son compte, mentionna aussi les aspirations des PVD à l'établissement d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace.

Elle omit cependant la phrase «circulation libre et équilibrée des informations» et il fut en revanche question d'un «nouvel équilibre» et d'une «plus grande réciprocité», c'est-à-dire un réajustement des bulletins d'information entre les pays développés et les pays en voie de développement et entre ces derniers²⁰.

Deux ans plus tard, la commission MacBride remit son volumineux rapport à M'Bow qui, tout en étant favorable au NOMIC, s'efforçait d'éviter un conflit ouvert avec les pays occidentaux. Le directeur général devait ainsi refuser de proposer le rapport MacBride à l'adoption officielle lors de la XXI^e Conférence générale de l'Unesco tenue à Belgrade. Au lieu de cela, il a simplement prié les délégués présents dans la capitale yougoslave de l'étudier.

La seule recommandation du rapport MacBride qui fut véritablement prise en considération et adoptée par voie de résolution fut la recommandation 78 qui demandait la création dans le cadre de l'Unesco d'un «centre international pour l'étude et la planification de l'information et de la communication». Ce centre aurait notamment pour fonction de promouvoir le développement des systèmes nationaux de communication dans les pays en développement et de

19. *Ibid.*, p. 224.

20. *Voix multiples, un seul monde*, p. 118.

favoriser l'équilibre et la réciprocité dans la circulation de l'information internationale²¹.

Le PIDC (Programme international pour le développement de la communication) était né. Il vit toujours.

Cette idée, d'inspiration américaine, avait pour but de dépolitiser le débat sur le NOMIC et d'attaquer les inégalités dans la circulation de l'information de manière pratique et directe.

Le PIDC a pris la forme d'un projet de coopération technique par l'intermédiaire duquel le savoir-faire et les ressources financières des pays industrialisés servaient à créer des agences de presse dans les pays en développement et à former le personnel nécessaire à leur bonne marche. Dans un sens, cette mesure libérait le débat de la confrontation Est-Ouest et lui conférait une dimension Nord-Sud qui permettait aux pays occidentaux de répondre aux besoins du monde en développement²².

Coordonné par un conseil intergouvernemental de 35 États membres de l'Unesco, le PIDC a été généralement à l'abri des conflits idéologiques qui ont secoué l'Unesco à propos du NOMIC.

Les flèches occidentales décochées contre le NOMIC avaient sûrement pour cibles la sauvegarde de la liberté de presse et de la libre circulation de l'information dans le monde, mais l'objectif premier ne fut-il pas de préserver les intérêts et pouvoirs économiques des médias occidentaux ?

Le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication a officiellement été enterré, le 10 novembre 1989, trois jours après la chute du mur de Berlin. Mais la dépolitisation des débats à l'Unesco, grâce surtout à son directeur Federico Mayor, tracerait-elle la voie à un nouveau débat sur le NOMIC en ces années de transition qui se cherchent désespérément un nouvel ordre mondial ?

21. *Ibid.*, p. 121.

22. COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, *loc. cit.*, p. 4.

C H A P I T R E

2

*NOMIC,
LANGUE DE BOIS
ET LIBERTÉ DE PRESSE*

Le dimanche 19 octobre 1986, à 11 h 40, Dele Giwa sirotait tranquillement son café en prenant tardivement son petit-déjeuner chez lui, à Lagos. Le rédacteur en chef du magazine nigérian *Newswatch*, le plus grand quotidien d'Afrique, était en pleine conversation avec son correspondant à Londres lorsque son fils de 19 ans lui apporta un paquet. Giwa, 39 ans, était surpris : le colis venait du palais présidentiel. Il s'empessa de l'ouvrir. Quelques secondes plus tard, il baignait dans une mare de sang.

L'assassinat de Giwa ne pouvait avoir qu'une seule explication dans l'esprit de plusieurs: il était allé trop loin et on l'avait réduit au silence.

Une autre journaliste du pays le plus peuplé d'Afrique est également «allée trop loin» récemment. Embastillée depuis 1996, Chris Anyamwu, directrice de l'hebdomadaire nigérian *TSM*, est doublement malade: physiquement à cause de son incarcération dans des conditions épouvantables et moralement parce que personne ne se soucie d'elle.

Au lieu d'être abattu, de disparaître ou de finir au cachot, mieux vaut encore s'autocensurer, opter pour une «information véhiculée», mobiliser les esprits dans la «construction nationale» en misant sur une inflation propagandiste que le public ne va de toute façon pas avaler, se disent alors les journalistes du Tiers-Monde.

2.1. UNE COQUILLE VIDE, LE NOMIC ?

Dans les échanges houleux sur le NOMIC, ce que le Nord a souvent reproché à la presse du Sud, c'est d'avoir en commun avec la presse de l'Est une langue de bois n'exprimant ni les connaissances, ni les attitudes des gens, mais des ordres et exhortations du pouvoir. Coquille vide que le NOMIC, dans laquelle ne se retrouveraient que les plus belles perles de la langue de bois? Pour la presse occidentale, la réponse ne fait aucun doute.

Entre la « langue naturelle », qui participe à la formation des idées et que l'on est censé retrouver dans les médias occidentaux, et la langue de bois, qui conserve les vérités définitives du dogme, s'était engagée une lutte à mort dans le cadre du NOMIC.

Dans son livre *Langue de bois*, Françoise Thom nous rappelle que cette langue figée rend la censure superficielle, car la parler, c'est

un peu accepter que le pouvoir parle à travers la propre bouche du journaliste.

Thom explique par ailleurs que le « style » de la langue de bois est vague, plein d'abstractions et de redondances, et fuit donc la précision. Tous les mots de la langue de bois sont « préinterprétés », aucun n'est innocent :

[...] si par hasard un terme a gardé sa neutralité, on le flanque obligatoirement d'un adjectif qui le rejette d'un côté ou de l'autre.

Le mot clé « forces » ne se présente jamais seul; on aura soit « forces progressistes », soit « forces réactionnaires ». Voltaire affirmait que l'adjectif est le grand ennemi du nom; en ce qui concerne l'adjectif de bois, rien n'est plus vrai: il volatilise littéralement son substantif¹.

Il y a quelques années, *Zycie Warszawy* (Gazette de Varsovie), le grand quotidien gouvernemental de la capitale polonaise, publiait un « code universel du discours » (figure 3). Il s'agissait en fait d'une facétie étudiante qui démontrait les mécanismes de la langue de bois officielle. Le mode d'emploi est simple. Commencez par la première case de la première colonne puis passez à n'importe quelle case de la colonne II, puis III, puis IV. Revenez ensuite à n'importe quelle case de la première colonne et continuez ainsi, de colonne en colonne, dans n'importe quel ordre. Dix mille combinaisons possibles pour un discours fleuve de quarante heures (extrait de *Libération*, édition du 4-5 juillet 1981).

2.1.1. LA « VOIX DE SON MAÎTRE »

Avant le grand balayage des régimes dictatoriaux d'Amérique latine, d'Asie et, à un moindre degré, d'Afrique, le « bon » journaliste des PVD ne pouvait être que progouvernemental, un scribe, un bureaucrate de l'information. La « voix de son maître ». À ce sujet, l'ancien premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew, estimait que la démocratie est un luxe de pays riche et que « le développement passerait plus par la discipline que par la démocratie ».

1. Françoise THOM, *Langue de bois*, Paris, Commentaire Julliard, 1986, p. 47.

FIGURE 3
Code universel du discours

I	II	III	IV
Chers collègues	La réalisation des devoirs du programme	nous oblige à l'analyse	des conditions financières et administratives existantes
D'autre part	La complexité et le lieu des études des cadres	accomplit un rôle essentiel dans la formation	des directions de développement pour l'avenir
De même	l'augmentation constante de quantité et d'étendue de notre activité	nécessite la précision et la détermination	du système de participation générale
Cependant, n'oublions pas que	la structure de l'organisation	aide à la préparation et à la réalisation	des attitudes des membres des organisations envers leurs devoirs
Ainsi	le nouveau modèle de l'activité de l'organisation	garantit la participation d'un groupe important dans la formation	des directions d'éducation dans le sens du progrès
Il n'est pas indispensable d'argumenter largement le poids et la signification de ces problèmes, car	la garantie constante, notre activité d'information et de propagande	permet davantage la création	du système de formation des cadres qui correspond aux besoins
Les expériences riches et diverses	le renforcement et développement des structures	entrave l'appréciation de l'importance	des conditions d'activités appropriées
Le souci de l'organisation mais surtout	la consultation avec les nombreux militants	présente un essai différent de vérification	du modèle de développement
Les principes supérieurs idéologiques mais aussi	le commencement de l'action générale de formation des attitudes	entraîne le procès de restructuration et de modernisation	des formes d'action

Source: LIBÉRATION, édition du 4-5 juillet 1981.

En schématisant à l'extrême, on pourrait dire que les pouvoirs publics du Tiers-Monde croient que le journalisme est une affaire trop sérieuse pour qu'on le confie aux journalistes. Car, pour ces pouvoirs, l'information ne pouvait être perçue qu'à travers sa lentille politique.

Il y a bien sûr dans les pays industrialisés des journalistes-fonctionnaires ne faisant que refléter le point de vue des pouvoirs publics ou même des relationnistes sans conceptualiser ni critiquer l'information reçue.

Mais considérons-les comme des exceptions. L'immense majorité des quelque 150 000 journalistes œuvrant dans une « presse libre » sont assez indépendants pour faire pleinement fonctionner le « quatrième pouvoir ». Et, même s'ils ont parfois recours à une langue de bois ou à une langue de coton (« tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil »), la réflexion critique est tout de même stimulée par certains.

Le journalisme « bas de gamme » ne doit jamais condamner le journalisme de qualité. Dans un monde où l'instantané est devenu permanent, où nos rapports ancestraux avec le temps et l'espace volent en éclats, la « quête du sens » est toujours à l'honneur et gagne même du terrain dans certains médias.

Ainsi en Grande-Bretagne, pays du « *yellow journalism* », le lectorat des quotidiens de qualité s'est accru de quelque 12% dans les années 1990. C'est bien connu, la complexité de notre société éclatée accroît les demandes d'explication, les besoins de repères.

2.1.2. L'ENNEMI DE JAMES BOND

Parallèlement cependant, la standardisation des opinions n'est plus à écarter, la concentration médiatique à l'échelle planétaire risquant de s'accélérer avec la mondialisation. Dans *Tomorrow Never Dies*, Elliot Carver, l'ennemi de James Bond, veut contrôler tous les médias de la planète et, comme tout mégalomane qui se respecte, mettre le monde à ses pieds. Mais Rupert Murdoch – 40% des journaux les plus lus par les Britanniques sont des produits de son groupe la News Corporation – se défend bien de vouloir faire main basse sur la galaxie médiatique.

N'empêche: ce sexagénaire « aussi teigneux qu'efficace en affaires [...] sans états d'âme, grand professionnel des coups bas et des manœuvres tordues, friand de la concurrence et du risque démesuré » (*Libération*, édition du vendredi 20 mars 1998) possède déjà une centaine de quotidiens sur quatre continents (sauf l'Afrique), deux chaînes de télévision, un studio de cinéma (la 20th Century Fox) et, bien sûr, une imprimerie.

«Citizen Murdoch» se défend de vouloir imposer une «pensée unique». Après tout, dit-il, le vénérable et austère *Times* de Londres (fondé au XVIII^e siècle dans les débuts de la presse libre) est aussi différent du *News of the World* (un tabloïd racoleur de Londres avec quatre millions de lecteurs) qu'un bénédictin d'une péripatéticienne.

Après tout, rappelle-t-il encore, son studio, la Fox, a aussi bien produit en 1997 la mégaproduction hollywoodienne *Titanic* que le film britannique à petit budget *The Full Monty*.

Les journaux qui n'appartiennent pas encore à Murdoch se déchaînent régulièrement contre lui. En 1998, *The Independent* (dernier né des quotidiens londoniens) montait ainsi à l'assaut de Sir Murdoch. Dans un éditorial titré « Le magnat qui souille l'information », le journal soulignait que « ses rédacteurs en chef prennent son argent et font ses quatre volontés, tortillant des hanches pour divertir des potentats étrangers avachis sur des divans ».

Toujours la même année, le *Financial Times* rappelait que « la recherche d'influence a toujours été le but des magnats de la presse. Nous n'avons pas besoin de nouvelles lois pour les contrôler, mais d'hommes politiques assez courageux pour ne pas se laisser faire par ceux qui jouent les durs. »

Son fils Lachlan ne veut pas jouer les durs. Dauphin du plus vaste empire de communication du monde, il est plus diplomate, plus courtois que «papa». Mais sa philosophie est identique : « Lachlan avoue avoir le cœur à droite », note *Le Monde* dans son édition du vendredi 25 avril 1997.

Ses références : l'économie de marché, l'hostilité aux syndicats, le refus de tout protectionnisme dans l'audiovisuel, une méfiance envers les intellectuels et une compréhension à l'égard des régimes autoritaires.

2.1.3. CRUCIFIÉES

Dans la bataille du NOMIC, les médias de ces régimes autoritaires étaient crucifiés pour leurs manquements à la liberté de presse. Par ses expressions immobiles et toutes faites, les Occidentaux estimaient qu'accepter l'idée même du NOMIC serait permettre à la langue de bois d'uniformiser les idées et cela est beaucoup plus grave que n'importe quelle concentration.

Si donc la langue de bois est tout sauf objective, il n'est pas question d'aider des médias transmettant d'interminables discours de

leurs dirigeants qui valent rarement plus de quelques lignes en termes journalistiques, affirmaient en chœur les délégués occidentaux à l'Unesco, soutenus en ce sens par leurs médias qui, dès le départ, se méfiaient comme la peste du NOMIC.

Non, il n'était pas du tout question d'aider des médias évoluant dans une ambiance politique n'engendrant pas une « information de qualité », c'est-à-dire une information misant sur la « quête du sens ». Une information partant du principe – comme le dit le « communicologue » américain Paul Watzlawick, « qu'un phénomène reste incompréhensible à moins d'être inclus dans son contexte réel ».

Le journalisme doit avant tout être un combat, toujours incertain, de la vérité sur les idées reçues.

Par ailleurs, lorsque les journalistes des PVD n'ont pas recours à cette « langue morte » qu'est la langue de bois, ils sont pleins de vie, « plastronnent et jouent aux grands caïds », estime Alcino Da Costa, journaliste au magazine *Afrique Nouvelle* de Dakar.

Parlant surtout des journalistes africains, Da Costa devait déclarer lors d'un colloque tenu à Dakar, en 1980, et portant sur les agences de presse et le NOMIC :

[...] ils s'imposent au public, je pense particulièrement aux journalistes de radio qui manipulent le micro et aux journalistes de la télévision qui se prennent déjà pour des vedettes.

Et cette soif de paraître, cette tendance de paraître [...] il suffit qu'après une émission vous vous promeniez dans une avenue très fréquentée et que deux ou trois filles vous appellent par votre prénom, pour croire que, ça y est, vous êtes arrivé².

De plus, pour Alcino Da Costa, le journaliste africain n'est pas assez ouvert à la culture :

[...] les journalistes africains ne lisent pas, les journalistes africains ne se documentent pas; il suffit de lire certains articles pour se rendre compte qu'ils sont tout à fait à côté de la question.

Ils arrivent souvent à dénaturer l'information non pas parce qu'ils veulent la dénaturer, mais parce qu'ils ne savent pas de quoi il s'agit [...]. Quand on lit certaines publications, on a l'impression que le journaliste africain veut en mettre plein la vue au public en utilisant des mots très difficiles, très sophistiqués pour montrer qu'il a reçu une formation et qu'il est au courant de...³.

2. TRAVAUX ET RECHERCHES DU GROUPE DE RECHERCHE EN INFORMATION ET COMMUNICATION (GRIC), Université Laval, 1981, p. 74.

3. *Ibid.*, p. 75.

2.2. L'OBJECTIVITÉ, UNE DÉFINITION AU PLURIEL

Alfred Sauvy, le démographe français qui est passé à l'histoire pour avoir « inventé » en 1952 l'expression commode de Tiers-Monde, nous donne, dans son livre *La nature sociale*, une définition de l'information « objective » en mettant en garde les journalistes contre les risques d'une trop grande servilité à l'égard de leur public cible et le glissement possible de l'information à la propagande.

Ce qui sauve en partie la situation, c'est que les filtres sont variés; l'un laisse passer le rouge, d'autres le vert, d'autres le bleu. En rassemblant les faisceaux, on devrait pouvoir reconstituer la lumière⁴.

De manière moins métaphorique, Gilles Gauthier, nous rappelle ceci :

L'objectivité est sans conteste l'un des standards régulateurs de la pratique journalistique contemporaine. Sa considération est toutefois aujourd'hui tout à fait paradoxale : alors même qu'elle continue d'entraîner l'adhésion de beaucoup de praticiens, l'objectivité est récusée par apparemment presque autant de journalistes et est battue en brèche par des théoriciens du journalisme pour lesquels elle est au mieux une illusion, au pire une imposture⁵.

Pour les PVD, elle est bel et bien une imposture, puisque toute information, répétaient-ils aux pays riches, sert nécessairement un point de vue, une communauté de subjectivité.

Dans son livre *Agents of Power, The Role of The News Media in Human Affairs*, J. Herbert Altschull, professeur au Département de communication de l'université d'Indiana, nous rappelle que même la vénérable BBC, qui brille dans le monde par son « objectivité », cherche à exporter des valeurs politiques et culturelles propres à la Grande-Bretagne et au monde occidental.

Malgré son image de service public et son apparence de désintéressement, la BBC n'a pas plus été en mesure d'offrir un traitement objectif de la nouvelle que n'importe quel autre médium de communication.

4. Francis BALLE, *Institutions et publics des moyens d'information*, Paris, Éditions Montchrestien, 1973, p. 216.

5. Gilles GAUTHIER, « La mise en cause de l'objectivité journalistique », *Communication et Information*, vol. 12, no 2, p. 81.

Les journalistes de la BBC sont eux-mêmes issus d'un ordre social provenant de la haute classe moyenne avec les valeurs de cet ordre socio-économique; comme les autres membres de leur classe, ils ont tendance à considérer les peuples du monde en développement comme des enfants qu'il faut prendre par la main et en faire une société polie et civilisée. Malgré tous leurs efforts, ces journalistes ont été incapables de convaincre les peuples du monde en développement qu'ils ne les méprisent pas quelque peu. Le résultat, c'est la confusion. Car si le style de la BBC est grandement respecté, le contenu des programmes d'information est souvent dénoncé⁶.

En 1930, Sir Roderick Jones, alors directeur général de Reuter, déclarait d'ailleurs des plus candidement :

Les services de Reuter existent depuis soixante ans [...] aucun autre facteur [...] a davantage contribué en ces soixante ans au maintien du prestige britannique [...]. Je ne crois pas qu'il y ait un autre facteur qui a constamment contribué directement et indirectement pendant cette période avec un tel effet à l'accroissement de l'influence britannique.

Fondée en 1851 par Paul Julius Reuter (un Allemand qui travaillait pour Charles Havas), l'agence a pour devise: «L'urgent est fait; l'impossible est en train de se faire; pour les miracles, faites-le vous-même.» Des miracles, il n'y en aura pas dans la bataille pour un meilleur équilibre de l'information.

UNE AUBERGE ESPAGNOLE

Tout au long des conférences, colloques et symposiums consacrés au NOMIC, l'objectivité journalistique à l'Ouest comme au Sud a fait l'objet de débats acrimonieux.

L'objectivité journalistique (inventée par les agences de presse pour mieux vendre leurs dépêches), les communicologues l'ont assez répété, est une vaste auberge espagnole. Elle n'est pas «neutralité», ni même «impartialité». Qu'est-elle alors? Disons tout simplement, comme Bernard Voyenne, qu'elle est le contraire de la subjectivité. Mais est-elle impossible?

-
6. J. Herbert ALTSCHULL, *Agents of Power. The Role of The News Media in Human Affairs*, New York, Longman, 1984, p. 171.
 7. Rosemary RIGHTER, *Whose News? Politics, the Press and the Third World*, Londres, Burnett Books, 1978.

Difficile en elle-même, jamais pleinement acquise, l'objectivité est particulièrement ardue à concilier avec les conditions de travail de l'homme de presse, pour de nombreuses raisons dont la principale est le manque de temps qui empêche d'opérer les vérifications nécessaires. Doit-on en conclure – comme on l'affirme trop souvent – qu'elle est impossible? Et faut-il surtout se contenter de cette prétendue constatation pour se dispenser de rechercher l'objectivité? Non, bien sûr, puisqu'il est trop clair que c'est alors l'impossibilité de l'information elle-même que l'on devrait en déduire⁸.

Pour Jürgen Habermas et Theodor Adorno, l'objectivité n'existe tout simplement pas et si l'on en parle, c'est pour essayer de sauvegarder l'ordre établi, le statu quo.

Un grand nombre de PVD ont vite fait de reprendre à leur compte la «théorie critique» de ces deux chercheurs néo-marxistes de l'école de Francfort.

Selon les «tiers-mondistes», l'objectivité ne peut remplir qu'une fonction idéologique qui a pour seul but de perpétuer la domination de l'information par les médias occidentaux, notamment par les agences de presse mondiales.

De plus, la prétendue «objectivité» de l'information relève vraiment de la légende, car chacune de ces agences, pour défendre le système sociopolitique auquel elle appartient, ainsi que ses intérêts économiques, impose des jugements politiques subjectifs, menant une lutte engagée contre tous les adversaires en puissance des intérêts qu'elle défend⁹.

2.3. LES ÉQUIVOQUES DE LA LIBERTÉ DE PRESSE

Tom Plate assistait en 1998 à une conférence organisée par des journalistes américains et leurs confrères d'un pays d'Asie de l'Est lorsqu'un «journaliste asiatique, très mal à l'aise, supplia qu'un commentaire candide qu'il avait fait la veille soit retiré du procès-verbal et de nos rapports officiels et officieux ».

«Par la suite, nous découvrîmes que son point de vue divergeait de celui de son gouvernement et qu'il craignait d'avoir à subir les conséquences de sa candeur une fois rentré chez lui. Nous, journa-

8. Bernard VOYENNE, *L'information aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 53.
9. *Communication et Information*, automne 1979, vol. 3, no 1, p. 86.

listes américains, fûmes gênés pour notre confrère asiatique», écrivait cette année-là Tom Plate dans son journal, le *Los Angeles Times*.

La presse du Tiers-Monde ne s'est certes pas encore totalement affranchie du palais présidentiel. Tout en réclamant un rééquilibrage de l'information et de la communication entre le Nord et le Sud, la grande majorité des PVD s'accrochent toujours mal de la liberté de presse qu'ils musellent le plus souvent.

De manière générale, pas moins de 70 États sur 120 étudiés par Reporters sans frontières, l'Amnesty International des journalistes, pratiquent une censure régulière sur la presse.

Tom Plate précise encore :

Aussi vulgaires et grossiers que puissent être nos médias occidentaux, ils ne sont pas au service d'un gouvernement.

C'est pourquoi la presse américaine a été l'un des instruments qui ont remis en cause la guerre du Vietnam. C'est également pourquoi elle fut un des éléments clés lors du scandale du Watergate. Enfin, c'est pourquoi, à l'avenir, son rôle sera si important. En fin de compte, ce sont les citoyens, plus que les journalistes orgueilleux, qui ont à se féliciter de la liberté de la presse.

Examinée sans parti pris, la notion classique de liberté de presse est pour le moins chargée d'équivoques, nous dit Bernard Voyenne dans *La presse dans la société contemporaine*.

Certes, l'expression est exaltante, riche des vibrations émotionnelles que lui ont méritées un grand passé et les crimes de ses adversaires. Mais que recouvre-t-elle exactement ? la liberté d'acheter et de vendre ? celle d'accéder aux faits et de les répandre ? celle de communiquer ses opinions ou celle de les imposer¹⁰ ?

2.3.1. LES DISCOURS AMÉRICAINS SUR LE NOMIC

En décembre 1942, Henry R. Luce, propriétaire notamment de *Time* et de *Life*, lance l'idée d'une commission d'enquête ayant pour but de définir le rôle de l'information dans le « monde libre ». Présidée par le recteur Robert M. Hutchins, de l'université de Chicago, cette commission publia son rapport en 1946 – rapport qui a nourri les discours américains sur le NOMIC.

10. Bernard VOYENNE, op. cit., p. 245.

La conception de la liberté de presse qui est en train de naître peut être résumée de la manière suivante :

Comme pour toute autre liberté, la liberté de la presse n'est pas seulement la liberté de ceux qui l'exercent, mais celle de ceux pour qui elle est exercée.

- Une presse libre doit être à l'abri de toute contrainte, quelle qu'en soit l'origine : gouvernementale ou sociale, externe ou interne [...].
- Une presse libre doit pouvoir exprimer tous les aspects de l'opinion. Elle doit aussi être capable de remplir tous les objectifs que lui fixent et son propre idéal et les exigences du bien commun, sans autre restriction que celle de ses possibilités techniques. C'est pourquoi elle doit avoir le contrôle de ses moyens matériels, jouir de la stabilité financière, pouvoir accéder normalement aux sources d'information intérieures aussi bien qu'étrangères et avoir la possibilité d'offrir ces informations sur le marché national. Il est nécessaire qu'elle se développe à la dimension même de ce marché¹¹.

Sur ce dernier point, les PVD diront qu'il ne sert à rien de bénéficier de la liberté de presse si l'on ne dispose pas des moyens économiques de l'exercer. De plus, feront-ils souvent remarquer, les critères occidentaux d'une « presse libre » « passent au second plan lorsque la préoccupation essentielle est de venir à bout de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance¹² ».

Deux écoles croiseront ainsi le fer durant tout le débat sur le NOMIC : celle de la liberté réelle (basée sur la doctrine libérale de l'information), qui met l'accent sur la liberté de la personne humaine dans ses rapports avec l'État, et celle de la liberté formelle, qui situe cette liberté en fonction des devoirs individuels envers l'État et la communauté. Le débat semble toujours actuel avec la mondialisation de la finance et le développement phénoménal des échanges commerciaux.

La plupart des gouvernements des PVD penchaient pour la seconde école (la liberté formelle) tout en s'efforçant de mettre en place des critères d'information pouvant remplacer ceux du monde industrialisé et des pays communistes.

11. *Ibid.*, p. 267.

12. John MARTIN et Anju Grover CHAUDARY, *The Mass Media in the Third World in Comparative Massmedia Systems*, New York, Longman, 1983, p. 100.

2.3.2. SOFT NEWS CONTRE HARD NEWS

Les pays en voie de développement misent ainsi à fond sur le «journalisme de développement», concept élaboré notamment par un théoricien américain de la communication, Wilbur Schramm, qui dans *L'information et le développement national* montre que les médias peuvent être des facteurs d'évolution sociale.

Mais ce type de journalisme qui privilégie les *soft news* (nouvelles axées sur les efforts de développement) et tourne le dos aux *hard news* (événements violents, désastres naturels, etc.) a bien souvent les caractéristiques suivantes :

- Le système de communications est, en règle générale, placé sous la direction du ministère de l'Information et de la Communication.
- Les journalistes sont généralement employés du gouvernement.
- On demande souvent aux journalistes, implicitement ou explicitement, de prendre part à la «construction nationale».
- Les médias se voient souvent demander de suivre une politique nationale de communication établie par le gouvernement pour favoriser le développement national.

Pour les représentants des pays occidentaux à l'Unesco, ce journalisme conduit à de graves abus pour la liberté de la presse qui ne peut tolérer une telle absence de pluralisme en matière d'information.

Pour rendre parfaitement compte de ces deux perceptions de la liberté appliquée à l'information, il convient de faire ici appel à Francis Balle, qui a su clairement distinguer la liberté d'information de la liberté de l'information. Ce n'est pas tout à fait la même chose...

La liberté d'information n'est que l'une des formes prises par la liberté d'expression et par la liberté d'opinion, à l'époque où celles-ci disposent, pour s'exercer, de techniques puissantes de diffusion. C'est la liberté de diffuser dans le vaste public les produits de la pensée. La liberté de l'information, quant à elle, réside dans la possibilité laissée à ces produits de circuler aisément dans le milieu social. Ainsi entendue, la liberté de l'information comprend à la fois la possibilité pour l'information d'être collectée sur le lieu des événements et le droit de la distribuer ensuite aux différents organes de diffusion¹³.

13. Francis BALLE, *op. cit.*, p. 193.

2.4. LE JOURNALISME À L'ARTICLE DE LA MORT?

Un des éléments constitutifs de la liberté d'information, selon la doctrine libérale de l'information (qui, pour l'essentiel, s'est développée au XIX^e siècle), est le principe de la libre entreprise, soit l'application aux entreprises médiatiques de la doctrine du « libre-marché ».

L'arme fatale contre le mauvais journalisme n'est-elle pas le bon journalisme? L'éthique de la responsabilité (telle que vue par le sociologue et journaliste allemand Max Weber) ne finit-elle pas par l'emporter sur l'éthique de la conviction (figure 4)?

Aux États-Unis, actuellement, le doute grignote les esprits des « travailleurs de l'information ». Le journalisme tel qu'il est pratiqué est-il à l'article de la mort? Que faire pour regagner la confiance de l'« ami-lecteur »?

Pour endiguer le déclin du lectorat (81% de la population adulte américaine lisait un quotidien en 1964, contre 58% en 1997), un mouvement est né : le « journalisme civique ». Ce journalisme anti-sceptique veut redonner la parole au citoyen en ne méprisant plus ses opinions et ses souhaits, en sollicitant régulièrement son avis dans des sujets de reportage et, enfin, en abandonnant le « masque » de l'objectivité pour le rendre plus actif, plus engagé et ainsi rehausser le débat public, développer la démocratie.

Était-ce cette forme de journalisme que prônaient les pays du Tiers-Monde dans les années 1970-1980 ?

De manière générale, la liberté de la presse est dévorée par son plus grand doute existentiel : vaut-il mieux donner pleine satisfaction à une minorité en risquant de moins vendre ou donner une satisfaction mitigée à une majorité en faisant quelques profits ?

FIGURE 4

Éthique de la conviction	Éthique de la responsabilité
Guidé par des convictions morales, le journaliste ne se soucie pas des conséquences qui peuvent en résulter. Il se met au service d'une cause ou d'un principe avec le sentiment que le devoir s'impose à lui, peu importent les conséquences secondaires ou les réactions qui peuvent advenir.	Le journaliste est soucieux et se sent concerné par les conséquences prévisibles de son comportement. Son action est motivée par l'objectif de prévoir les conséquences désirables, indésirables de son action.

Source: WEBER, Max, *Sociologie du droit*, PUF, 1986, 242 p.

Ces questions ne datent pas d'aujourd'hui et l'autoflagellation des journalistes après une dérive quelconque continuera demain. Leurs procès à répétition aussi. Après tout, ce n'est pas d'aujourd'hui que la presse a mauvaise presse. «Si le journalisme n'existait pas il faudrait surtout ne pas l'inventer », aimait répéter Balzac. Cela ne l'a jamais empêché d'arrondir ses fins de mois en noircissant du papier pour certains quotidiens parisiens.

Retenons une meilleure formule: «J'aime la presse, disait Alexis de Tocqueville dans *De la Démocratie en Amérique*, par la considération des maux qu'elle empêche bien plus que pour les biens qu'elle fait.»

Dans la bataille idéologique du NOMIC, les Occidentaux lisaient la première partie de cette phrase. Les «tiers-mondistes», la seconde.

Dans tous les cas, la doctrine libérale de l'information repose sur le présupposé suivant: la vérité peut difficilement être une et ne doit surtout pas être entre les mains d'une autorité quelconque. Puisqu'on ne peut dire à l'avance où est la vérité, il faut donc laisser chacun s'exprimer librement afin que l'information finisse par émerger.

Mais quelle information? Celle qui noie la nudité du fait dans le spectaculaire? Celle qui se veut «scoopésque» à tout prix au nom de sa valeur marchande? Peu importe les dérapages médiatiques, trop de liberté vaudra toujours mieux que pas assez, répondront d'une seule voix les Occidentaux.

Pour Betty Zimmerman, membre canadienne de la commission MacBride, «les Américains préfèrent de loin une presse irresponsable, mais libre, à une presse contrôlée».

Une bonne partie de la problématique du NOMIC se retrouve dans cette phrase.

2.5. L'INFORMATION ET SES CRITÈRES

«En surplomb de la Connecticut River, dans le Massachusetts, se trouve l'un des foyers historiques de la révolution industrielle: l'armurerie industrielle.» Où veut nous conduire Peter Martin, journaliste au *Financial Times* de Londres?

Elle fut à l'origine de l'une des innovations les plus importantes pour la production de masse des biens manufacturés: la fabrication de pièces identiques et interchangeables. Aujourd'hui, dans

le décor moins pittoresque d'immeubles de bureaux, une révolution du même ordre est en cours : la production de masse de biens intellectuels – notamment, de jugements et d'opinions.

De plus en plus, l'économie repose sur le savoir et l'information, et des innovations tout aussi déterminantes que celles mises en œuvre par l'armurerie de Springfield il y a plus d'un siècle voient le jour à l'heure actuelle.

Mais quel message veut donc nous livrer Peter Martin? Pour lui, la production de masse systématique des biens manufacturés s'applique désormais aux biens intellectuels. Cela n'est pas nouveau, dira-t-on. Certains genres littéraires, certaines recettes des journaux à grand tirage sont là pour le prouver.

Mais, nous répond Peter Martin, c'est seulement maintenant, la manipulation de l'information devenant essentielle à l'économie mondiale, que ces techniques commencent à être systématisées. (*The Financial Times*, tiré du *Courrier International*, édition du 24 décembre 1997 au 7 janvier 1998.)

Gregory Bateson avait raison de rappeler dans son œuvre que l'information est bel et bien la différence qui fait la différence. C'est la petite tache sur la radiographie du poumon d'un cancéreux. C'est la différence qui pourra, peut-être, changer l'état des choses.

Dans le débat sur le NOMIC, le Nord et le Sud avaient fort bien compris que l'information est la ressource des ressources dont dépendent toutes les autres. Alors que les débats sur le NOMIC commençaient à s'essouffler, la revue *Jeune Afrique* rappelait ceci à ses lecteurs en 1983 : «L'information est actuellement la principale responsable du fossé qui se creuse entre le Nord et le Sud. Dans aucun autre domaine, les disparités ne sont aussi grandes. En la matière, les pays développés sont vingt fois mieux équipés que ceux du Tiers-Monde. La proportion pourrait être de 50 à 1 en l'an 2000. »

Douze ans plus tard à Genève – où a été conçu le World Wide Web (WWW) d'Internet –, Nelson Mandela lançait ce cri d'alarme au Telecom 95 :

Alors que nous approchons du XXI^e siècle, l'avènement d'une société mondiale de l'information fondée sur la justice, la liberté et la démocratie doit être l'une de nos toutes premières priorités.

Si le premier président noir de l'Afrique du Sud n'avait pas été en prison pendant les années du NOMIC, il aurait livré le même discours.

Exclu d'une planète technologique régie par la compétition, de quelles solidarités le Tiers-Monde bénéficiera-t-il pour sortir de son sous-développement communicationnel ?

2.5.1. L'INFORMATION INSÉPARABLE DE LA TECHNIQUE

L'information, vue sous une approche culturelle, est considérée comme un produit culturel. Vue sous une approche économique, elle répond aux canons de la rentabilité, puisqu'elle est d'abord et avant tout considérée comme une « marchandise » au même titre que du détergent. C'est l'« information-marchandise ».

«Un journal est une entreprise privée qui ne doit rien au public, lequel ne lui accorde pas de privilège en retour. Il n'est par conséquent nullement concerné par l'intérêt public. Il est simplement le bien de son propriétaire qui vend un produit manufacturé à ses risques et périls.» Cette citation d'un des directeurs du *Wall Street Journal* dans les années 1920 n'est-elle pas aussi valable aujourd'hui ?

Vue sous une approche idéologique, l'information véhicule des messages (implicites et explicites) dont les contenus sont loin d'être neutres. Vue sous une approche psychosociologique, elle a des retombées sur le train-train quotidien des citoyens. Vue sous une approche technologique, elle se réduit à la transmission de signes par des techniques tous les jours nouvelles.

Les approches importent peu. Plus que jamais, l'information est inséparable de la technique. «Le médium, c'est le message», de Marshall McLuhan, est aujourd'hui un vieux cliché. Cette technique fait cruellement défaut aux pays du Sud et le développement des technologies nouvelles en matière de communication qui donnent plus de pouvoir (et quelques savoirs) aux pays industrialisés ne cesse d'accentuer le déséquilibre entre les deux «camps».

Il ne faut pas se faire d'illusions. Malgré tous les transferts technologiques et de programmes d'information en direction du Tiers-Monde, le gouffre médiatique qui sépare les deux hémisphères est là pour rester.

Au sens ordinaire ou journalistique, l'information est sans conteste le domaine le plus étudié de la communication de masse. Des définitions diverses qui ont été données nous retiendrons celle de Jonathan Fenby, rédacteur en chef adjoint du quotidien de gauche britannique

The Guardian: «Une information, c'est quelque chose que quelqu'un, quelque part, ne souhaite pas voir publier ou diffuser¹⁴.»

Des journaux d'Abidjan, la capitale économique de la Côte-d'Ivoire, l'ont bien compris. Ils s'enrichissent en ne publiant pas certains articles sur certaines personnes. Contactées avant la parution du «papier», ces dernières ont le choix : voir leurs noms collés à un scandale réel ou acheter la totalité du tirage. Fort heureusement pour les victimes, ces journaux ont une périodicité douteuse. On le voit, le journalisme de caniveau fait florès sous toutes les latitudes. Les «vieux pays médiatiques» n'en ont pas l'exclusivité.

2.5.2. LE CHIEN ET L'HOMME

Mais revenons à la définition des critères de l'information. Elle est multiple. Trois critères sont aujourd'hui universels : les critères de l'information dans les pays riches, ceux dans l'ex-monde communiste et ceux dans le Tiers-Monde.

- a) *Les critères de l'information dans les pays riches*: basés essentiellement sur l'actualité, la proximité et le caractère spectaculaire (l'étrange, le bizarre, l'insolite). Ici, le plus vieux cliché journalistique refait surface: si un chien mord un homme, il n'y a pas d'information, mais si un homme mord un chien, rares sont les médias qui tairont la «nouvelle».

C'est l'information ÉBÉROI : É pour épreuve, expérience douloureuse, B pour banalité, É pour événement extraordinaire, R pour rencontre (une personne retrouve une autre personne ou une chose après plusieurs années), O pour occasion (toutes les circonstances favorables), I pour imprévu.

Ce critère enseigné à tous les apprentis journalistes est sans conteste celui qui provoque les critiques les plus vives. James Reston, *ex-columnist* au *New York Times*, aurait certainement fait plaisir aux délégués du Tiers-Monde à l'Unesco qui n'ont eu de cesse de condamner le «sensationalisme» des médias occidentaux.

«Ce qui nous fascine, c'est l'événement, et non ce qui provoque l'événement.» On va même jusqu'à précéder l'événement de peur de se faire distancer par la concurrence. «*No news is bad news*», dit-on dans le monde anglo-saxon.

14. Jonathan FENBY, *Le Courrier de l'Unesco*, septembre 1990, p. 20.

Luttes et querelles, dans la rue, au Parlement, entre nations et groupes, notamment, font des informations durables. Dès que les hommes se battent politiquement, militairement, socialement, économiquement, ils font les choux gras des médias occidentaux qui ne peuvent admettre, semble-t-il, que les bonnes nouvelles soient des nouvelles. «*Good news is bad news*», précise-t-on dans le monde anglo-saxon. Un quotidien de Londres, aujourd'hui disparu, l'avait d'ailleurs appris à ses dépens dans les années 1970; il ferma boutique en s'obstinant pendant quelques mois à ne publier que des bonnes nouvelles. Tout le monde le sait: les bonnes nouvelles dans un journal se retrouvent surtout dans la publicité, ce «cinquième pouvoir».

Miser sur l'exception (le train n'arrive pas à l'heure, par exemple) est une règle d'or journalistique. Miser sur la règle (le train arrive à l'heure) est une exception qui... confirme la règle.

Nous l'avons vu, c'est justement contre ce «journalisme d'exception» que les «tiers-mondistes» sont partis en guerre. Il y a dans les médias comme dans le public une fascination pour les conflits même si une enquête commandée par l'American Society of Newspaper Editors révèle que: «[...] les lecteurs interrogés continuent de se plaindre du [...] goût pour le sensationnel [...] de l'insistance sur les mauvaises nouvelles¹⁵».

- b) *Les critères de l'information dans l'ex-monde communiste:* l'information a d'abord et avant tout une vocation de propagande dans la ligne idéologique marxiste-léniniste et doit soutenir la politique de l'État. Faisons ici appel à Lénine:

La presse ne doit pas seulement servir à la propagande collective et à l'organisation collective: elle doit être un organe d'agitation collective¹⁶.

Ce concept de la presse s'est ancré plus ou moins profondément dans tous les pays d'obédience marxiste-léniniste¹⁷.

15. *CHRISTIAN SCIENCE MONITOR*, 21 mai 1984, p. 22.

16. Albert L. HESTER et Lan J. To WAU, *Journalisme et Tiers-Monde, Guide pratique*, Bruxelles, Médias Éditions Universitaires, Culture et Communication, 1987, p. 37.

17. *Ibid.*, p. 39.

Contrairement au monde industrialisé, l'information n'est ni objective ni sensationnelle, elle fait fi des aspects négatifs et ne s'intéresse aucunement à la vie privée des personnalités; ces concepts ne servent aucun dessein idéologique et ne font donc pas partie de l'information pour le monde communiste¹⁸. L'information est responsable devant la société du monde communiste. Elle est «constructive» et «positive», «active» et «vigilante» grâce aux liens étroits entre le Parti communiste et les médias: ce que le parti dit, fait et pense (ou ne pense pas); voilà ce qui fait l'information dans le monde communiste¹⁹.

- c) *Les critères de l'information dans le Tiers-Monde*: l'information, c'est le progrès, la croissance; l'information, ce sont de nouveaux barrages, de nouvelles routes, de nouveaux hôpitaux; l'information doit «enseigner et instruire», en mettant l'accent sur les réussites de la nation, en minimisant ou en ignorant tout simplement les aspects négatifs, les échecs; l'information, c'est l'intégration nationale; c'est en résumé le journalisme de développement et de responsabilité sociale²⁰.

Une grande partie des conclusions de la commission MacBride portait d'ailleurs sur les sujets de développement et du journalisme :

La valeur éducative de l'information et de la communication revêt une importance prédominante aux yeux de beaucoup de chercheurs et de gouvernants, en particulier dans le Tiers-Monde, tant il est vrai que pour d'innombrables hommes, femmes et enfants l'école n'est rien d'autre que les médias²¹.

On le voit, l'information, comme le dit Dominique Wolton, se heurte aux barrières de l'histoire, des langues, des symboles, des représentations, mais aussi «aux intérêts contradictoires des uns et des autres²²».

Et, précise Armand Mattelart, peu importe les définitions et les critères que l'on choisit de donner à l'information, elle a

18. *Ibid.*, p. 43.

19. *Ibid.*, p. 40.

20. *Ibid.*, p. 46.

21. Dominique WOLTON, *Penser la communication*, Paris, Flammarion, p. 298.

22. *Ibid.*

cessé depuis plus d'une décennie d'être circonscrite au domaine journalistique :

Elle est devenue une ressource de base (certains diront une nouvelle matière première, une nouvelle source d'énergie) pour la gestion de la société. Elle comprend les règles, les interdits, les savoirs, les savoir-faire qui conditionnent et irriguent toutes les activités humaines²³.

À côté de la société de masse, de la société des loisirs ou encore de la société de consommation, il y a la société de l'information et la constatation suivante: 90% des banques de données sont américaines et l'information n'est stockée que dans la perspective d'une rentabilité économique et politique²⁴.

2.6. RENCONTRE À TORREMOLINOS

Pendant une grande partie du débat sur le NOMIC, les dirigeants des pays du Tiers-Monde ont surtout mis l'accent sur les produits visibles des médias (presse, films, émissions de télévision et de radio, disques, édition notamment). À l'instar des 16 membres de la commission MacBride, ils ont pratiquement occulté le champ alors naissant des communications informatiques.

Les flux internationaux de données n'apparaissent ainsi pas comme des problèmes majeurs aux dirigeants et aux preneurs de décisions de la plupart des pays en voie de développement. Vers la fin des années 1970, les PVD commençaient cependant à se sentir piégés dans une nouvelle forme de dépendance et l'Unesco organisa à Torremolinos, dans le sud de l'Espagne, une conférence sur l'information informatisée qui devait réunir 78 pays.

Les pays du Tiers-Monde y participèrent massivement. Le monopole américain sur les banques de données fut évidemment dénoncé à cette conférence, mais pas seulement par le Sud.

Voici ce que déclara un participant français :

Est-il concevable que tous les équipements et instruments facilitant la prise de décisions ne soient finalement accessibles, en

23. Armand MATELLART et Jean-Marie PIEMME, « Vingt-trois repères pour un débat politique sur la communication », *Communication et Information*, été 1982, vol. 4, n° 3, p. 196.

24. *Ibid.*, p. 198.

termes d'accès réel aux ordinateurs et de conditions de transmission, que dans les centres de traitement de données américains²⁵?

C'était là un premier couac, bien avant l'actuel débat sur la mondialisation des économies (et donc des sociétés). Aujourd'hui, la France et ses intellectuels (il en reste quelques-uns !) jouent les avant-gardes en lançant des cris contre l'Accord multilatéral sur l'investissement qui se négociait depuis 1995 au siège de l'OCDE, le club des 29 pays industrialisés, à Paris.

«L'AMI frappe l'audiovisuel, mais aussi l'édition et la presse [...] Les multinationales pourraient réaliser une percée dans le champ éditorial par l'acquisition d'entreprises de presse étroitement liées à l'édition par l'intermédiaire de groupes multimédias », pouvait-on lire dans un communiqué de presse diffusé le 12 février 1998 par des producteurs français de cinéma et de télévision.

Basé sur les dispositions de l'Alena, l'accord sur le libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, l'AMI se veut un nouveau pacte économique international facilitant les mouvements de capitaux dans le monde. L'AMI permettrait même à un investisseur privé de poursuivre en justice un gouvernement s'il viole le traité.

Ainsi, Rupert Murdoch, s'il devait soudainement s'intéresser à l'Afrique et y acheter, par exemple, *Fiyameta* (un hebdomadaire indépendant d'Addis-Abeba), pourrait le faire même si le gouvernement éthiopien s'y opposait bec et ongles.

Mais revenons à la conférence sur l'information informatisée de Torremolinos. Elle proposa une banque mondiale du logiciel et souhaita «l'extension la plus rapide possible des communications informatiques au monde entier et à chaque État national à l'intérieur du réseau mondial²⁶». La conférence demanda à l'Unesco que soit mis sur pied «un programme visant à renforcer la position de négociation de tous les pays, et plus particulièrement des pays en voie de développement, face aux sociétés transnationales²⁷ ».

Mais quel poids peut-on accorder à une telle déclaration? Herbert I. Schiller constate encore ceci²⁸: «[...] malheureusement, les

25. Herbert I. SCHILLER, «Résistances à la suprématie américaine dans le domaine de l'information », *Communication et Information*, automne 1979, vol. 3, no 1, p. 32.

26. *Ibid.*, p. 37.

27. *Ibid.*, p. 40.

28. *Ibid.*, p. 39.

limitations et restrictions au pouvoir des trusts de l'informationne peuvent exister qu'à posteriori, une fois que leur autorité est confirmée et leur influence sur les nouveaux systèmes électroniques bien assise.»

Pour Schiller, qui fut un des rares membres des cercles intellectuels américains à prendre fait et cause pour le NOMIC :

Le Tiers-Monde se trouve coincé dans une relation de dépendance à l'égard de la puissante industrie occidentale (américaine) de l'information. Celle-ci, tout en connaissant le succès en ce qui concerne la recherche immédiate de débouchés mondiaux pour ses produits et techniques, n'en est pas moins sous la menace de restrictions qui viennent miner ses attentes d'une exploitation sans frein des relations qu'elle établit²⁹.

Doyen de la Kennedy School de l'université Harvard, Joseph S. Nye croit aujourd'hui que les États-Unis, grâce à leur «incorporeable capacité à intégrer les complexes systèmes de l'information», vont à court terme assurer leur domination politique mondiale. «Plus que jamais auparavant, savoir égale pouvoir [...] L'information est la nouvelle valeur centrale du règne international, et les États-Unis, plus que tout autre pays, sont en bonne posture pour accroître, par le jeu de l'information, leurs ressources au service de la puissance [...]», soulignait-il dans la revue *Foreign Affairs* de mars-avril 1996.

2.7. LA LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION

«Avec l'aide de Dieu, j'annonce le lancement des opérations du premier satellite égyptien *Nilesat* qui va porter vers le monde un message d'amour, de paix et de fraternité.» Hosni Moubarak avait de quoi être fier ce dimanche 31 mai 1998. Le président égyptien assistait à la cérémonie marquant le lancement du premier satellite africain. Lancé par la 108^e fusée européenne *Ariane*, le satellite permettra de diffuser 51 chaînes de télévision égyptiennes et étrangères ainsi que les programmes d'une chaîne éducative égyptienne et des programmes de radio.

Douze jours plus tôt, à l'autre bout du monde, le 19 mai 1998, le satellite *Galaxy IV*, déviant de sa route, priva les Américains de leurs « beepers » (téléavertisseurs) pendant quelques heures.

29. *Ibid.*, p. 38.

Le satellite est devenu un outil aussi quotidien que l'automobile. Entre le premier *Spoutnik*, lancé en octobre 1957, et les 4935 satellites qui ont été lancés depuis quarante ans, plus de la moitié ont été utilisés par les militaires. Un certain nombre servent bien sûr aux télécommunications et à cette libre circulation de l'information qui fut dans les années du NOMIC une pierre d'achoppement entre le Nord et le Sud.

2.7.1. L'INFORMATION, C'EST LE POUVOIR

Ce «*free flow of information*», proclamé par les Américains après la Seconde Guerre mondiale pour lutter contre la «propagande soviétique» dans le monde, devint vite un aspect important de la guerre froide.

Le secrétaire d'État américain John Foster Dulles, qui avait vite compris que l'«information, c'est le pouvoir», eut alors cette formule qui résume bien l'impact politique de la libre circulation de l'information: «Si l'on m'accordait de réaliser un seul point de ma politique étrangère, je choiserais la libre circulation de l'information³⁰. »

C'est au nom de cette sacro-sainte libre circulation de l'information que les chaînes câblées américaines conquièrent actuellement le monde.

«Le territoire américain est déjà câblé à 95% et le secteur de la télévision par câble étant soumis à une nouvelle réglementation du Congrès, les sociétés américaines se ruent à l'assaut de l'étranger», notait déjà en 1993 *The Wall Street Journal*.

Partout où ils peuvent, les techniciens installent le câble et les chaînes câblées du monde entier s'empressent de diffuser leurs programmes. Ainsi, les émissions vedettes des chaînes câblées aux États-Unis s'exportent dans des endroits inattendus et de façon parfois surprenante, comme la chaîne ESPN qui vend des matchs de hockey à la télévision israélienne ou encore Country Music Television qui émet directement de Nashville en direction de Londres.

De manière générale, les programmes communs des téléspectateurs européens sont presque exclusivement des films américains.

Sur le front de l'information, CNN International, lancée en 1985, touche désormais plus de foyers à l'étranger (120 millions)

30. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, janvier 1979, p. 18.

qu'aux États-Unis et les clients de la grande entreprise d'Atlanta « contribuent à gommer certaines barrières culturelles quand ils doublent ou sous-titrent des reportages dans leur propre langue ou qu'ils les intègrent dans leur propre bulletin d'information », souligne le *Wall Street Journal*.

2.7.2. CNN PERD DES PLUMES

Tombée dans le giron du géant du multimédia Time Warner après le rachat en 1996 du groupe Turner Broadcasting System pour 7,5 milliards de dollars, CNN perd de plus en plus de plumes aux États-Unis, victime d'une actualité sans grands soubresauts (il n'y a pas tous les jours des retransmissions en direct de procès tels que celui d'O.J. Simpson en 1995 ou trois ans plus tard de témoignages vidéos de Bill Clinton avouant du bout des lèvres avoir eu des relations avec Monica Lewinsky) et d'un désintérêt croissant des téléspectateurs américains pour l'information internationale. De plus, Cable News Network a deux nouvelles rivales depuis 1996: MSNBC (alliance entre NBC et Microsoft) et Fox News, la chaîne de Rupert Murdoch.

Pour les Américains, la valeur économique du « *free flow* » est essentielle. Ils l'avaient d'ailleurs bien compris lorsque leur pays n'était pas encore une superpuissance.

Ainsi, jusqu'au début du siècle, l'agence Havas avait le monopole de l'information sur tout l'Empire colonial français, toute l'Amérique du Sud et le sud-ouest de l'Europe (le reste de l'Europe était dominé par l'agence allemande Wolff qui devint sous Hitler la *Deutsches Nachrichten-Buro*).

Reuter dominait tout le marché de l'Empire britannique, une grande partie de l'Asie, certains pays du Moyen-Orient et l'Amérique du Nord.

L'Associated Press réclama alors avec insistance que l'on respecte la libre circulation de l'information, c'est-à-dire, comme le note Margaret A. Blanchard dans son livre *Exporting the First Amendment*, « la liberté pour Associated Press d'opérer au sein de l'espace territorial du cartel³¹ ».

31. Margaret A. BLANCHARD, *Exporting the First Amendment, The Press-government Crusade of 1945-52*, New York, Longman, 1986, p. 7.

2.8. UN POOL D'AGENCES

Un peu comme avec les États-Unis hier, la bataille menée dans le cadre de l'Unesco pour la libre circulation de l'information a été bien souvent une bataille visant à permettre aux pays en voie de développement d'avoir une plus grande part du difficile marché de l'information dans le monde.

C'est d'ailleurs sous cette optique qu'il faut voir la création, en 1976, du pool des agences de presse des pays non alignés qui sera le premier acte concret en vue de l'instauration du NOMIC. L'ancienne première ministre de l'Inde, Indira Gandhi (qui avait bâillonné l'une des presses les plus libres du Tiers-Monde), prit une part active à la création du « pool » parce que le ton des agences occidentales lui déplaisait :

Nous voulons entendre des Africains nous parler de ce qui se passe en Afrique. Vous devriez également pouvoir obtenir d'un Indien une explication de ce qui se produit en Inde. Il est stupéfiant que nous sachions si peu de chose au sujet des grands poètes, romanciers, historiens et responsables de publications de divers pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, alors que nous connaissons des auteurs et des chroniqueurs mineurs d'Europe et d'Amérique³².

Si une centaine d'agences participent aujourd'hui au « pool », c'est bien souvent sur... papier. La moitié seulement est en effet véritablement à même de transmettre une « autre vision du monde » dans des conditions souvent misérables d'équipement technique.

Ce « pool », qui ne possède pas de rédaction unique et a son siège social à Belgrade dans les locaux de l'agence de presse Tanjug (Telegrafaska Agencija Jugoslavija), n'est pas une organisation supranationale, mais un système d'échange d'information destiné à venir « en complément » des grandes agences de presse mondiales. Le « pool » se présente à la fois comme une tentative de coopération professionnelle et politique entre pays se prévalant des mêmes principes et en vue de l'instauration du NOMIC. Si l'information « non alignée » du « pool » n'est pas pour demain, les agences qui y participent rappellent cependant que leur but est de faire connaître des points de vue qui ne retiennent pas l'attention des agences de presse mondiales.

Ces dernières peuvent néanmoins dormir tranquilles : la commercialisation du service du « pool » se fait difficilement et ne réussit pas à s'imposer auprès d'organes d'information occidentaux qui ne

32. *LE MONDE*, 10 août 1983, p. 14.

trouvent pas le contenu « crédible ». Le « pool » est en effet considéré dans les milieux journalistiques occidentaux comme un outil de propagande qu'utilise le pays qui y participe pour servir avant tout sa cause.

2.8.1. LA VALEUR CULTURELLE DE L'INFORMATION

Si dans le monde nombre de pays résistent à la libre circulation, c'est que l'information n'est pas un produit neutre (figure 5).

FIGURE 5

Sommes-nous manipulés ?

Les interrogations sur les effets de mass média sont aussi anciennes que les médias eux-mêmes. Le regard porté sur le mode d'influence est passé par trois grandes périodes, chacune ayant apporté son lot de théories, dont les prolongements ont pu perdurer bien au-delà des limites de leur période.

L'INFLUENCE IMMÉDIATE ET MASSIVE (1930-1945)

Dans une première période, la théorie dominante est que les mass média ont un effet immédiat, massif et prescriptif sur leur audience.

La seringue hypodermique

Les médias injectent des idées, des attitudes et des modèles de comportement dans les cerveaux vulnérables du public composé d'individus séparés. C'est pourquoi on l'a appelé le modèle de la « seringue hypodermique ». Les premières observations relèvent surtout les effets émotionnels de masse de certains messages (ex.: l'arrivée des martiens simulée par Orson Welles en 1938), et les effets comportementaux des campagnes de persuasion.

La domination idéologique

Les sociologues critiques de l'école de Francfort (T.Adorno, M. Horkheimer, H. Marcuse) théorisent l'idée que les médias (ou « industries culturelles ») sont l'instrument de diffusion de l'idéologie dominante. Leur influence consiste dans une uniformisation des cadres de pensée et des comportements dans le sens de l'acceptation du système capitaliste. Ce courant a été important en France dans les années 70 et conserve des partisans.

LES EFFETS LIMITÉS (1945-1960)

Les enquêtes détaillées menées dans les années 40 et 50 aux États-Unis ont bousculé l'image d'une toute puissance des médias sur l'opinion publique. Elles ont fait apparaître un modèle plus complexe d'influence et attiré l'attention sur le pouvoir exercé par le public de choisir les informations qui l'intéressent.

Le modèle « à deux temps » (two step flow)

À partir d'études empiriques P. Lazarsfeld, E. Katz (The People's Choice, 1948, Personal influence 1955) montre que l'influence des médias est sélective: elle dépend des opinions préexistantes et du réseau de relations interpersonnelles du récepteur. Ce dernier est sensible à l'avis de leaders d'opinion qui lui sont proches. Les effets des médias ne sont donc pas directs : ils sont filtrés et limités à la réception.

Usage et gratification

Le courant fonctionnaliste (B. Breton, C. Wright, J. Blumier) admet le caractère unificateur des mass média, mais écarte l'idée de manipulation: les effets des médias sont mesurés en termes des besoins qu'ils remplissent. Les enquêtes s'intéressent aux usages que font les consommateurs des différents genre des messages et aux satisfactions qu'ils en tirent. Elles partent du principe que les médias informent, cultivent, distraient et suscitent une réception active ou passive.

La thèse culturaliste

Le courant culturaliste britannique (R. Hoggart, S. Hall, 1964), part de l'idée que les effets des médias dépendent de la place des récepteurs dans la division sociale du travail et dans la culture. Les médias véhiculent une idéologie dominante, mais la réception qui en est faite dans les classes dominées n'est pas naïve. Elle est distanciée et critique. Par exemple, le goût populaire pour les émissions de distraction ne signifie pas que les gens confondent le contenu des émissions avec leur vie.

FIGURE 5 (SUITE)

LES EFFETS COMPLEXES (1965-1990)

Dans le courant des années 60, l'importance de la télévision conduit les sociologues à accorder une nouvelle importance à l'emprise des médias sur l'opinion publique. Toutefois, ce sont beaucoup moins les effets immédiats que ceux à long terme qui sont étudiés. Par ailleurs, le développement des techniques de communication fait naître l'idée que ces techniques ont un impact profond sur l'organisation des rapports sociaux.

Le poids des technologies

L'hypothèse développée par Harold Innis et Marshall McLuhan est que le média lui-même a une influence déterminante sur nos façons de penser, de sentir et d'agir. McLuhan prophétise ainsi la venue d'une société mondiale « retribalisée » sous l'influence des moyens de communication interpersonnels. Ce point de vue continue d'être creusé à propos des mass média (Régis Debray, Précis de médiologie).

La théorie de la culture »

La *cultivation analysis*, menée par G. Gerbner à partir de 1967, développe l'idée que les médias ont une influence profonde à long terme sur les perceptions, les valeurs et les comportements des individus. Par des analyses de contenu, il cherche à montrer que les grands consommateurs de télévision ont une vision du monde qui reflète celle des médias.

Par ailleurs, les études sur la socialisation s'efforcent de mesurer l'effet de la télévision sur les enfants et les adolescents, notamment en matière de violence.

Ces études concluent rarement à des effets d'influence massifs et inconduits (voir M.Chalvon, P. Corset, M. Souchon, *L'enfant devant la télévision des années 1990*).

La spirale du silence »

Les analyses de Elisabeth Noelle-Neuman (*The spiral of silence*, 1974) ont soulevé le problème de l'influence « répressive » des médias sur l'opinion publique. Selon Noelle-Neuman, en effet, les mass-média ne reflètent pas la totalité des opinions présentes dans le public, mais seulement une fraction « autorisée ». Ceux qui partagent ces opinions « légitimes » se sentent majoritaires et osent s'exprimer, alors que ceux qui ne les partagent pas se retirent du débat et taisent leurs convictions pour éviter d'être rejetés. Les médias, en somme, sont accusés d'entretenir un consensus artificiel.

La fonction d'agenda

La théorie de la « fonction d'agenda », présentée en 1972 par Mc Combs et Shaw, insiste sur la capacité des médias à focaliser l'attention du public sur certains événements, certains enjeux, sans pour autant lui dicter son opinion. Les développements ultérieurs de cette notion montrent que les médias sont eux-mêmes dépendants d'autres acteurs sociaux.

Les effets de la réception

Les études de réception (par exemple E. Katz et T. Liebes, *The Export of Meaning*, 1990) s'intéressent à la manière dont les contenus des médias sont retenus, restitués et interprétés par les récepteurs. Elles mettent en valeur l'effet du message, non pas tel qu'il est diffusé, mais tel qu'il est reçu en fonction des ressources culturelles du récepteur. L'influence des médias est donc principalement conditionnée à la réaction du récepteur, qui est liée à la culture de son groupe social ou de sa communauté de vie.

Source : Sciences Humaines #74, juillet 1997.

En plus d'avoir une valeur politique et économique, l'information a une valeur culturelle et le principe du « *free flow* » ne sert en fait qu'à balayer les cultures « sous-développées » du Tiers-Monde par quelques pays disposant des techniques et des moyens financiers, rappelaient les délégués des PVD à l'Unesco.

C'est en 1970, à la XVI^e Conférence générale de l'Unesco, que les PVD réclamèrent pour la première fois une «circulation libre et équilibrée de l'information».

I.K. Gujral, ministre de l'Information de l'Inde, rappela alors à cette conférence que la circulation à sens unique de l'information devait prendre fin, car «le sens unique est orienté vers l'occident, vers le capital, vers les pays développés... La libre circulation de l'information est un mythe³³».

Pour bien réaliser cet équilibre, les Occidentaux le savaient fort bien, il fallait admettre l'idée de contrôle de l'information – un véritable anathème pour la presse des pays industrialisés.

Ainsi, pour Henri Pigeat, auteur du *Nouveau désordre mondial de l'Information* et directeur général de l'AFP (1979-1986), certains des textes présentés par des pays du Tiers-Monde pour l'aval de l'Unesco présentent des «risques d'intervention étatique ou inter-étatique susceptibles de nuire à la circulation de l'information³⁴». Selon lui, les conditions réelles d'une circulation libre de l'information sont notamment le droit de collecter librement l'information et de la distribuer librement.

Pigeat, à l'instar de tous les patrons de presse occidentaux, ne pense pas que la «circulation libre de l'information passe par la destruction des courants actuels, par les attaques contre les agences existantes ni par l'établissement de contrôles étatique ou inter-étatique susceptibles de nuire à la circulation de l'information³⁵».

2.8.2. PASSIONS ET COLÈRES

Au fil des réunions internationales sur la communication et l'information, la question de la libre circulation de l'information ne cessa de soulever passions et colères dans le monde «unescoien».

À la conférence de 1978 à Paris, l'Unesco adoptait par consensus une «déclaration» préconisant un meilleur équilibre de la circulation de l'information entre le Nord et le Sud. L'argumentation des pays pauvres en faveur du rééquilibrage de la circulation de l'information se fondait sur des éléments à la fois qualitatifs et quantitatifs.

33. Oliver BOYD-BARRETT et Michael PALMER, *Le trafic des nouvelles, Les agences mondiales d'information*, Paris, Alain Moreau, 1981, p. 467.

34. *Ibid.*, p. 481.

35. *Ibid.*

Si la Déclaration de Paris préconisait un meilleur équilibre de l'information entre le Nord et le Sud (une circulation horizontale contre la circulation verticale qui l'emporte), il n'était plus du tout question du droit de l'État à réglementer l'information, comme le souhaitaient plusieurs PVD appuyés par l'Union soviétique.

Cette déclaration semblait quand même toujours défier les Occidentaux et frapper au cœur de leurs valeurs culturelles. S'adressant en avril 1986 à la Commission canadienne pour l'Unesco, Hector Wynter, délégué permanent de la Jamaïque auprès de l'Unesco, devait soutenir que les PVD sont à blâmer en partie de cette attitude : « [...] nous n'avons pas défendu le principe de la libre circulation de l'information avec autant d'énergie que nous avons exigé l'équilibre³⁶. »

Auraient-ils eu alors une écoute plus attentive de la part des pays occidentaux ? Il faut en douter, car modifier la libre circulation de l'information n'aurait pu se faire qu'au prix d'un contrôle des médias contre lequel les gouvernements des pays de l'Ouest s'insurgent par principe.

De plus, Bernard Voyenne nous rappelle dans *L'information aujourd'hui* :

À supposer même que l'on introduise dans le circuit des grandes agences – par voie de concertation ou autrement – 10 ou 20% supplémentaires de nouvelles en provenance des nations en voie de développement, cela ne signifiera rien aussi longtemps que les journaux ne les reproduiront pas. Et, comme il n'est évidemment pas question d'obliger ceux-ci à le faire, le nouvel ordre de l'information risque fort de demeurer un vœu, indéfiniment ressassé par une indifférente nation pas toujours aussi noble qu'elle voudrait en avoir l'air³⁸.

2.8.3. L'INFORMATION ET LA POUCELLE

Sacha Guitry, toujours aussi caustique, avait – une fois de plus ! – raison en affirmant ceci : l'information, c'est tout ce qui ne se retrouve pas à la poucelle.

Les délégués occidentaux à l'Unesco ont bien fait comprendre à leurs collègues du Tiers-Monde qu'il ne pouvait tout simplement pas y avoir un « ordre mondial dans l'information », et que la libre circulation de l'information était trop sacrée pour y toucher. Ils ne com-

36. COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, Bulletin n° 5, p. 3.

37. Bernard VOYENNE, *op. cit.*, p. 100.

prenaient pas comment les pays du Tiers-Monde réclamaient un meilleur équilibre de la circulation de l'information, alors qu'ils censuraient leur presse nationale: comment donner une autre image du Sud, alors qu'ils refusent la liberté à leurs propres journalistes?

Le Tiers-Monde, soutenaient-ils, doit s'interroger sur ses politiques et ses attitudes à l'égard de la presse avant de jeter la pierre aux pays riches.

Herbert I. Schiller estime cependant que ces derniers manipulent tout simplement à leur profit la circulation de l'information afin de maintenir le Tiers-Monde dans une situation de dépendance. La libre circulation de l'information, ajoute-t-il, est un mythe puisque cette circulation est «dans une très large mesure un trafic à sens unique et inégal» entre le Nord et le Sud qui recevrait pas moins de cent fois plus de nouvelles des pays riches que ces derniers n'en reçoivent des pays pauvres³⁸. Il va sans dire que cet universitaire américain a été abondamment cité par les délégués du Tiers-Monde à l'Unesco. La commission MacBride lui a donné raison en rappelant que :

[...] le courant d'information à sens unique est un reflet des structures politiques et économiques dominantes du monde, qui tendent à perpétuer la dépendance des pays pauvres par rapport aux riches³⁹.

Récemment, Schiller décidait de mettre à nu la couverture médiatique de la guerre du Golfe sous l'angle des deux «grands principes» de la liberté de presse et de la libre circulation de l'information. Pour l'auteur notamment de *Culture Inc. The Corporate Takeover of Public Expression* (Oxford, Oxford University Press, 1989):

Avec le recul, il faut reconnaître que le remarquable contrôle des consciences des Américains pendant et après la guerre constitue, en matière de manipulation des esprits, une réussite encore plus impressionnante que la rapide victoire militaire⁴⁰.

Tom Wicker, ex-columnist au *New York Times*, rappelait à ce sujet dans l'édition du 20 mars 1991 du grand quotidien new-yorkais :

Bush et les militaires ont si bien réussi à contrôler l'information qu'ils ont pu dire à l'opinion uniquement ce qu'ils voulaient qu'elle sache. Pis encore, la presse et le public ont largement

38. Herbert I. SCHILLER (avec notamment Jim RICHSTEAD et Michael H. ANDERSON), *Crisis in International News Policies and Prospects*, New York, Columbia University Press, 1981, p. 161.

39. UNESCO, *Voix multiples, un seul monde*, édition abrégée, 1986, p. 127.

40. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, mai 1991, p. 14.

accepté que soient seulement publiées des informations sélectionnées⁴¹.

Dans l'édition du 7 mars 1991 du *Los Angeles Times*, le journaliste Bob Sipschen, lui-même ancien combattant décoré, déclarait : «J'ai eu davantage de fusils pointés vers moi par les Américains et les Saoudiens en train de contrôler la presse que pendant toutes mes années de guerre⁴². »

Et avec tout cela, souligne Schiller :

Depuis presque un demi-siècle, directeurs de journaux et responsables gouvernementaux américains font la leçon au monde entier sur les vertus de la liberté de la presse et de la libre circulation de l'information et sur la nécessité d'éviter toute mainmise officielle sur les systèmes d'information⁴³.

2.8.4. CIBLES EN OR POUR LE TIERS-MONDE

Nul doute qu'en plein débat sur le NOMIC la couverture médiatique de la guerre du Golfe et le «remarquable» contrôle de la presse par les états-majors américains et alliés auraient été des cibles en or pour les pays du Tiers-Monde.

Toujours est-il qu'en plein NOMIC le débat sur la libre circulation de l'information était considéré, surtout aux États-Unis, comme étant un autre chapitre de la lutte idéologique que se livraient Washington et Moscou : les Américains estimaient d'ailleurs que les Soviétiques orchestraient toutes les récriminations du Tiers-Monde en matière d'information et de communication.

Ils étaient convaincus que l'URSS cherchait, en appuyant le NOMIC, «à se gagner des amis parmi les nouveaux États-nations et à affaiblir le pouvoir des nations capitalistes dans le monde en développement⁴⁴».

Rosemary Righter, journaliste au *Sunday Times* de Londres et l'un des meilleurs connaisseurs de l'Unesco, croit pour sa part que «Moscou a tenté d'exploiter le NOMIC pour justifier le brouillage des émissions de radio étrangères ou encore son recul par rapport aux dispositions des accords d'Helsinki sur la libre circulation de l'information⁴⁵».

41. *ibid.*

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. Herbert J. ALTSCHULL, op. cit., p. 223.

45. *L'EXPRESS*, 4-5 janvier 1987, p. 25.

Ce « libre » flux de l'information est basé sur un déséquilibre qui a trois explications. La première, c'est que les grandes agences de presse, qui sont toutes déficitaires (sauf Reuter), sont liées à des marchés qui ne s'intéressent guère au Tiers-Monde sinon en termes de « désastre, de crise et de confrontation », reconnaît Roger Tatarian qui fut vice-président de l'UPI dans les années 1970⁴⁶.

Cette indifférence nourrit le déséquilibre Nord-Sud. La deuxième explication, qui jette la lumière, cette fois, sur un déséquilibre Sud-Sud, met l'accent sur l'influence des élites politiques du Tiers-Monde qui, elles aussi, ont compris que l'« information, c'est le pouvoir ».

Ces élites n'ont donc pas intérêt à ce que l'information soit « horizontale », comme elles le clament sur tous les podiums internationaux. La « verticalité » de l'information leur assure tous les pouvoirs politiques, économiques, sociaux et culturels.

Enfin, la troisième explication est peut-être d'une banalité qui saute aux yeux : l'information est l'expression de la réalité du monde tel qu'il est avec tous les jeux des rapports de force qui ne sont pas en faveur du Tiers-Monde qui, par exemple, représente seulement 7% de la production industrielle mondiale.

Réclamer un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication pour mieux bâtir un nouvel espace politique et économique ne pouvait donc être que pure utopie.

Dans la galaxie médiatique d'hier, comme d'ailleurs dans celle d'aujourd'hui, l'information est devenue moins coûteuse (même pour les PVD), plus abondante (même pour les PVD), beaucoup moins tardive (même pour les PVD?) et surtout moins fautive (même pour les PVD?).

C'est peut-être là un vrai progrès dans la recherche d'un nouvel équilibre de l'information et de la communication.

46. Herbert J. ALTSCHULL, *op. cit.*, p. 226.

C H A P I T R E

3

***LES RETOMBÉES
DE LA CRISE DE L'UNESCO
SUR LE NOMIC***

Plusieurs centaines de clochers d'église en Allemagne hébergent depuis 1998 des stations de relais téléphoniques d'un mètre de diamètre, grâce au succès phénoménal du téléphone portable. Le tout, bien sûr, dans le respect de l'« esprit chrétien ». « Qui pourrait croire que le bon Dieu trouverait à redire si les gens se connaissaient mieux en se rapprochant grâce à la communication », d'expliquer Michael Rebstock, porte-parole de Viag Interkom, une compagnie de télécommunications.

Oui, mais communication ne veut pas toujours dire communion. C'est le règne du « chacun pour soi et la communication pour tous ». De plus, comme le disait déjà Francis Balle en 1987 :

Avec qui communiquer, quand on peut communiquer avec tout le monde? Quoi regarder, quand on peut tout regarder? Quoi enregistrer et conserver, quand on peut tout enregistrer? De la liberté, les techniques de communication offrent seulement l'illusion, lorsqu'elles en dissimulent, derrière leurs promesses, les inévitables limites, celles de la force des choses ou bien celles de la volonté des hommes. L'abondance est alors une vraie pauvreté, misérable et tragique¹.

Aujourd'hui, les communications sont de plus en plus perçues dans la seule dimension des technologies. Le rapport MacBride, tant décrié et si peu lu, a été le premier document d'envergure internationale brossant un tableau précis des grands problèmes de communication. Tout y a été abordé, des marionnettes comme objets culturels aux satellites comme outils culturels. Les téléphones portables, qui n'avaient pas encore vu le jour, au début des années 1980, peuvent bien sûr être ajoutés à la liste en tant qu'outil culturel. Toujours est-il que le rapport MacBride, qui contenait un peu de tout pour tout le monde, a été peu lu comme en fait foï cette conversation :

- Ce qui me dérange vraiment dans le rapport MacBride, c'est le fait qu'il demande que l'on institue un permis de travail pour les journalistes.

Sean MacBride ne put cacher son étonnement en écoutant parler le rédacteur en chef d'un des plus prestigieux quotidiens des États-Unis avec qui il déjeunait.

- De quoi parlez-vous? lui demanda MacBride. Le rapport ne réclame justement pas un tel permis pour les journalistes.

1. Francis BALLE, *Et si la presse n'existait pas*, Paris, J.C. Lattès, 1987, p. 150.

- Ne soyez pas ridicule, lui répondit alors le rédacteur en chef. Bien sûr qu'il le réclame.
- Avez-vous lu le rapport MacBride ?
- Non, mais je n'ai pas besoin de le faire.
- Que voulez-vous dire par là ?
- J'ai lu des douzaines d'articles de quotidiens et de magazines sur le rapport MacBride et ils disent tous qu'il demande un permis de travail pour les journalistes. N'essayez pas de me dire qu'ils ont tous tort et que vous avez raison².

Cette conversation, qui eut lieu peu après le départ des États-Unis de l'Unesco montre à quel point la campagne de désinformation contre l'organisation onusienne avait bien fonctionné. En fait, bien avant la présentation du rapport MacBride à Amadou Mahtar M'Bow, le 22 février 1980, la presse américano-britannique avait décoché ses flèches contre une cible composée de seize personnes aux idéologies fort différentes.

3.1. McLUHAN REMPLACE

Betty Zimmerman était la seule femme à siéger à la commission MacBride et la seule personne ayant une expérience dans un média électronique. L'ancienne directrice de Radio-Canada International avait en fait remplacé, en avril 1978, Marshall McLuhan. Celui qui « inventa » le terme « village global » était malade et devait mourir deux ans plus tard d'une commotion cérébrale. « Il aurait de toute façon détesté siéger à la Commission, car un grand penseur comme Marshall McLuhan n'aurait pas aimé avoir toutes sortes de débats sur des menus détails³. »

Outre Sean MacBride, les autres membres de la Commission étaient Hubert Beuve-Méry, le fondateur du *Monde*, Elie Abel, ex-journaliste au *New York Times* devenu professeur d'université, Michio Nagai, éditorialiste au *Asahi Simbum* (l'un des plus grands quotidiens de la planète avec 8 millions de copies) et ex-ministre japonais de

2. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *Hope and Folly. The United States and Unesco: 1945-1985*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989, p. XIII.

3. Entrevue téléphonique, 7 juillet 1992.

l'Éducation, Bogdan Osolnik, le Yougoslave qui avait présenté en 1974 à l'ONU la résolution assimilant le sionisme au racisme et Johannes Pieter Pronk, homme politique et économiste hollandais. Sergei Losev, directeur général de Tass, siégea à la place de Leonid Zamiatin (son prédécesseur) connu surtout pour cette boutade lancée en 1977: «Qu'est-ce que ce Nouvel Ordre (le NOMIC)? Je n'en ai jamais entendu parler. Nous avons notre Nouvel Ordre sous Hitler⁴.» Voilà pour les représentants des pays riches.

Les pays pauvres étaient représentés par le célèbre romancier colombien Gabriel Garcia Marquez (qui en 1982 devait recevoir le Nobel de littérature pour *Cent ans de solitude*), Mustapha Masmoudi, l'ancien ambassadeur tunisien à l'Unesco qui a été l'un des premiers à formuler concrètement ce que devait être le NOMIC, Gamal El Oteifil, l'ex-ministre égyptien de l'Information et de la Culture, Juan Somavia, responsable chilien de l'Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales, les journalistes Elebe Ma Ekonzo (Zaïre), Mochtar Lubis (Indonésie), Boobli George Verghese (Inde) et le professeur Fred Isaac Akporuaro Omu du Nigeria.

3.2. LES QUATRE QUESTIONS

Quatre questions centrales ont été examinées pendant deux ans par les «commissaires», qui sollicitèrent les avis de représentants gouvernementaux, d'universitaires et de communicateurs professionnels :

- Qu'entend-on par circulation libre ou équilibrée de l'information? (La Commission s'est attardée sur la liberté et l'équilibre de l'information, sans chercher à différencier celle-ci de la désinformation, de la propagande ou encore de la rumeur.)
- Qu'entend-on par nouvel ordre mondial de l'information et de la communication et quel lien y a-t-il entre le NOMIC et le nouvel ordre économique international?
- Comment peut-on assurer et protéger l'objectivité et l'indépendance des médias?

4. Rosemary RIGHTER, *Whose News? Politics, the Press and the Third World?*, Londres, Burnett Books, 1978, p. 174.

- Comment le « droit de communiquer », avec toutes ses retombées sur le plan éthique et juridique, peut-il être assuré comme une orientation nouvelle de la pensée et de l'action dans le domaine général de la communication ?

Les membres de la Commission se réunirent huit fois (quatre fois au siège social de l'Unesco à Paris et les quatre autres fois à Stockholm, Dubrovnik, New Delhi et Acapulco).

Les réunions avaient toujours lieu à huis clos en présence du personnel de l'Unesco et de quelques représentants gouvernementaux (qui ne prenaient jamais la parole). Les discussions étaient le plus souvent orageuses: «Nous avons tous différents points de vue et, vous savez, les gens ne changent pas leurs points de vue facilement», rappelle Betty Zimmerman⁵.

3.2.1. UN RAPPORT INTÉRIMAIRE

Le 14 août 1978, huit mois après le début de leurs travaux, les « 16 sages » (comme furent appelés les membres de la Commission) furent surpris d'apprendre qu'un rapport intérimaire de leurs travaux fut remis à M'Bow. Ce rapport avait été rédigé par le personnel de l'Unesco qui assistait aux réunions de la Commission.

Zimmerman et les 15 autres membres de la Commission finirent par donner leur aval au document même s'ils n'étaient pas heureux qu'il soit publié aussi rapidement.

Ce n'était pas notre document. Il avait été rédigé par le Secrétaire de l'Unesco. Il avait un langage provocateur. Il était anti-occidental, anti-tout. Il n'avait pas un point de vue bien défini. Il était mal écrit. Le choix des mots était malheureux. Il y avait trop d'adjectifs. Il ne proposait aucune solution. Nous n'étions pas satisfaits de ce rapport intérimaire. Il n'aurait jamais dû être publié⁶.

Au total, 5000 copies du rapport intérimaire circulèrent dans les milieux universitaires, médiatiques et politiques des pays représentés à l'Unesco. L'accueil fut chaleureux dans les milieux tiers-mondistes et glacial dans les milieux occidentaux, qui voyaient d'un mauvais oeil toute intervention publique dans les médias privés au nom d'un meilleur équilibre Nord-Sud en matière d'information et de communication.

5. Entrevue téléphonique, 7 juillet 1992.

6. *Ibid.*

Le rapport intérimaire faisait clairement ressortir les dangers de «substituer un monopole public à un oligopole privé qui peut en pratique résulter en une circulation restreinte de l'information et un seul modèle de valeurs⁷». Il précisait cependant que :

[...] sans contrôle gouvernemental, le contenu de programmes peut très bien être dicté par les exigences de la rentabilité et l'accès aux infrastructures de communication peut être restreint à ceux qui ont les moyens de se les payer⁸.

En plus de croire que la participation gouvernementale dans le secteur des communications était une «réalité, la plupart du temps un besoin, souvent une obligation» «dans notre monde pluraliste⁹» le document ne ménageait pas les «transnationales». Les multinationales ont ainsi tendance «à projeter un modèle qui conditionne l'opinion publique et les valeurs politiques»; elles «favorisent un modèle d'uniformité dans la conduite du consommateur» et «rendent plus difficiles le renforcement de l'indépendance et la garantie de la souveraineté des pays en développement¹⁰».

Pour toutes ces raisons, il serait bon que les « transnationales » soient soumises à un code de conduite analogue à celui qui a cours dans le monde journalistique, devait-on encore proposer dans ce document préliminaire.

Enfin, de nombreux mots normalement associés au vocabulaire marxiste truffaient le rapport : «oppression du plus fort», «manipulation de l'opinion publique», «aliénation culturelle»... Tout cela suffit à la presse occidentale pour associer le rapport intérimaire au projet de déclaration sur les médias que l'Union soviétique tenta, en vain, de présenter à la Conférence générale de Nairobi (1976) et à celle de Belgrade (1978).

Ce projet, rappelons-le, stipulait que les médias pouvaient être « utilisés » par les pouvoirs publics à certaines fins et que les journalistes indépendants pouvaient être soumis à des contrôles étatiques.

C'était, répétons-le, pour gagner du temps et pour trouver un terrain d'entente entre le Nord et le Sud que M'Bow proposa à Nairobi

7. UNESCO, *Interim Report of the MacBride Commission*, p. 73.

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*, p. 75.

la création d'une commission internationale qui aurait pour mandat d'étudier les grands problèmes relatifs aux communications.

3.2.2. LE RAPPORT FINAL

En décembre 1979, la commission MacBride termina son rapport de 160000 mots et le déposa deux mois plus tard sur le bureau d'Amadou Mahtar M'Bow. L'encre du rapport avait à peine séché que les condamnations de la presse occidentale fusaient.

En gros, la presse (surtout anglo-américaine) reprocha une fois de plus à la Commission son penchant pour un contrôle gouvernemental des médias. Pour elle, dès le moment où les moyens de communication participaient à la tâche du développement (comme le recommandait le rapport MacBride), ils se mettaient au service du peuple et donc de l'État.

Ce qui était «bien sûr» inacceptable.

La presse occidentale invita la Conférence générale de l'Unesco à enterrer le rapport de la Commission à sa session qui devait avoir lieu à Belgrade en octobre-novembre 1980.

Ce qui fut fait. Les 584 pages de *Voix multiples, un seul monde* furent rédigées dans une langue beaucoup plus neutre que celle du rapport intérimaire même si le débat idéologique qui eut lieu entre les membres de la Commission s'infiltra parfois entre les lignes. Plusieurs «commissaires» appuyèrent d'ailleurs du bout des lèvres certaines des 82 recommandations contenues dans le document qui chercha d'abord et avant tout à guider l'action de la communauté internationale et des médias dans l'instauration d'un NOMIC.

L'ombre du conflit Nord-Sud en matière d'information et de communication (toujours alimenté par les tensions Est-Ouest) jaillit constamment dans le rapport. Comme le note Henri Pigeat dans *Le nouveau désordre mondial de l'information* :

Ce rapport, fort volumineux, est significatif par le nombre des contradictions qu'il contient, des débats souvent difficiles et orageux qui ont ponctué les séances de la Commission. Nombre d'affirmations de principe trouvent leur contrepoint sous forme de réserves exprimées en bas de page par tel membre de la Commission, de sorte que, dans le rapport MacBride, chacun peut trouver son compte, ou faire semblant de le trouver [...] ¹¹.

11. Henri PIGEAT, *Le nouveau désordre mondial de l'information*, Paris, Hachette, 1987, p. 219.

Il y a, certes, «un peu de tout pour tout le monde» dans ce rapport mais même les critiques les plus virulents ont loué la franchise des propos des « commissaires » - franchise que l'on ne retrouve pas souvent dans les documents onusiens.

Les grandes agences de presse et le rôle qu'elles jouent dans la libre circulation de l'information sont dans l'épicentre du rapport, sans doute à cause de la place qu'elles ont occupée au cours des vifs débats des années 1970 entre le Nord et le Sud.

3.2.3. DISPOSITIONS VAGUES

À cet égard, la Commission estime (recommandation 6) que de «fortes agences de presse nationales sont essentielles pour améliorer la manière dont chaque pays est couvert par la presse nationale et internationale [...]»¹².

Partant du principe que «la communication ne peut plus être désormais considérée comme un service accidentel, dont le développement est laissé au hasard (recommandation 1)¹³», la Commission va proposer un ensemble de dispositions (plutôt vagues il est vrai), qui concernent particulièrement le journalisme.

Nous en dressons ici brièvement la liste :

- L'octroi d'une « licence » de journalisme (un permis de travail en quelque sorte) est à proscrire, parce que cela laisserait le champ libre à une autorité quelconque qui choisirait arbitrairement qui est journaliste et qui ne l'est pas. (La proposition de l'Union soviétique et de plusieurs pays du Tiers-Monde fut donc ainsi rejetée.)
- Les journalistes ne devraient bénéficier d'aucune protection spéciale même si leur profession est souvent dangereuse. (Sean MacBride s'était battu pour faire adopter une recommandation en sens contraire. Il avait été défait et fit connaître sa désapprobation dans le rapport.)
- La censure ou le contrôle arbitraire de l'information devraient être abolis. (Commentaire du «commissaire» soviétique Sergei Losev : « Tout le problème de la censure ou du contrôle arbitraire de l'information relève de la législation nationale de

12. UNESCO, *Voix multiples, un seul monde*, édition abrégée, 1986, p. 214.

13. *Ibid.*, p. 212.

chaque pays et doit être résolu dans le cadre juridique national en prenant en considération les intérêts de chaque pays¹⁴. »)

- La concentration médiatique devrait être limitée. (Commentaire du « commissaire » américain Elie Abel : « Il est artificiel d'évoquer des mesures contre la concentration et le monopole dans les pays où les médias prennent la forme d'un monopole d'État ou opèrent comme l'instrument d'un seul parti politique autorisé ? »)
- Les journalistes ne devraient pas se livrer à des activités d'espionnage sous couvert de leurs tâches professionnelles. (Pendant la guerre froide, bon nombre de journalistes, américains et soviétiques notamment, travaillaient respectivement pour la CIA et le KGB. Quant à ces « nouveaux journalistes » qui enquêtent sur une « affaire » en se faisant passer pour un membre d'une autre profession, la Commission semble les avoir oubliés !)
- L'adoption de codes de déontologie au niveau national est souhaitable à condition qu'ils soient préparés et adoptés sans ingérence gouvernementale.
- Les médias devraient contribuer « à soutenir la juste cause des peuples combattant pour la liberté et l'indépendance, pour le droit à vivre en paix dans l'égalité, sans ingérence abusive ». (Cela doit-il se traduire, par exemple, par un soutien à un quelconque mouvement de guérilla en butte à un pouvoir monocratique¹⁶ ? »)

La liste est longue et la plupart des recommandations auront souvent le « mérite » de déplaire à la fois (pour des raisons différentes) au Nord et au Sud.

Le Nord ne pouvait accepter qu'une commission nommée par l'Unesco fasse des recommandations à une organisation « politique » qui prendrait des mesures forcément « politiques » à l'égard de ses médias. Sans compter que les gouvernements des pays industrialisés, craignant par-dessus tout leurs médias, n'auraient pas osé donner leur aval à des mesures visant à réglementer le fonctionnement

14. *Ibid.*, p. 237.

15. *Ibid.*, p. 239.

16. *Ibid.*, p. 241.

du milieu journalistique à l'échelle planétaire : «Nos journalistes sont très puissants. Ils nous tueront si nous acceptons, nous disaient des représentants de ces gouvernements», nous a expliqué Betty Zimmerman¹⁷.

Le Sud, tout en accueillant favorablement le rapport MacBride, aurait aimé voir dans ce rapport tant attendu un catalogue de règles et de pratiques qui auraient permis de donner une véritable impulsion à la notion du NOMIC.

3.2.4. UN ARTICLE INDÉFINI

Mais comment des membres aux idéologies souvent diamétralement opposées et aux idées bien ancrées auraient-ils pu faire autrement qu'offrir des recommandations qui devaient être perçues comme faisant partie d'une sorte de processus à long terme qui conduirait au NOMIC ?

Le choix, par exemple, de l'article indéfini pour parler du NOMIC est des plus significatifs: le NOMIC est remplacé par « un » NOMIC. Ce qui montrait bien que, pour les « commissaires », les contours exacts de ce NOMIC étaient loin d'être rigoureusement délimités.

L'utilisation de l'adjectif « mondial » plutôt qu'« international » est également évocateur: les pays occidentaux préféreraient avoir recours au terme « mondial » pour bien montrer que les déséquilibres à corriger existent non seulement entre les nations, mais également à l'intérieur de la plupart d'entre elles.

Sous l'angle de la sémantique, le rapport MacBride allait dans le sens occidental. Sous l'angle journalistique, il n'allait nulle part, car son code de conduite proposé aux journalistes du monde entier fut rejeté. Sous l'angle de la communication et de l'information, il fit clairement ressortir les déséquilibres Nord-Sud dans ces deux domaines sans rien proposer de concret pour y remédier. Pour le Tiers-Monde, le rapport était ici décevant. Sous l'angle idéologique, il reflétait les dissensions Nord-Sud et fut considéré comme un document politique concocté par 16 personnes ayant des vues différentes sur la communication et l'information.

« Il y a dix ans, je n'aurais pas dit (comme aujourd'hui) que notre rapport était utile. Nous n'avions pas offert beaucoup de réponses.

17. Entrevue téléphonique, 7 juillet 1992.

Il me semblait alors que nous avions manqué le bateau », estime Betty Zimmerman¹⁸.

À l'heure de la mondialisation tous azimuts, la problématique de la concentration telle qu'abordée dans le rapport reste en tout cas brûlante d'actualité. Au cours des années 1990 n'a-t-on pas en effet assisté à une concentration médiatique sans précédent ? Ce serait pure utopie que de voir aujourd'hui un rapport quelconque dénonçant à l'Unesco la concentration médiatique à l'échelle planétaire. Il est vrai que s'attaquer de nos jours à la question de la concentration en tant que menace à la qualité de l'information fait quelque peu vieux jeu. L'assèchement de la pensée critique est, dit-on dans la confrérie journalistique, bien plus nuisible à l'information que la concentration médiatique. Il reste à démontrer comment les deux ne vont pas logiquement ensemble...

3.2.5. MACBRIDE SATISFAIT

Sean MacBride, lui, a été moins dur avec son rapport. « Je suis très satisfait de ce rapport [...] », devait-il déclarer en 1984, quatre ans avant sa mort à l'âge de 84 ans¹⁹.

« Rapport passe-partout », présenté dans la tourmente idéologique qui régnait à l'Unesco aux prises avec la pire crise institutionnelle de son histoire, *Voix multiples, un seul monde* déçut les PVD qui attendaient beaucoup du document après une dizaine d'années de débats sur le NOMIC. Son appel à la « démocratisation des communications » était plutôt vide, puisqu'il n'était suivi d'aucune mesure concrète pour y arriver.

Il était au contraire lourd de sens pour les pays riches qui traduisirent « démocratisation des communications » par « intervention des gouvernements ». La Commission canadienne pour l'Unesco résume ici son sentiment :

Comme c'est le cas pour un document de compromis, toutes les parties ont eu tendance à dénigrer les passages du texte qui exigeaient des concessions de leur part. Pour les pays socialistes, le rapport était beaucoup trop pro-occidental, et bien qu'il constituât une réaffirmation de leurs aspirations, les nations en développement ne s'en montrèrent pas vraiment satisfaites. Les pays occidentaux, quant à eux, estimèrent que le

18. *Ibid.*

19. Communication et Information, vol. VII, no 1, p. 73.

rapport visait toujours et encore l'instauration d'un NOMIC, ce que leur presse soulignait à grand tapage sans faire état des garanties de liberté de presse. On omettait de préciser que le rapport n'avait pas été formellement adopté par l'Unesco et donc ne constituait aucunement la position officielle de l'Organisation²⁰.

Le rapport n'avait pas été adopté par l'Unesco pour ne pas soulever l'ire des Occidentaux. Amadou Mahtar M'Bow refusa de le proposer à l'adoption officielle à la XXIe Conférence générale de l'Unesco qui s'est tenue à Belgrade en octobre-novembre 1980. À la place, il invita les délégués à l'étudier. Ce qui fut fait avant que le rapport prenne définitivement la direction des placards de la bureaucratie unescienne.

La Conférence générale de Belgrade retint cependant un point qu'elle jugea important dans le rapport : la recommandation 78, qui réclamait la création d'un organisme chargé de mobiliser l'aide technique et financière pour répondre aux besoins des PVD sur le plan de la communication.

Le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) est le résultat direct d'une dizaine d'années de débats acrimonieux entre pays riches et pays pauvres. L'idée de créer un tel programme avait été lancée en 1978 par les Américains qui avaient proposé une sorte de troc aux PVD : Laissez tomber vos attaques contre nous et nous vous aiderons à avoir les infrastructures nécessaires au développement de vos médias.

Il faut voir dans le PIDC le début de la mise en veilleuse du NOMIC et de la dépolitisation des débats qui avaient marqué la recherche d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

3.3. LA MISE EN VEILLEUSE DU NOMIC

Torben Krogh est un joueur acharné d'échecs par correspondance. Ce Danois à la barbe grisonnante et au corps massif sait préparer ses coups et attendre patiemment les résultats: certaines de ses parties durèrent plus d'un an. Krogh a dû faire appel à ces deux qualités à la présidence du Conseil intergouvernemental du PIDC.

20. COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, Bulletin n° 5, p. 3, décembre 1986.

Cet ancien journaliste, élu en février 1992, est fermement convaincu d'une chose: la promotion de médias libres et pluralistes est pour le Tiers-Monde le seul moyen de rivaliser avec les grands médias occidentaux.

Au Népal, par exemple, avant la démocratisation, la principale source d'information pour les Népalais sur leur pays était la BBC. Le problème n'est pas qu'ils aient écouté la BBC, mais qu'ils ne pouvaient pas disposer de leurs propres sources d'information [...]²¹.

L'Unesco voit aujourd'hui dans le PIDC l'outil privilégié de la «démocratisation des communications» proposée par les PVD dans les années 1970 et par la commission MacBride en 1980.

Depuis son lancement effectif en 1981 (avec un budget annuel d'un peu plus de trois millions de dollars US), le PIDC a financé plus d'un demi-millier de projets de communication. Ces projets vont de la création d'agences de presse (la Pan African News Agency – PANA – a ainsi été lancée en 1983 grâce notamment à des fonds du PIDC) à la formation de femmes journalistes, en passant par le développement des radios rurales. Ainsi, déclare-t-on à l'Unesco, la mise en place d'une radio communautaire au Népal, le lancement d'une école de journalisme au Ghana ou encore l'extension de la presse rurale en Tanzanie sont des solutions concrètes aux problèmes que pose la disparité entre les différentes régions du monde en matière de communication.

UNE CERTAINE IDÉOLOGIE DE LA COMMUNICATION

Toute cette aide est bien sûr loin d'être « neutre », puisqu'elle est toujours accompagnée d'une certaine idéologie de la communication et de l'information. Ainsi, par exemple, les journalistes du Tiers-Monde en stage aux États-Unis lorsque ce pays était encore membre de l'Unesco étaient constamment prévenus des dangers que constituait le NOMIC, estime Thomas MacPhail, professeur à l'université du Missouri²².

De plus, craignant que le PIDC ne devienne un nouveau forum du NOMIC, les Occidentaux ont toujours veillé au grain en ne déliant que parcimonieusement les cordons de leur bourse. Il faut par ailleurs

21. UNESCO, *Sources*, n° 35, mars 1992, p. 9.

22. COMPTE RENDU D'UNE TABLE RONDE ORGANISÉE PAR LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, 26-27 avril 1982.

UNITED NEWS OF BANGLADESH, UNE AGENCE DE PRESSE FINANCÉE PAR LE PIDC

Dès sa création en janvier 1988, l'agence de presse indépendante *United News of Bangladesh* a lancé un grand programme de développement de son réseau d'information national et international. L'objectif consistait à couvrir l'ensemble des zones rurales du Bangladesh, à fournir en nouvelles les principaux journaux régionaux et à développer une plus grande ouverture internationale. Aujourd'hui, l'agence joue un rôle essentiel dans le paysage pluraliste de la presse du Bangladesh. Son seul service central des nouvelles regroupe 37 personnes, dont 19 éditeurs et 18 journalistes, et édite quotidiennement entre 60 et 65 nouvelles nationales. Concernant la couverture internationale, l'*United News of Bangladesh* a ses propres correspondants basés à Londres et à New York, qui produisent en moyenne entre 150 et 170 nouvelles par jour.

L'horaire moyen de travail repose sur trois postes distincts de six heures, débutant à huit heures du matin et se terminant le lendemain à deux heures du matin.

Par ailleurs, l'UNB est la seule agence de presse au Bangladesh ayant un service de nouvelles entièrement informatisé et employant les dernières technologies dans la transmission des nouvelles. Le service informatisé comporte de nombreux avantages, dont celui de la rapidité pour envoyer et recevoir l'information. L'objectif de ce réseau de communication consiste à recueillir et à transmettre les informations reçues du bureau principal vers les autres bureaux régionaux.

L'autre innovation technologique de l'UNB consiste à introduire et à développer un service de nouvelles en langue bengali. Ce service, grâce au soutien de l'Unesco, permettra à ses abonnés d'avoir accès aux publications de Dacca, en langue vernaculaire. Un serveur Internet en langue bengali sera également développé, afin de fournir des informations aux médias au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique et dans les autres parties du monde.

L'agence a introduit un service moderne de photos en couleurs qui reçoit, par le biais de satellites, les photos d'agences de presse étrangères, telles Reuter et l'Agence France-Presse. Par ailleurs, les photos de l'UNB sont également publiées par les grands quotidiens de Dacca.

Outre ces innovations technologiques, l'UNB a développé un réseau de partenariats avec diverses agences de presse, telles Associated Press of America, American News Agency et d'autres agences internationales, destiné à l'échange d'information. L'agence fait partie de l'OANA (Organization of Asia Pacific News Agencies), du Commonwealth Press Union (CPU), de l'AMIC (Singapour) et d'Asia-Net (Sydney).

voir dans l'instauration du PIDC une réponse concrète occidentale pour mettre fin aux revendications parfois claires, souvent ambiguës, du Tiers-Monde pour l'instauration d'un NOMIC.

Les PVD auront ainsi « gagné » un PIDC constamment sous-financé. Pire, ils auront perdu ce qu'ils convoitaient le plus : la restructuration des systèmes de communication et d'information à l'échelle mondiale.

L'Unesco peut bien clamer aujourd'hui que le PIDC est sa pièce maîtresse pour promouvoir le NOMIC (qui ne fait incidemment plus partie du vocabulaire unescien), il nous semble plutôt que le PIDC a surtout servi à mettre le NOMIC en veilleuse. Car donner un coup de pouce financier et humain aux infrastructures de communication des PVD est loin de constituer un fondement solide au NOMIC qui cherchait d'abord et avant tout à casser les liens de dépendance en matière d'information et de communication entre pays riches et pauvres.

Renforcer les infrastructures médiatiques des PVD est certes un bon moyen pour réduire le déséquilibre quantitatif Nord-Sud, mais le phénomène de dépendance en matière qualitatif reste le même : l'hégémonie culturelle occidentale est toujours présente dans les médias du Tiers-Monde subventionnés ou mis en place par les pays industrialisés.

On ne se soucie guère des retombées des infrastructures modernes de communication sur l'héritage culturel du Tiers-Monde. On sait que dans les débats sur le NOMIC, les PVD avaient toujours mis les questions culturelles en avant, revendiquant le droit à la différence culturelle.

On ne se soucie guère également, avec ce transfert technologique, du rôle social que cherche à jouer le journalisme dans les PVD. Seules comptent les lois du marché basées sur la dissémination d'une information-marchandise.

On ne se soucie guère, enfin, du fait que le transfert des technologies se fera essentiellement sur la base d'équipements lourds et que les coûts énormes de leur mise en place renforcent la dépendance technologique, économique et donc politique des PVD à l'égard des pays industrialisés.

Qui plus est, les PVD doivent bien souvent maîtriser des technologies modernes de communication qui ne sont plus « en vogue » dans les salles de rédaction occidentales. Il y a assurément là une « technologie à deux vitesses » !

VIVRA LE PIDC?

En ce mois de janvier 1982, l'ambassadeur Pierre Trottier savourait l'air marin d'Acapulco à la terrasse du grand hôtel où se tenait la deuxième session du Conseil intergouvernemental du PIDC lorsque son homologue vénézuélien auprès de l'Unesco lui posa la question suivante.

– Croyez-vous vraiment que l'on se rendra à la quatrième réunion ?

Pour toute réponse, le diplomate vénézuélien obtint un long silence accompagné de gestes désabusés de la part de l'entourage de l'ambassadeur canadien connu pour ne pas avoir une « immense sympathie pour l'Unesco », contrairement à son successeur Ian Christie Clark.*

Dans les milieux unesciens, on ne pariait pas gros au début des années 1980 sur les chances de survie du PIDC.

Les États-Unis qui, en 1978, avaient lancé l'idée d'un PIDC pour essentiellement dépolitiser le débat sur le NOMIC ne l'appuyaient plus que symboliquement lorsqu'il fut mis sur pied trois ans plus tard: en 1982, l'organisme n'avait reçu que 100 000 \$ de l'administration Reagan, comparativement, par exemple, à 300 000 \$ de l'Union soviétique.

Les Américains ne furent pas les seuls à se détourner progressivement du PIDC: depuis 1987, le Canada a suspendu sa contribution annuelle de 100 000 \$ et ne fait donc plus partie des 35 pays membres du Conseil intergouvernemental du PIDC.

Monique Landry, la ministre responsable de l'ACDI (Agence canadienne de développement international), soutint dans une lettre (91-11-28) adressée à Guy Bourgeault, alors président de la Commission canadienne pour l'Unesco, que le PIDC avait des problèmes de « gestion ».

*À la Commission canadienne pour l'Unesco, on déclare cependant que l'ACDI a un « préjugé contre l'Unesco qui fait la palabre », alors que l'agence qui relève de Monique Landry « considère qu'elle fait du développement sérieux** ».*

Les atermoiements canadiens et occidentaux à l'égard du PIDC donnent en fait raison aux PVD qui, régulièrement, dénoncent la « mauvaise foi » des pays riches.

Constamment sur la corde raide à cause d'un sous-financement chronique, le PIDC ne peut à lui seul gommer le scandale des inégalités en matière de communication entre le Nord et le Sud et ses réalisations concrètes restent toujours assez limitées. Les ressources dont dispose le PIDC lui permettent de satisfaire moins d'un dixième des demandes qui lui sont adressées: il ne faudrait donc pas faire l'erreur de considérer le PIDC comme un « plan Marshall des communications pour le Sud ».

* Entretien à Ottawa avec un membre de la Commission canadienne pour l'Unesco qui a demandé l'anonymat, 17 juillet 1992.

** Ibid.

Bref, transfert technologique veut tout dire, sauf échange culturel Nord-Sud. Les communications sont de moins en moins perçues en tant que relations, échanges d'information et il n'est plus question avec le PIDC de la «décolonisation de l'information» réclamée à cor et à cri par les PVD dans les années 1970.

3.4. EN BAS DE PAGE, LE NOMIC

Avec l'adoucissement de la phase militante des PVD attribuable en partie à la montée du conservatisme en Occident (thatchérisme, reaganisme), le NOMIC allait de plus en plus se retrouver en bas de page des déclarations de l'Unesco. De plus, chaque fois que le NOMIC est évoqué, il est toujours suivi, «neutralisé» par le PIDC, véritable «rejeton» d'un NOMIC qui, lui, n'a jamais vu le jour.

Si la mise sur pied, en 1981, du PIDC a permis de désamorcer la bombe que représentait le NOMIC pour les médias occidentaux, l'année 1983 marquera le début de la fin d'une idée qui faillit emporter l'Unesco.

Cette année-là donc, les États membres de l'Unesco se donnèrent rendez-vous à Paris pour leur XXII^e Conférence générale. Les menaces d'un retrait américain se concrétisaient. L'administration Reagan choisit d'envoyer Edmund P. Hennelly pour diriger la délégation américaine à la Conférence générale : vice-président de Mobil Oil, républicain «pur et dur» et membre de Heritage Foundation (l'organisation ultraconservatrice américaine qui orchestre toute la campagne contre le NOMIC et l'Unesco), Hennelly avait une carte de visite qui n'était pas pour rassurer les tiers-mondistes.

Il surprit pourtant ces derniers par son ton conciliant et le respect qu'il montra à l'égard d'Amadou Mahtar M'Bow dont l'islamisme et le «tiers-mondisme» furent toujours synonymes pour Washington d'anti-américanisme.

3.4.1 . LE « BIG BROTHER » AMÉRICAIN

La Conférence générale de Paris était surveillée de près par le «Big Brother» américain. Sitôt la conférence terminée, Hennelly câbla à Washington pour dire qu'elle fut un «net progrès pour les États-Unis» et qu'aucune menace à la liberté de la presse n'avait été décelée dans

les discussions sur l'information et la communication qui ne furent d'ailleurs pas dominées par le NOMIC²³.

Les délégués présents à la Conférence générale avaient d'ailleurs fait un «beau cadeau» aux Américains: ils s'étaient mis d'accord pour dire que l'instauration d'« un » NOMIC sera «un processus évolutif et continu» (résolution 3.1 du 25 novembre 1983), officialisant ainsi l'idée proposée trois ans plus tôt par la commission MacBride.

Autant dire que le NOMIC était remis aux calendes grecques. Il ne pouvait en être autrement devant les menaces de retrait des États-Unis qui finirent, comme on le sait, par se concrétiser le 1er janvier 1985 avec pour résultats une réduction de 25% du budget de l'Unesco, le licenciement de plus du quart des employés de l'organisation et l'annulation d'un certain nombre de ses projets.

Lorsque l'Unesco tint sa XXIII^e Conférence générale à Sofia, du 8 octobre au 9 novembre 1985, il était tout naturel que les questions d'argent priment tout le reste, d'autant plus que la Grande-Bretagne avait également annoncé officiellement son départ – emportant ainsi avec elle sa contribution de 4,6%.

Certes, les délégués réunis dans la capitale bulgare réitérèrent leur appui au NOMIC – mais toujours dans un «processus évolutif et continu» – et confirmèrent que l'Unesco demeurerait un «grand forum mondial pour traiter les problèmes de communication».

3.4.2. DEUX ACRONYMES, UN MÊME BUT

Encore une fois, cependant, l'accent fut mis sur la promotion de projets «concrets» de communication dans le cadre du PIDC. Si désormais on ne parle plus du dialogue Nord-Sud dans la communication et l'information qu'en l'associant automatiquement au PIDC, la disparition progressive des grands débats internationaux liés au Nouvel Ordre économique international sera un autre coup dur pour le NOMIC.

Le NOEI, nous l'avons répété, était le corollaire économique du NOMIC. Sans dialogue Nord-Sud, il ne pouvait véritablement y avoir de changements dans les structures économiques et communication-

23. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *op. cit.*, p. 24.

nelles. Les deux acronymes sont deux aspects d'un même ordre : l'ordre économique-culturel mondial.

L'accès inégal aux techniques avancées d'information et de communication ou à celles permettant le développement économique d'un pays sont des facteurs clés de la domination économique et culturelle occidentale. C'est d'ailleurs grandement sous cet angle que les pays riches ont perçu NOEI et NOMIC, deux défis à leur hégémonie qu'ils se devaient de contenir ou, mieux, d'éliminer.

Lorsque commencèrent à s'évanouir, au début des années 1980, les discours flamboyants des chefs d'État du Tiers-Monde sur un nouvel ordre économique plus juste, il fallait s'attendre à un tel revirement dans les domaines de la communication et de l'information. Lorsque le NOEI fut finalement mis au pas par le pragmatisme d'un système financier imposant sa foi en la libre entreprise et sa loi du marché global, il fallait s'attendre à un tel scénario pour le NOMIC.

Il y a bien eu un NOEI et un NOMIC qui se sont mis en place depuis les années 1980, mais ce ne sont certainement pas ceux auxquels rêvaient la majorité des pays du Tiers-Monde. Il n'y a d'un côté ni juste prix des matières premières ni affermissement de la souveraineté économique des PVD. Il n'y a, de l'autre, ni diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information en provenance des PVD ni plus grande autonomie de ces pays en matière d'information et de communication.

Avec le tournant des années 1980, le NOMIC était allé au bout de ses forces, complètement essoufflé par les attaques des gouvernements et des médias occidentaux.

3.5. L'ARRIVÉE DE FEDERICO MAYOR

Il y avait eu le rapport MacBride, qui ne fut même pas adopté par la Conférence générale de Belgrade et ne satisfît pas vraiment ceux qui espéraient instaurer un NOMIC avant la fin du siècle. Il y avait eu la déclaration de Talloires en 1981 qui, nous l'avons mentionné, était une attaque en règle du NOMIC par les dirigeants des grands médias européens et américains. Il y avait eu, nous venons de le voir, la création du PIDC qui fut un peu pour le NOMIC ce qu'est la souris à l'éléphant.

Il y avait eu les résolutions lénifiantes de Paris et de Sofia qui, à toutes fins utiles, «émasculèrent» le NOMIC pour le rendre totalement inoffensif aux yeux des Occidentaux.

Il y aura enfin la venue à la place Fontenoy de Federico Mayor, ce biologiste espagnol dont la tâche première fut de remettre de l'ordre à l'Unesco, secouée pendant plus de dix ans par une «guerre froide des communications» entre le Nord et le Sud.

Lorsque Mayor remplaça M'Bow en 1987, le débat sur le NOMIC était pratiquement enterré. Les thuriféraires du NOMIC, désorganisés et constamment sur la défensive face aux attaques occidentales bien orchestrées, étaient essoufflés par la bataille qu'ils livraient depuis plus de dix ans contre l'«ordre établi» en matière de communication et d'information. Dès la passation des pouvoirs, Mayor se fit un devoir de «neutraliser» ce qui restait du concept du NOMIC et fit tout pour éviter les «débat stériles» du passé en mettant l'accent sur des projets concrets visant à mieux irriguer le flux de l'information entre le Nord et le Sud.

Le département d'État américain, dans un document publié le 17 avril 1990, se félicite d'ailleurs du travail entrepris par Mayor qui est allé jusqu'à annoncer la «mort du NOMIC» à des audiences américaines et britannique²⁴.

Aujourd'hui, comme le note *Le Monde diplomatique* dans un de ses numéros spéciaux sur les médias, « Qui se souvient encore du débat sur le nouvel ordre mondial de l'information? Pourtant le flux Nord-Sud de l'information s'intensifie, écrasant les cultures minoritaires au profit d'une poignée de puissances.»

Ce débat, n'en doutons pas, eut lieu à des années-lumière- le débat sur le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication, qui couvrit d'encre des himalayes de documents entre 1970 et 1980. Seuls quelques dinosaures à l'esprit rassis osent encore exhumer des rapports tout juste bons pour le pilon ces questions de la pré-histoire: d'où provient, massivement, l'information? Qui la produit, la diffuse? Les flux Nord-Sud n'écrasent-ils pas les cultures «sous-développées», balayant les identités nationales au profit d'une prise de contrôle du signe par une poignée de puissances disposant des techniques et des moyens financiers²⁵ ?

24. UNESCO, *Activities of Unesco since U.S. withdrawal: A Report by the Secretary of State*, 17 avril 1990, p. 15.

25. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, «Médias, mensonges et démocratie, Manière de voir», 1989, n° 14, p. 42.

3.5.1. LA DÉPOLITISATION DES DÉBATS

Les grands discours sur les déséquilibres patents entre le Nord et le Sud en matière d'information et de communication sont désormais finis. Les attaques contre l'«impérialisme» des grands médias occidentaux et la langue de bois des médias du Tiers-Monde sont également chose du passé.

La polémique autour du NOMIC est aujourd'hui largement retombée, estime-t-on à l'Unesco:

Une base d'accord suffisamment large existe sur les symptômes du mal et les remèdes à lui appliquer pour lancer en commun des activités concrètes, sans qu'il ne soit plus nécessaire de se focaliser sur les questions théoriques évidemment traversées par des idéologies conflictuelles²⁶.

Aujourd'hui, « on n'utilise plus le terme de NOMIC dans nos débats », reconnaît Alan Hancock, directeur de la division des communications de l'Unesco²⁷. Breda Pavlic, ex-directrice du bureau de l'Unesco à Québec, va plus loin : « Le NOMIC ne fait plus partie du vocabulaire unescien parce qu'on a carrément peur. Les sensibilités sont telles que l'Unesco a définitivement mis une croix là-dessus²⁸. »

Aujourd'hui, pour éviter le plus possible les grands tournois idéologiques des années 1970 (et dans une moindre mesure des années 1980), l'Unesco est, dans son ensemble, redevenue ce qu'elle avait toujours été avant les grands débats sur le NOMIC: une organisation purement technique.

Avec un Federico Mayor obsédé par l'idée d'éliminer le mot NOMIC de tous les communiqués de l'Unesco (voir encadré), l'organisation cherche à surmonter les clivages idéologiques en son sein et y réussit assez bien, aidée par un climat politique international marqué par la détente.

L'approche technique comme instrument des antagonismes politiques avait maintes fois été réclamée par les États-Unis qui se sentaient isolés dans les débats sur le NOMIC. Les Américains avaient bien l'appui des Britanniques, des Allemands de l'Ouest et des Français notamment. Mais, contrairement à ce qui se passe aux

26. UNESCO, *Mémo*, février 1987.

27. Entrevue téléphonique, 13 juillet 1992.

28. *Loc.cit.*

États-Unis, il existe en Europe de l'Ouest une certaine «cohabitation financière » entre l'État et les médias électroniques. La BBC en est un parfait exemple.

LA LIBERTÉ EST INTOUCHABLE !

« On ne peut équilibrer la liberté ! »

D'entrée de jeu, Federico Mayor met cartes sur table lorsqu'on lui demande si le NOMIC a été définitivement enterré. «Ce qui est enterré, c'est le nouvel ordre tel qu'il avait une signification donnée et cette signification était d'essayer de parler en même temps de la liberté et de l'équilibre. Je vous le dis en toute franchise, je pense qu'il n'était pas approprié d'essayer d'équilibrer la liberté. »*

Parler du NOMIC avec le directeur général de l'Unesco, c'est visiblement toucher une corde sensible.

« Lorsqu'on parlait du flot libre et équilibré de l'information, je disais immédiatement : Non ! Il faut essayer de l'équilibrer avec la liberté. » Pour Mayor donc, le NOMIC se résume à ceci: « La liberté est intouchable ! » Il craint par-dessus tout que quelqu'un ne s'empare de la liberté et dise: « Très bien, c'est à moi d'équilibrer cette liberté ! »

Le biochimiste aux cheveux gominés et au sourire séducteur reconnaît que le NOMIC a « produit le départ des États-Unis, qui nous manquent ».

Cet homme de science (il a publié une centaine d'articles scientifiques portant sur le métabolisme cérébral et la pathologie moléculaire du nouveau-né) croit cependant que « l'Unesco leur manque aussi beaucoup à eux ».

L'ancien recteur de l'université de Grenade ne veut plus entendre parler de « nouveaux ordres que nous inventons tous les cinq, six ans ».

Pour cet humaniste qui se considère un peu comme un « ambassadeur de l'utopie », il ne peut exister qu'un seul « ordre », c'est celui de la « démocratie à l'échelle nationale, de la charte des Nations Unies et de la déclaration des droits de l'homme, à l'échelle mondiale ».

« Pourquoi donc chercher de nouvelles formules ? Nous les avons ! Appliquons-les bien ! Ça, c'est le nouvel ordre que je veux ! »

* Entrevue à l'aéroport de Mirabel, 19 septembre 1992.

3.5.2. LA « NOUVELLE STRATÉGIE »

«Pacifiée» par les retraits américains et britanniques, l'Unesco mise désormais à fond sur l'approche technique pour chercher à mettre définitivement fin à plus d'une décennie de polémiques autour du NOMIC.

Ainsi, en 1989, l'organisation onusienne optait pour une nouvelle orientation en matière de communication et d'information. Cette nouvelle orientation, appelée « nouvelle stratégie », repose sur trois axes :

- la libre circulation de l'information sur le plan international aussi bien que national;
- la diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information sans aucune entrave à la liberté d'expression;
- le renforcement des capacités de communication des PVD.

Alan Hancock devait préciser ceci en entrevue :

La «nouvelle stratégie », qui n'est pas du tout la même chose que le NOMIC, a été largement acceptée par les pays du Tiers-Monde qui ont reconnu que la polémique autour du NOMIC était si exagérée qu'il n'y avait aucune possibilité d'avancer et de les aider à développer leurs infrastructures médiatiques²⁹.

Le principal instrument de la «nouvelle stratégie» est le PIDC, ce qui fait dire à Breda Pavlic que la «nouvelle stratégie est une initiative assez timide. On donne ce qu'on peut du point de vue technique³⁰.»

Et c'est peu, puisque le budget annuel du PIDC, rappelons-le, dépasse rarement les trois millions de dollars US. Il reste que pour l'Unesco le temps est venu de « tirer les leçons de l'expérience vécue et d'explorer les voies d'une nouvelle stratégie [...] dans des conditions qui dissiperaient les malentendus³¹».

Dans son plan à moyen terme intitulé «La communication au service de l'humanité», l'Unesco précise que :

Cette stratégie, tout en reconnaissant la légitimité de la revendication d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication compris dans un processus évolutif et continu, consiste à développer, dans les États qui le souhaitent, la formation des

29. Entrevue téléphonique, 29 juillet 1992.

30. Entrevue à Québec, 10 août 1992.

31. LA COMMUNICATION AU SERVICE DE L'HUMANITÉ, PLAN À MOYEN TERME DE L'UNESCO, 1990-1995, p. 105.

professionnels de la communication ainsi que les conditions d'une éducation aux médias, qui privilégierait le développement de l'esprit critique chez les utilisateurs et la capacité de réaction des individus et des peuples face à toute forme de manipulation et qui favoriserait en même temps la bonne compréhension des moyens dont disposent les utilisateurs pour défendre leurs droits.

Les conditions de cette « éducation aux médias » n'ont jamais été clarifiées. Elles restent donc aussi creuses que les énoncés en langue de bois que l'on retrouve dans toute enceinte bureaucratique.

Toujours dans ce plan quinquennal, l'Unesco regrette que les médias occidentaux aient souvent interprété sa démarche pour l'instauration d'un NOMIC « comme une volonté plus ou moins avouée de l'organisation de porter atteinte à la liberté de l'information et à la libre circulation des messages, des hommes et des idées [...]»³³.

Ce « malentendu qui a été exploité pour ternir l'image de marque de l'organisation³⁴ », l'Unesco n'en veut plus et elle compte sur sa nouvelle stratégie pour qu'il n'y en ait plus.

Car l'Unesco (toujours privée des soutiens financiers américains et britanniques) a intérêt à ce que tout débat sur les inégalités Nord-Sud dans les domaines de la communication et de l'information ne la replonge pas dans les âpres controverses d'antan.

3.5.3. DE GRANDS TROUS

Longtemps tribune et laboratoire du NOMIC, l'Unesco (qui est, ne l'oublions pas, l'expression de ses États membres) ne veut plus servir de terrain de confrontation entre le Nord et le Sud et sa « nouvelle stratégie » (qui est également destinée à aider les infrastructures médiatiques des ex-pays communistes européens) semble faire l'unanimité, sauf peut-être à Washington.

Le département d'État trouve en effet de nombreuses similitudes entre « nouvelle stratégie » et NOMIC :

Les nombreux points qui ont été ajoutés concernant la liberté et l'indépendance de la presse sont de nature cosmétique, et de grands trous permettent de laisser potentiellement passer cen-

32. *Loc. cit.*

33. *Loc. cit.*

34. *Loc. cit.*

sure et contrôle du flux de l'information. La stratégie choisie prend encore racine dans le NOMIC³⁵.

À l'Unesco, on pense évidemment que le département d'État a tort de confondre les deux concepts et l'on se demande sérieusement jusqu'où l'organisation doit aller pour regagner la confiance des Américains.

Quoi qu'il en soit, parler de « nouvelle stratégie » sans avoir une vision politique globale, c'est fausser le débat sur les problèmes des déséquilibres de l'information et de la communication à l'échelle planétaire. L'aide technique aux PVD, canalisée surtout par le PIDC, ne sera jamais suffisante pour mettre un peu d'équilibre dans le déséquilibre Nord-Sud.

Car équilibrer réellement l'information et la communication dans le monde ne pourra se faire que s'il existe une volonté politique de réduire les déséquilibres internationaux, certes, mais aussi nationaux et régionaux.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et aucune « nouvelle stratégie » ne changera l'état actuel des choses : près de 90 % de la production de biens et de services d'information provient des États-Unis, de la Communauté économique européenne (CEE) et du Japon³⁶.

Dans son « Rapport sur la communication dans le monde », publié en 1990, l'Unesco rappelle que 144 des 300 premières firmes d'information et de communication sont américaines, 80 sont ouest-européennes et 49, japonaises ».

Comme le note *Le Monde diplomatique* dans un numéro spécial sur les médias :

À ce degré de concentration de puissance, il est aisé de comprendre pourquoi il est devenu futile, pour ne pas dire grotesque, de s'interroger sur l'équilibre Nord-Sud. La seule incertitude porte sur l'issue des combats acharnés opposant une poignée de groupes. Nous sommes ainsi entrés dans une ère auprès de laquelle les colonisations et les néocolonialistes « classiques » font figure de doux épisodes. Il s'agit bien [...] d'une « occidentalisation comme déracinement planétaire » qui, au nom du « développement », aboutit à « l'indigence », à la « déréliction » et, de surcroît, prive de

35. UNESCO, *The activities of Unesco since U.S.withdrawal : A Report by the Secretary of State*, 17 avril 1990, p. 17.

36. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, « Médias, mensonges et démocratie, Manière de voir », n° 14, p. 43.

37. UNESCO, *Rapport sur la communication dans le monde*, 1990, p. 227.

toute existence, fût-elle potentielle, ce qu'il est encore convenu d'appeler les Etats-nations³⁸.

Les règles du jeu de la libre concurrence marquée par un libéralisme sauvage (à l'origine de toute concentration) ne cadrent évidemment pas avec le concept du NOMIC qui préférerait que les entreprises de presse soient contrôlées par les gouvernements plutôt que par d'insaisissables multinationales de l'information.

Mais les hérauts du NOMIC (qui avaient le tort d'être majoritairement des gouvernements monocratiques appuyés par l'ex-URSS) ont été défaits. *Le Monde diplomatique* de février 1992 nous rappelle encore que :

Avec la condescendante arrogance de ceux qui peuvent parce qu'ils savent et qui savent parce qu'ils ont, les vainqueurs se contentent de montrer l'actuel état des lieux : les non-alignés ont choisi l'alignement, le monde communiste s'est volatilisé.

Un nouvel ordre de l'information et de la communication s'est tout naturellement forgé, hors de tout dogmatisme, de toute idéologie, de toute contrainte étatique ou supranationale dans le désormais laboratoire de la liberté.

Plus rien ne s'oppose au libre achat de la presse polonaise par Hersant [...] au libre accès de la télévision chinoise à la publicité japonaise, au libre arrosage universel des radios et des télévisions par les satellites, à la libre concentration des données par une poignée de groupes. Un aussi prodigieux accomplissement des rêves de liberté ne saurait être l'objet d'interrogations³⁹.

Dans ce nouvel ordre médiatique qui se dessine loin de tout débat politique, les PVD auront de moins en moins les moyens de leur communication avec le résultat que la circulation libre et équilibrée que tous veulent, à l'Ouest, à l'Est comme au Sud, se trouve plus bloquée que jamais.

3.6. CONCENTRATION, CONCENTRATION

La concentration publique ou privée que le NOMIC proposait d'éliminer est potentiellement un frein à la démocratisation de la communication réclamée tant dans les pays industrialisés que dans les PVD.

38. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, op. cit., p. 42.

39. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, février 1992, p. 18.

Les « industries de communication » - qui sont aussi des « industries culturelles » - fusionnent en de vastes conglomérats « multimédias ».

Ainsi, des groupes de journaux sont également propriétaires de stations de radio et de télévision et toute l'industrie de la communication – presse, radio, télévision, cinéma, spectacle populaire, informatique – devient « les éléments d'une gigantesque machine » qui « peut intégrer d'autres secteurs industriels ou s'intégrer à eux⁴⁰ ».

Cette concentration à l'échelle du village planétaire qui peut menacer le pluralisme des opinions et des idées ne suscite cependant aucun grand débat international.

[...] la problématique de la concentration apparaissait crédible dans un contexte où l'État pouvait prétendre à un contrôle de son territoire et des activités qui s'y déroulent. Concentration rimait avec réglementation. Mais, aujourd'hui, le libre-échange, la trans-nationalisation de la propriété des médias et la globalisation des communications font apparaître ce thème comme un vestige du protectionnisme national et étatique. La lutte contre la concentration perd son mordant politique parce qu'elle semble invoquer le passé plutôt que l'avenir⁴¹.

Alors que certains estiment que nous sommes en pleine guerre mondiale de la communication, le débat entre le Nord et le Sud (lorsqu'il a encore lieu) se fait le plus civilement possible sans tenir compte de cette concentration excessive constamment dénoncée lorsque le NOMIC tenait le haut du pavé à l'Unesco.

Actuellement, les PVD ne parlent plus, par exemple, de « conspiration » visant à dominer l'information. C'est cette attitude conciliante qui a permis de dépolier le débat et de trouver des « solutions constructives » (telles que le PIDC et la « nouvelle stratégie ») pour améliorer les systèmes de communication du Tiers-Monde.

Ce fut donc une victoire occidentale (surtout américaine) qui a permis de mettre fin aux métaphores incendiaires des PVD et de clore progressivement le débat sur le NOMIC.

Il ne s'agit pas de sous-estimer ces deux accords : avec le PIDC, le Tiers-Monde bénéficie tout de même d'une assistance accrue et, avec la résolution de 1983 sur le NOMIC, les pays occidentaux ont

40. Cees J. HAMELINK, *The Corporate Village*, Rome-IDOC-Europe, dossier 4, 1977, p. 134, cité dans *Le village planétaire* de Hervé BOURGES et Jules GRITTI, Dakar, Les Nouvelles Éditions africaines, 1986, p. 33.

41. François DEMERS, « Presse écrite : fin de cycle, fin de siècle », *L'Action nationale*, vol. LXXXI, n° 9, p. 1187.

fini par reconnaître l'existence d'une profonde inégalité entre pays riches et pays pauvres dans le domaine des infrastructures d'accès à l'information. Cette prise de conscience a été l'étape la plus difficile à franchir dans la bataille qui opposait le Nord et le Sud. Il ne faut jamais en négliger la portée.

Mais la règle du jeu est désormais « simple »: les pays riches (minoritaires à l'Unesco et dans tout le système onusien) accordent un minimum de ressources aux pays pauvres (nous l'avons vu avec le PIDC) en cherchant à orienter les programmes de communication vers des activités aussi « dépolitisées » et « concrètes » que possible.

Car tout en aidant les PVD, les pays industrialisés savent très bien que c'est chez eux que s'achèteront (par exemple) les équipements permettant aux pays pauvres de mieux communiquer entre eux et avec l'occident. Sans compter la dépendance toujours croissante des pays du Sud vis-à-vis des grands fournisseurs occidentaux de textes, d'images et de données.

De plus, dire que le NOMIC devait être un « processus évolutif et continu », c'était un peu dire « soyez patients » aux pays pauvres qui réclamaient rapidement l'instauration de ce « nouvel ordre ».

La création du PIDC a marqué le début de la fin du NOMIC, et la mise sur pied, neuf ans plus tard, de la « nouvelle stratégie » a enterré le débat sur le NOMIC à l'Unesco, mais pas, semble-t-il, dans les cercles intellectuels.

En novembre 1990, par exemple, se tint à Lima une table ronde sur le NOMIC à laquelle assistaient 13 universitaires latino-américains qui arrivèrent à la conclusion suivante : dans le débat sur le NOMIC, il y avait ceux qui prônaient la liberté (de presse) avant la justice (fin des déséquilibres) et ceux qui croyaient en la justice avant la liberté.

Par ces moyens a disparu la guerre de la rhétorique autour du NOMIC.

4

LA CRISE INSTITUTIONNELLE DE L'UNESCO

Le Dr Hiroshi Nakajima est aujourd'hui à la retraite. Ses dix ans de règne à la tête de l'organisation mondiale de la santé (OMS) se sont achevés en juillet 1998 sur une cascade de critiques : pratiques financières douteuses, déficit d'efficacité de l'OMS, monstre bureaucratique, refus de transparence.

Gro Harlem Brundtland, l'ex-premier ministre de la Norvège qui l'a remplacé, sait très bien que son quinquennat est décisif à la tête de cette organisation genevoise de 4000 personnes. Ce sera la réforme ou la mort.

La crise institutionnelle qui secoue l'OMS ressemble étrangement à celle qui a frappé dans les années 1970-1980 une autre organisation onusienne au sigle mythique : l'Unesco. Peu après son élection en 1974 – avec l'aide des Américains – Amadou Mahtar M'Bow a été, jusqu'à son départ en 1987, au centre de cette crise. Durant ses treize années à la tête de l'organisation, ce fils de pasteur sénégalais scolarisé à neuf ans, agrégé à 27 ans, professeur puis trois fois ministre de l'Éducation et de la Culture de Léopold Sédar Senghor, le chantre de la négritude, ne s'est pas fait que des amis.

Loin de là ! Pour certains, comme Pierre Trottier, ancien ambassadeur du Canada auprès de l'Unesco, M'Bow était un « chef mégalomane » aimant « l'intrigue et la flatterie¹ ». Pour d'autres, comme Dragoljub Najman, ancien sous-directeur général chargé des relations extérieures de l'Unesco, M'Bow avait des « manières despotiques », il incarnait le « règne de l'arbitraire », « rêvait de succéder à Kurt Waldheim à la tête de l'ONU », menait une campagne « grotesque et coûteuse pour le prix Nobel de la paix », alors même qu'il avait transformé l'Unesco « en champ de bataille » et était « responsable du départ des deux membres fondateurs de l'Unesco », États-Unis et Grande-Bretagne².

La litanie contre le premier responsable africain de l'Unesco à qui on prêtait tous les défauts et toutes les ambitions imaginables est plutôt longue. Il a ainsi été également accusé de « terrorisme bureaucratique qui a conduit à une asphyxie intellectuelle totale de l'Unesco » et accusé aussi d'avoir instauré « un climat de confrontation jamais observé dans aucune autre agence des Nations Unies³ ».

C'est un peu comme si aujourd'hui, en plus des travaux des experts de l'OCDE qui se déroulent dans la plus grande opacité,

1. *L'EXPRESS*, 30 janvier 1987, p. 25.

2. *Ibid.*, p. 24.

3. *Ibid.*

l'actuel secrétaire général, le Canadien Donald Johnston, devait soudainement être soupçonné de tous les péchés capitaux.

4.1. UN PARI FOU

Vouloir négocier un NOMIC entre pays riches et pays pauvres par l'entremise de l'Unesco quand sa tête dirigeante est une « bête noire » des Américains était en fait un pari fou. Mais avec ou sans M'Bow, tout indique que le NOMIC aurait de toute façon été enterré par les Occidentaux, par les Américains en particulier.

Longtemps confiants que la libre circulation des idées était assurée par leur suprématie technologique et leur domination culturelle, les États-Unis pouvaient-ils en effet accueillir la demande de nations à peine sorties du joug colonial d'avoir un jour ou l'autre accès à un lucratif marché de la communication et de l'information? Thomas McPhail, professeur à l'université du Missouri, ne le croit pas. Il estime au contraire que, lorsque leurs intérêts économiques sont menacés, les États-Unis entravent les libertés des autres.

Les États-Unis ont cru sans réserve au libre commerce tant et aussi longtemps qu'il venait à l'appui de leur déterminisme économique. Dès que s'est érodée cette base économique, ils sont rapidement devenus les défenseurs des quotas et des restrictions. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la presse libre? Ils croiront en celle-ci tant et aussi longtemps qu'elle soutiendra leur déterminisme économique. Ils désirent protéger leur presse. Ils sont en faveur de la presse libre, mais même cela est négociable. Ils lui donneront son appui pour autant qu'elle soit économiquement viable⁴.

Voilà qui est clair. Le marché américain est certes l'un des plus libres, l'un des moins réglementés au monde. L'État y est le moins présent possible. Il n'est là que pour corriger les imperfections du marché. Le fera-t-il actuellement dans le monde du livre? Comment en effet réagira Washington devant le grignotage des maisons d'édition américaines qui passent une à une aux mains de groupes européens?

4. UNESCO, *Compte rendu d'une table ronde organisée par la Commission canadienne pour l'Unesco les 26 et 27 avril 1982*, p. 33-34.

GRANDES MANŒUVRES

Le Britannique Pearson a racheté en mai 1998 une partie de Simon and Schuster. Un an plus tôt, un autre grand éditeur américain, Random House, tombait dans l'escarcelle de l'Allemand Bertelsmann, désormais premier éditeur mondial. Ces grandes manœuvres vont-elles traduire une européanisation de l'édition du livre aux États-Unis? Les milieux littéraires américains sont en tout cas aux aguets.

On le voit, la mondialisation ne peut uniquement être vue sous l'angle de la libéralisation des flux de capitaux. Elle s'inscrit aussi dans le contexte de la culture. Si ces grands mouvements européens dans le monde de l'édition américaine devaient, par la suite, permettre de vendre davantage de livres en anglais sur le Vieux Continent, les Américains n'y trouveront, bien sûr, rien à redire. Sinon, il y a fort à parier que ces mêmes Américains – qui considèrent les industries culturelles comme des industries de services et de loisirs – se mettent à leur tour à parler d'« exception culturelle ». Comme les Canadiens qui, lors de la signature de l'Aléna, ont obtenu que leur soit accordée une « exception culturelle » incluant la distribution de livres.

« Les litiges se multiplient entre les deux pays (Canada, États-Unis) alors qu'un nombre sans précédent d'écrivains, de chanteurs, de cinéastes et d'autres artistes canadiens ont réussi à s'imposer hors de leur pays [...] », soulignait en 1996 le *Financial Times* de Londres qui, en 1998, lançait une édition américaine pour concurrencer le *Wall Street Journal* aux États-Unis. « Leurs succès à l'étranger tendent à prouver que, pour s'épanouir, les vrais talents n'ont guère besoin de taxes, subventions et autres réglementations. Mais les Canadiens sont nombreux à penser qu'ils n'auraient sans doute pas été découverts ni n'auraient mûri sans l'aile protectrice de l'État. »

Dans l'actuelle course à la mondialisation, les Français réclament eux aussi une « exception culturelle ». Un peu, comme hier, bon nombre de pays du Tiers-Monde.

Pour ces derniers, le problème de l'« exception culturelle » reste entier depuis que le NOMIC n'est plus un abcès de fixation des polémiques Nord-Sud au sein de l'Unesco ou de toute autre organisation des Nations Unies.

4.2. LA MAUVAISE GESTION DE L'UNESCO

Ce qu'a d'abord cherché le Tiers-Monde dans le NOMIC, c'est trouver une réponse au problème de son entrée dans la civilisation de la communication. L'actuel développement des réseaux de télécommunications à haut débit (satellites, câbles optiques, Internet), en gagnant en intensité, accentue les disparités entre pays riches et pays pauvres. Le monde virtuel du cyberspace se limite essentiellement à l'Amérique du Nord, au Japon et à l'Europe. La planète n'est peut-être plus qu'un gros village, mais la moitié de ses six milliards d'habitants n'ont pas encore eu l'occasion de composer un numéro de téléphone.

Ce que les Occidentaux – et en premier lieu les Américains – reprochaient par-dessus tout à M'Bow, c'est d'avoir été responsable de la mauvaise gestion de l'Unesco, d'avoir fait de l'organisation « un boulimique gouffre à finances, tout en lui faisant perdre une grande partie de sa productivité⁵ ».

C'était là, estimaient les pays du Tiers-Monde, une technique de diversion largement orchestrée par les médias américains.

Le budget de l'Unesco aurait ainsi augmenté de 300% sous la direction de M'Bow, selon Gregory Newell qui prépara, en tant que sous-secrétaire d'État pour les organisations internationales, le retrait américain de l'organisation. Ironiquement, cependant, Newell croyait (vraiment ?) que ce budget était voté annuellement alors qu'il était bisannuel⁶.

4.2.1. LE GAO

Toujours est-il que cette « mauvaise gestion » des 375 millions de dollars US versés tous les deux ans par les États membres (le quart de ce budget provenait des États-Unis avant leur retrait, le 1er janvier 1985) devait être examinée à fond par le General Accounting Office (GAO) de Washington, l'équivalent du bureau du Vérificateur général du Canada.

Dans un rapport publié le 30 novembre 1984, le GAO donna raison au département d'État américain qui estimait que le budget de l'Unesco était « hors de contrôle », mais ne trouva, par contre, aucun

5. *LE POINT*, 19 octobre 1987, p. 39.

6. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *Hope and Folly: The United States and Unesco, 1945-1985*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989, p. 234.

fondement aux accusations de corruption au sein de la direction de l'Unesco.

En fait, comme devait le souligner un diplomate scandinave, ce que reprochait l'occident à M'Bow, c'était sa manière de gouverner, difficilement conciliable avec un souci de saine gestion, c'est-à-dire de compression tous azimuts.

Nous n'accusons pas le DG (directeur général) de détournement, nous l'accusons de gabegie financière, de gérer « à l'africaine » une organisation dans laquelle le manque total de transparence des dépenses, le laxisme, l'absence d'évaluation des programmes empêchent de savoir où l'on en est⁷.

Ainsi, par exemple, le népotisme et le favoritisme présumés semblaient de mise sous M'Bow qui a « cru que l'Unesco devenait sa chose », selon un ambassadeur d'Afrique noire, continent qui avait massivement voté pour son élection en 1974 et sa réélection en 1980. « L'erreur fut de le réélire⁸. »

L'ex-directeur général de l'Unesco aura notamment nommé un Haïtien (M^{me} M'Bow est Haïtienne) au poste de directeur du personnel et plusieurs Sénégalais à « des postes ne correspondant pas exactement à leurs capacités⁹ ».

4.2.2. LES « FILIÈRES » DE M'BOW

Un rapport rédigé par un haut fonctionnaire de l'organisation (limogé par M'Bow) relève les noms d'une vingtaine de responsables de rang élevé nommés en vertu de leurs « liens étroits, politiques et familiaux » avec le « DG » ou de leurs relations privilégiées avec tel ou tel membre des délégations auprès de l'Unesco.

Un haut fonctionnaire de l'organisation décrit l'utilisation que M'Bow fait de ses « filières » pour tenter de consolider, dans le Tiers-Monde, une majorité à sa dévotion. Le même fonctionnaire dissèque encore le jeu subtil qui consiste à « encourager les candidatures multiples et de médiocre valeur, tout en assurant tour à tour chacun des candidats de son chaleureux soutien¹⁰ ».

7. *LE POINT*, loc. cit., p. 40.

8. *Ibid.*, p. 39.

9. *Ibid.*

10. *L'EXPRESS*, loc. cit., p. 23.

Leonard Sussman, directeur du *think-tank* new-yorkais Freedom House, fait le résumé suivant :

J'ai rencontré M'Bow à plusieurs reprises et ce que l'on peut le plus lui reprocher, c'est que son principal but était d'entretenir son pouvoir. Il choisissait ainsi des gens non pour leurs capacités mais pour satisfaire les objectifs de M'Bow .

«Amoureux des honneurs» (M'Bow a consacré trois pages de sa biographie officielle à ses 37 titres de docteur *honoris causa* et a ses 27 décorations étrangères)¹² et refusant apparemment toute critique, Amadou Mahtar M'Bow aurait également passé des contrats secrets avec des journalistes pour promouvoir son image et celle de l'Unesco.

Un cas retentissant: celui d'Arthur Gavshon, qui a touché au moins 25 000 \$ pour ses articles de complaisance dans le quotidien londonien *The Guardian*. Des sommes importantes sont attribuées à des personnalités pour chanter les louanges de l'Unesco¹³. À ses détracteurs M'Bow avait répondu ceci en 1984, lors d'une émission du *Point* de Radio-Canada: «Visitez l'Unesco, fouillez les archives, épluchez la documentation, passez au crible la gestion¹⁴.»

Le mécontentement américain à l'égard de M'Bow – qui devait s'intensifier sous la présidence de Ronald Reagan – avait également pour objet le NOMIC qui, rappelons-le, était synonyme pour les Occidentaux de menace à la liberté de presse dans le monde.

À ce sujet, M'Bow devait déclarer à la même émission du *Point*:

On a prétendu que le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication avait pour objet de mettre la presse sous le contrôle des gouvernements, que l'Unesco voulait imposer un code de conduite aux journalistes, que l'Unesco voulait mettre les journalistes sous licence. J'ai déjà dit et répété que dans aucune décision de l'Unesco, dans aucun programme de l'Unesco, dans aucune action de l'Unesco on ne peut trouver un rien qui puisse justifier de telles affirmations. Il y a des légendes qui, répétées souvent, finissent par avoir une certaine crédibilité aux yeux de ceux qui ne sont pas informés¹⁵.

M'Bow avait ici parfaitement raison : l'Unesco n'a jamais adopté de résolution demandant (comme l'avaient réclamé l'Union soviétique

11. Entrevue téléphonique, 9 juin 1992.

12. *LE POINT*, *loc. cit.*, p. 38.

13. *L'EXPRESS*, *loc. cit.*, p. 23.

14. *La PRESSE PLUS*, samedi 30 juin 1984, p. 5.

15. *Ibid.*

et certains pays du Tiers-Monde) un code de déontologie pour les journalistes et l'institution d'un permis international à leur égard.

Selon Sussman, M'Bow était de toute façon « personnellement contre tout permis international et tout code de conduite pour les journalistes. Le problème est que les États-Unis ne le croyaient pas ou ne voulaient pas le croire? »

Ces deux « légendes » – pour reprendre l'expression de M'Bow – ne figuraient pas non plus dans aucune des recommandations du rapport MacBride.

Toujours est-il que, grâce à la mythologie médiatique, elles resteront accolées au NOMIC et à M'Bow qui défendait le nouvel ordre avec passion. Comme le fait actuellement Donald Johnston de l'OCDE avec l'AMI. Cet acronyme fascine aujourd'hui certains, alors que pour d'autres, c'est un repoussoir. De manière générale, la mondialisation fait plutôt peur, un peu comme le NOMIC suscitait la méfiance des pays occidentaux.

Les attaques contre M'Bow furent plus virulentes lorsque les États-Unis lui annoncèrent en décembre 1983 qu'ils quitteraient l'Unesco si des changements en profondeur n'y étaient pas apportés. Mais, comme le rappelle la Canadienne Betty Zimmerman, membre de la commission MacBride, M'Bow croyait que les Américains « bluffaient¹⁷ ».

4.2.3. MACCARTHYSME POLITIQUE ?

Au-delà des accusations de « mauvaise gestion » et de « politisation » (deux des principales raisons évoquées par les États-Unis en 1984 et par la Grande-Bretagne en 1985 pour expliquer leur retrait de l'Unesco), M'Bow a été victime, selon MacBride, du maccarthysme de la politique de Ronald Reagan, sans compter qu'il était un « Africain noir et un Africain francophone qui ne suscitait pas la sympathie de l'establishment américain¹⁸ ».

M'Bow (connu pour son franc-parler) s'était d'ailleurs plaint, lors d'un entretien avec la dernière ambassadrice américaine auprès de l'Unesco, Jean Girard, d'être attaqué personnellement parce qu'il

16. Entrevue téléphonique, 9 juin 1992.

17. Entrevue à Ottawa, 15 février 1992.

18. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *op. cit.*, p. XII.

était Noir et que les Américains le traitaient comme on traite les Noirs aux États-Unis.

« Les États-Unis ont avec moi un problème psychologique », a-t-il ajouté. Je lui ai répondu que je m'adressais à lui comme je me serais adressée à n'importe quel haut fonctionnaire international. Après ces accusations de racisme portées par M. M'Bow contre les États-Unis, nous nous sommes séparés assez abruptement. Nous avons dit à M. Yemi Lijadu (directeur adjoint du cabinet de M. M'Bow) que nous allions reconsidérer notre participation à l'Unesco, mais qu'à vrai dire nous commençons à douter d'une coopération possible avec M. M'Bow.

Par la suite, le DG a tout fait pour nous encourager à partir. En prétendant qu'on ne pouvait rien changer aux programmes, et que lui seul avait autorité pour prendre des décisions en matière de budget ou de gestion de personnel. Il ne voulait pas de réformes¹⁹.

Les dés étaient cependant jetés, et même avec toutes les réformes, tout indique que ce ne fut pas la personnalité d'Amadou Mahtar M'Bow qui était au cœur de la polémique américaine avec l'Unesco.

La campagne contre lui a profondément dénaturé ce pourquoi M'Bow se battait : il ne fut pas coupable de ce dont il fut accusé; il fut simplement un symbole, une excuse. Ce que les États-Unis voulaient, c'est une Unesco qui suive ses ordres, comme ce fut le cas dans les années 1940, 1950 et 1960²⁰.

Lorsque M'Bow fut choisi pour remplacer René Maheu, il fut étiqueté « modéré » par les Américains. De toutes les accusations qu'il reçut par la suite, aucune ne lui aurait peut-être fait autant plaisir que celle-ci : il s'était fait le porte-parole d'un Tiers-Monde qui osa défier le statu quo international.

Le gouvernement américain, guidé par une « presse fondamentaliste, blanche et ethnocentrique²¹ », avait donc choisi son « scélérat²² » pour clouer au pilori une organisation qu'il aida à mettre sur pied le 4 novembre 1946 afin de contribuer au maintien de la paix en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre toutes les nations.

19. *L'EXPRESS*, *loc. cit.*, p. 23.

20. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *op. cit.*, p. XXI.

21. Entretien à Ottawa avec Betty Zimmerman, 15 février 1992.

22. Entretien téléphonique avec Leonard Sussman, 9 juin 1992.

Mais à lui seul M'Bow ne pouvait fournir le prétexte en or à la minorité ultraconservatrice dirigée par l'organisation Heritage Foundation qui, à Washington, rêvait de claquer la porte à l'Unesco à défaut de pouvoir mener le bal au sein de l'organisation.

Pour la Heritage tout est très « simple » : un monde sans les Nations Unies ne peut être qu'un monde meilleur et l'offensive contre l'Unesco n'a été qu'un prélude à une campagne contre toute la « famille onusienne ».

Avec son budget annuel de plus de 10 millions de dollars, l'organisation créée en 1973 grâce à un don du brasseur Coors (un ami de Ronald Reagan) mena une virulente campagne contre l'Unesco et son chef qu'elle rendait responsable du « triste état » de la filiale culturelle de l'ONU.

Mais il fallait des raisons autres que la personnalité de M'Bow pour que les États-Unis se retirent de l'organisation la plus petite, la plus faible des Nations Unies. Ces raisons arrivèrent très vite sous forme de « scandales » à caractère politique et financier.

4.3. LES SCANDALES DE L'UNESCO

4.3.1. ISRAËL AU CENTRE DES DÉBATS

Le racisme, l'apartheid et l'anticolonialisme ont toujours été au centre des préoccupations de l'Unesco et il fallait prévoir, avec l'arrivée massive de nouveaux pays sur la carte mondiale et le poids économique grandissant des pays arabes riches en « or noir », qu'un jour où l'autre Israël serait au centre des débats unesciens.

Un an après la guerre du Kippour de 1973, en plein débat sur le Nouvel Ordre économique international pour une plus juste répartition des richesses planétaires, l'Unesco décida d'exclure Israël de la « région européenne » à laquelle l'État hébreu appartenait depuis son adhésion à l'Unesco.

Cette exclusion eut pour effet de lui enlever un « domicile administratif » où chaque État membre est situé pour, notamment, recevoir des fonds destinés à l'éducation, à la science et à la culture.

Sur les cartes de l'Unesco, Israël ne fait pas partie du Proche-Orient et cet « accident géographique » n'est pas dû au hasard, mais bien à la politique occidentale visant à ne pas trop froisser la susceptibilité du monde arabe.

Le rejet en 1974 d'Israël par la Conférence générale de l'Unesco était basé sur le double refus du gouvernement israélien d'interdire des fouilles archéologiques dans les vieux quartiers de Jérusalem et de mettre sur pied des programmes culturels et éducatifs destinés aux Palestiniens des territoires occupés. C'est en invoquant la convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé que la Conférence générale décida de condamner et d'exclure Israël pour ses fouilles à Jérusalem.

Cette décision déclencha néanmoins un tollé aux États-Unis, où l'on reprocha à l'organisation de la place Fontenoy son « excessive politisation ».

N'était-ce pas, pourtant, pour des raisons politiques qu'Israël s'était opposé dans les années 1950 à l'entrée à l'Unesco de l'Allemagne de l'Ouest? Et les États-Unis n'avaient-ils pas réussi jusqu'en 1971 à maintenir en dehors de l'organisation la République populaire de Chine? Et lorsque l'Afrique du Sud décida de se retirer de l'Unesco en 1956 parce qu'elle ne pouvait plus supporter les résolutions qui, à partir de 1954, condamnaient l'apartheid, n'était-ce pas encore là de la « politisation »? Et que dire de l'exclusion du Portugal en 1965 pour sa « politique coloniale inhumaine en Afrique »?

Tout indique donc qu'Israël aurait également été bouté hors de l'Unesco si les États-Unis ne s'y étaient farouchement opposés, menaçant de suspendre leur contribution financière si une telle mesure était prise.

4.3.2. SIONISME ET RACISME

La « crise israélienne » fut suivie presque immédiatement d'une autre. La Conférence générale adopta en effet en décembre 1975 une résolution assimilant le sionisme au racisme, comme l'avait d'ailleurs fait la même année l'ONU avec sa résolution 3379 présentée par le représentant yougoslave Bogdan Osolnik qui, en 1977, devait être choisi par M^rBow pour siéger à la commission MacBride.

En 1976, la Conférence générale décida de mettre fin à l'exclusion d'Israël de la « région européenne », permettant ainsi au Congrès de dégeler les contributions budgétaires américaines à l'Unesco.

Les fonds avaient heureusement été débloqués à temps pour permettre aux États-Unis de ne pas perdre leur droit de vote à la XIX^e Conférence générale qui se tint à Nairobi en 1976. C'est à cette conférence que l'URSS chercha à faire passer son projet de résolution demandant que les médias puissent être « utilisés » par les gouvernements à

certaines fins. C'est également dans la capitale kenyane que les pays du Tiers-Monde voulurent faire sanctionner en termes juridiques leur conception des communications de masse. La conférence de Nairobi, on le voit, était donc cruciale pour faire valoir la position des États-Unis sur les communications de masse.

L'« affaire israélienne » laissa des séquelles dans les milieux universitaire, médiatique et politique américain et l'image de marque qu'avait jusque-là l'Unesco fut grandement ternie. Mais, plus grave encore, cette affaire devenue vite un « scandale politique » servit de tremplin aux futures attaques de Washington, contre la « politisation » de l'Unesco. Cette « politisation » - qui ne faisait plus l'affaire de Washington de plus en plus isolé au sein des organisations onusiennes - fut (avec la « mauvaise gestion ») une raison majeure invoquée pour sortir de l'Unesco.

4.4. POLITISATION TOUS AZIMUTS

En 1977, les États-Unis avaient également parlé de « politisation » pour se retirer de l'organisation internationale du travail (OIT), qu'ils réintégrèrent cependant trois ans plus tard.

L'ancien ambassadeur canadien auprès de l'Unesco, Ian Christie Clark (qui a conseillé à Ottawa de ne pas claquer la porte à l'Unesco, comme le gouvernement fédéral l'avait un moment envisagé) estime, quant à lui, que toutes les organisations internationales, à des degrés divers, sont politisées.

Cela peut être sain ou malsain, mais c'est une question de degré, pas une question de différence absolue. C'est vrai que les Américains se sentent visés par tous les pays en voie de développement, et ils sentent depuis longtemps qu'ils sont toujours critiqués même s'ils paient un quart de budget, mais quand vous êtes le pays le plus grand et le plus puissant du monde, vous avez une certaine responsabilité et vous ne pouvez pas réagir comme un petit enfant gâté quand les autres ne veulent pas toujours jouer le jeu de la façon que vous préférez²³.

Mais là est cependant un grief important des États-Unis: « Le préjugé anti-occidental se résume trop souvent à une hostilité déclarée aux valeurs et idéaux essentiels du monde libre », selon l'ambassadrice Girard²⁴.

23. *LA PRESSE PLUS*, loc. cit., p. 4.

24. *LE POINT*, loc. cit., p. 40.

Sous le même prétexte « d'extrême politisation », les pays occidentaux partageant les thèses américano-britanniques souhaitaient ouvertement que l'Unesco ne parle plus du NOMIC et du droit des États à intervenir pour gommer les déséquilibres en matière d'information et de communication.

Pour les pays occidentaux, dans leur ensemble, c'était un véritable « scandale » de voir l'Unesco se changer en forum privilégié de discussions visant à donner préséance au rôle de l'État sur celui de l'entreprise privée pour la propriété et le contrôle des moyens de communication dans le monde.

Dans leur optique, l'Unesco devait retourner à sa mission originale, à savoir les activités relatives à l'éducation, à la science et à la culture, exclusivement.

Pour éviter toute tendance persistante à la politisation, l'Unesco ne devait donc plus jamais parler de désarmement, de paix, de droits de l'homme ou des peuples - dimensions qui n'étaient pas incluses dans la charte constitutive de l'organisation, qui devait s'en dessaisir au bénéfice des organismes internationaux de coopération ou de concertation s'occupant spécifiquement de ces questions.

4.5. UN BUDGET FOU, FOU, FOU

Parallèlement à la « politisation » de l'Unesco, les États-Unis ont longtemps accusé l'organisation de ne pas contrôler efficacement son budget qui gonflait d'année en année (il était passé de 130,5 millions de dollars en 1973-1974 à 374,4 millions de dollars en 1984-1985), alors qu'ils ne cessaient de réclamer (surtout sous la présidence de Reagan) une « croissance zéro ». La meilleure façon d'y parvenir, selon eux, consistait à réduire substantiellement le personnel en « surnombre » (plus de 3000 employés) au siège de Paris qui grignotait près de 60% du budget de l'Unesco.

Il fallait également réduire le nombre de réunions, de conférences et d'études sur les grands problèmes mondiaux qui devaient être laissés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU.

Il fallait enfin que les sommes versées à l'Unesco par les États membres ou les autres organisations des Nations Unies servent davantage à financer les projets sur place.

Les pays occidentaux reprochaient aussi le fait que 80% du budget de l'Unesco était dépensé à Paris plutôt que sur le terrain.

De son côté, le département d'État américain estimait que l'Unesco souffrait de « graves problèmes de gestion à tous les niveaux et dans presque tous les aspects de ses opérations, y compris le refus de déléguer de réels pouvoirs, spécialement au sommet; le manque de critères rigoureux pour la conception et l'évaluation de programmes et une coordination inefficace entre les différents secteurs²⁵ ».

DÉGRAISSER LA « MACHINE BUREAUCRATIQUE »

Le 29 novembre 1984, le Congrès – par l'entremise de deux comités parlementaires – demanda au General Accounting Office d'examiner la gestion financière de l'Unesco, comme le GAO l'avait fait en 1979. L'organisme fédéral trouva notamment que l'Unesco réalisait bien souvent deux fois les mêmes programmes et déplora le manque de contrôle adéquat de ces programmes.

Le GAO écarta néanmoins toutes les accusations de corruption qui pesaient sur la direction de l'Unesco et félicita même celle-ci d'entreprendre les réformes nécessaires pour « dégraisser la machine bureaucratique ».

Lorsque le GAO publia son rapport, la plupart des médias occidentaux mirent l'accent sur les points négatifs du rapport en « oubliant » de dire par exemple que le taux d'embauche à l'Unesco était resté inchangé de 1970 à 1984 et que dans son ensemble l'Unesco était mieux administrée que les autres organismes des Nations Unies.

Ces médias en fait avaient un sérieux conflit d'intérêts chaque fois qu'ils braquaient leurs phares sur l'Unesco: n'avaient-ils pas en effet mené campagne contre le NOMIC? Rien dans le rapport du GAO ne devait indiquer que la « mauvaise gestion » de l'Unesco était plus importante que dans tout autre organisme des Nations Unies. En fait, les accusations de « mauvaise gestion » ressemblaient à celles adressées à l'ONU: coût de fonctionnement trop élevé, montant exagéré des traitements de ses fonctionnaires. Là aussi, on parlait de « croissance zéro » sur le plan budgétaire.

Les réformes administratives réclamées par les États-Unis allaient bon train à l'Unesco lorsque ce pays annonça sa décision de se retirer. Il est vrai, cependant, que l'Unesco a souvent créé des groupes d'experts chargés d'améliorer son fonctionnement adminis-

25. Rapport du General Accounting Office, Washington, 20 novembre 1984, p. 45.

tratif et financier, groupes dont les propositions ont généralement été suivies de peu d'effets.

Mais derrière les accusations de mauvaise gestion ne se cachait-il pas des raisons politiques pour justifier le départ d'une organisation accusée d'antisémitisme en plus d'être un nid d'espions pour les Soviétiques (douze de leurs représentants furent expulsés de Paris en mars 1983) qui noyautaient l'Unesco en utilisant les récriminations du Tiers-Monde en matière d'information et de communication pour les diriger contre l'occident?

4.6. LE NOMIC AU CŒUR DU CONFLIT NORD-SUD

Ambigu et mal défini, le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication a surtout servi de cri de ralliement politique aux pays du Tiers-Monde qui étaient loin de former un bloc monolithique face aux pays occidentaux. Leonard Sussman a vu dans la bataille Nord-Sud à propos de l'information quatre groupes principaux²⁶ :

- *Les pays marxistes du Tiers-Monde.* Ce sont ces pays (alignés sur l'ex-bloc soviétique) qui ont le plus fait entendre leurs voix dans le débat sur le NOMIC. Formant seulement 13% des États siégeant à l'Unesco, ils exerçaient néanmoins une grande influence sur les autres pays du Tiers-Monde.
- *Les pays du Tiers-Monde ni marxistes, ni libres.* Leur principal objectif était d'avoir à l'œil leurs citoyens. Selon Sussman, quelque 50 de ces pays considéraient leurs médias comme des outils gouvernementaux.
- *Les pays du Tiers-Monde libres et partiellement libres.* Sussman estime qu'une soixantaine de ces États avaient des médias plus ou moins libres. Considérés comme modérés, ces États finissaient bien souvent par se rallier aux autres pays du Tiers-Monde lors des débats de l'Unesco sur le NOMIC.
- *Les pays ayant une presse libre.* Dirigés par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest, ces pays ont essuyé le feu des trois premiers groupes (surtout des deux premiers). Sussman croit qu'en 1981 seulement 23% des États

26. John C. MERRIL, «Global Journalism»: A Survey of the World Mass Media, New York, Longman, 1983, p. 374.

de la planète avaient des médias que l'on pouvait considérer comme libres.

Les pays du Tiers-Monde ne sont pas seulement une mosaïque politique, plus ou moins unis par le NOMIC, mais ils appartiennent aussi à des clubs économiques différents : il y a les pays plus ou moins avancés dans l'industrialisation (principalement asiatiques), les pays fortement endettés (l'Amérique latine surtout), les pays riches en pétrole (notamment le Moyen-Orient) et les pays ne décollant pas du tout économiquement (l'Afrique au sud du Sahara).

L'infrastructure médiatique suit le cheminement économique de ces pays : en plein essor dans les pays asiatiques frappés par le « boom économique » et dans les pays riches en « or noir », en pleine crise dans les pays endettés et en plein sous-développement dans l'ensemble du continent noir.

4.6.1. L'URSS ET LE NOMIC

Devant ce Sud divisé politiquement, idéologiquement et économiquement, les États-Unis craignaient que l'Union soviétique se saisisse du NOMIC pour faire avancer ses positions dans le Tiers-Monde.

Ils oubliaient néanmoins – ou feignaient de le faire – que la majorité des PVD n'étaient pas dupes. Dans le dialogue Nord-Sud, par exemple, l'URSS n'était-elle pas solidaire des pays pauvres tout en faisant le gros dos lorsqu'elle était invitée par ces derniers à accroître son aide au développement ?

Si Moscou et ses alliés socialistes réussissaient à exploiter l'offensive tiers-mondiste contre l'occident, les pays pauvres avaient en effet compris qu'économiquement ils ne faisaient aucun effort sérieux à leur égard.

Pour répondre aux critiques tiers-mondistes, 63 représentants des médias de 21 pays occidentaux se réunirent du 15 au 17 mai 1981 à Talloires, dans le sud de la France.

Étaient surtout présents les directeurs d'Associated Press, de United Press International, de Reuter et de l'Agence France-Presse – cette « bande de quatre » si souvent critiquée par les PVD.

Pour les délégués (invités par l'organisation conservatrice américaine World Press Freedom Committee qui, depuis sa création en 1976, surveille les menaces qui pèsent sur la liberté de presse dans le monde), il ne faisait aucun doute que le NOMIC représentait un « pas

vers le contrôle par les Big Brothers des vies humaines comme cela a été dépeint dans le terrible roman de George Orwell²⁷ ».

L'administration Reagan était tout à fait d'accord avec cette assertion et devait dénoncer, par la voix d'Elliot Abrams, son sous-secrétaire d'État chargé des organisations internationales, « l'assaut des valeurs propres à la presse libre que l'Unesco a le mandat de défendre²⁸ ».

Le *New York Times*, comme l'ensemble des grands journaux américains, devait applaudir la « déclaration de Talloires » et rappeler que c'était « la première fois que les quotidiens occidentaux et autres journaux et radios libres prenaient une position unie contre la campagne du bloc soviétique et des pays du Tiers-Monde pour donner à l'Unesco le mandat de réglementer le flux des nouvelles et de l'information²⁹ ».

Tass qualifia la déclaration de « fraude » et accusa les médias occidentaux de mener une « guerre psychologique contre les États souverains sous le couvert d'un appui à la libre circulation de l'information³⁰ ».

Les pays du Tiers-Monde et les officiels de l'Unesco étaient moins préoccupés par la déclaration elle-même que par les attaques contre l'Unesco qui ont marqué la conférence de Talloires et à laquelle avait été invité M'Bow.

4.6.2. LA « DÉCLARATION DE TALLOIRES »

Mais que disait au juste la « déclaration de Talloires » ? Elle se prononçait contre toute tentative de mettre les journalistes sous licence, contre tout code de conduite imposé aux journalistes, contre toute réglementation de la circulation de l'information libre et non censurée. Le plus étrange est que rien dans la déclaration n'allait à l'encontre des recommandations contenues dans le rapport MacBride qui, lui aussi, s'était prononcé contre le permis, le « code de conduite » et la « réglementation de la circulation de l'information ».

27. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *op. cit.*, p. 156.

28. J. Herbert ALTSCHULL, *Agents of Power, the role of the Newsmedia in Human Affairs*, New York, Longman, 1984, p. 245.

29. *Ibid.*, p. 243.

30. *Ibid.*, p. 244.

Il y avait cependant une différence qui était loin d'être négligeable. Contrairement au rapport MacBride, la « déclaration de Talloires » estimait que la publicité était un jalon important de l'indépendance financière des médias.

Aux États-Unis, par exemple, les revenus publicitaires des journaux se chiffraient à 17,5 milliards de dollars en 1981 – une augmentation de 1 508% depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale comparativement à 1403% pour le produit national brut (PNB).

Pour les nations industrialisées, donc, la publicité permet bien souvent aux médias d'être indépendants et libres de tout contrôle gouvernemental. Mais pour le monde en développement, la publicité est rarement une manne financière et est, par conséquent, perçue comme une menace à la libre circulation de l'information.

Toujours est-il que la « déclaration de Talloires » était une réponse claire et nette à une conférence qui avait eu lieu trois mois plus tôt au siège social de l'Unesco à Paris. Une fois de plus, il avait été proposé de tracer des limites aux codes de conduite des journalistes. Une fois de plus, une telle proposition n'émanait pas de l'Unesco. Une fois de plus, Amadou Mahtar M'Bow dut rappeler ceci :

L'Unesco n'a pas de politique de communication à proposer à ses Etats membres. Elle expose les problèmes, soulève des questions, suscite l'échange d'expériences et la réflexion sur la situation actuelle et les tendances et sur les mécanismes et les modalités permettant de formuler des politiques³¹.

Blâmer l'Unesco pour certaines propositions de certains de ses membres, c'est un peu critiquer Hyde Park pour les discours qui y sont prononcés par certains orateurs hissés sur leurs boîtes de savons³².

Mais, rétorqua la journaliste du *Sunday Times* de Londres, Rosemary Righter : « Les réunions d'experts de l'Unesco sont une formule commode ; elles rendent possibles des discussions informelles sur des sujets complexes et leurs recommandations peuvent être (et ont été) désavouées par l'Unesco si c'est politiquement opportun³³. »

31. Oliver BOYD-BARRET et Michael PALMER, *Le trafic des nouvelles, les agences mondiales d'information*, Paris, Alain Moreau, 1981, p. 475.

32. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *op. cit.*, p. 12.

33. Rosemary RIGHTER, *Whose News ? Politics, the Press and the Third World*, Londres, Burnett Books, 1978, p. 142.

Dans toutes les réunions sur la communication et l'information, l'Unesco a toujours pris soin d'inviter en même temps des représentants d'organisations de journalistes de l'Ouest et de l'Est.

C'est ainsi que deux de ces organisations (constamment invitées par l'Unesco) vont se faire les porte-parole de deux conceptions totalement différentes de l'information : la Fédération internationale des journalistes (FIJ), dont le siège social est à Bruxelles, et l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), située à Prague. L'idéologie (capitaliste) du FIJ en matière d'information est évidemment aux antipodes de celle (communiste) de l'OIJ. Si la première organisation fera campagne contre le NOMIC, la seconde fera campagne pour le mouvel ordre».

Comme le note Armand Mattelart, c'est à travers ces deux idéologies de la guerre froide que la bataille du NOMIC a eu lieu :

Enfermée dans la logique de la guerre froide et de la lutte manichéenne entre liberté et totalitarisme, surdéterminée par le clivage Est-Ouest au détriment de la dimension Nord-Sud, la polarisation sera une constante des affrontements idéologiques qui se succéderont au cours de la décennie 1970 et au début des années 1980 au sein de l'Unesco, et qui porteront sur le rééquilibrage des flux par trop disproportionnés dans le sens Nord-Sud³⁴.

Avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche et avec la déclaration de Talloires, la déchirure Nord-Sud sur l'information (toujours alimentée par le clivage Est-Ouest) va aller en s'accroissant. À cet égard, l'année 1981 sera cruciale, nous semble-t-il, dans la vie du NOMIC.

4.7. INTENSIFICATION DES ATTAQUES

Tout de suite après Talloires, les attaques occidentales contre l'Unesco s'intensifiaient. À Madrid, lors d'une conférence de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) [association de propriétaires de journaux de 25 pays dirigée par les États-Unis], une résolution fut adoptée appuyant la « déclaration de Talloires » et demandant à l'Unesco d'« abandonner ses efforts de réglementer le contenu des nouvelles et de formuler des règlements à la presse³⁵ ».

34. Jean-Marie CHARON, *L'État des médias*, Boréal – La Découverte – Médias/Pouvoirs – CFPJ, 1991, p. 24.

35. Rosemary RIGHTER, *op. cit.*, p. 244.

La « presse existe pour l'individu », devait-on déclarer dans la capitale espagnole en invitant le monde en développement à trouver des « solutions pratiques » à ses problèmes de communication, basées sur l'assistance directe et la formation des journalistes :

La définition ultime d'une presse ne repose pas dans les actions de gouvernements ou d'organisations internationales mais dans le professionnalisme, la vigueur et le courage de journalistes, acceptant librement leurs devoirs et servant la communauté et donc l'individu par des comptes rendus libres et ouverts³⁶.

Toujours en 1981, le sénateur républicain de l'Indiana, Dan Quayle, nommé vice-président en 1988, déposa un projet de loi qui demandait au Sénat et au Congrès de s'opposer aux efforts de l'Unesco visant à « réguler le contenu des nouvelles » et aux tentatives de certains membres de l'organisation³⁷.

Un an plus tard, en août 1982, Sénat et Congrès adoptèrent le projet de loi qui fut rapidement signé par Ronald Reagan. Selon les parlementaires américains, rien ne pouvait être plus dangereux pour le monde communiste et le monde dit en voie de développement qu'une presse libre.

Il n'était alors pas surprenant, comme devait le souligner l'un d'entre eux, que « les marionnettes soviétiques et les différents dictateurs à travers le monde cherchent à exterminer ce qui reste comme presse libre dans leurs pays³⁸ ».

4.8. DRAPEAU ROUGE

À partir de 1982, les États-Unis vont régulièrement brandir un drapeau rouge à l'Unesco, menaçant l'organisation de lui couper les vivres si la circulation de l'information était circonscrite par de quelconques résolutions. Dans leur bataille idéologique avec l'Est et le Sud, les Américains craignaient en fait surtout pour leurs intérêts économiques. Le débat entre le Nord et le Sud avait commencé sur l'information pour déboucher très rapidement sur la communication. Le premier débat avait une portée politique, le second était de nature purement économique.

36. *Ibid.*, p. 245.

37. *Ibid.*, p. 246.

38. *Ibid.*

Tout au long des débats sur le NOMIC, les États-Unis ont rappelé à leurs adversaires idéologiques qu'ils étaient partisans farouches de la liberté de presse et Ronald Reagan (soutenu par Margaret Thatcher) n'a pas ménagé ses efforts pour favoriser un libéralisme économique que d'aucuns ont qualifié de «sauvage».

Histoire de « gros sous », « guerre d'idées », le « nouvel ordre » a été pris en tenaille par ceux qui prônaient la liberté de la presse et ceux qui optaient pour la « responsabilité vis-à-vis de l'État ».

Cette « responsabilité » était néanmoins bien souvent synonyme de presse censurée, ce qui hypothéquait auprès des Occidentaux toute demande d'aide des PVD d'avoir leurs propres réseaux d'information.

Pour Armand Mattelart, la nécessité d'avoir le « nouvel ordre » est une revendication qui « soulevait un vrai problème d'ampleur », mais qui en même temps permettait aux PVD de se « dédouaner à bon compte de leur responsabilité dans l'absence de transparence et de liberté de la presse dans le Tiers-Monde³⁹ ».

Si l'Unesco avait survécu à la guerre froide des années 1950 et à la rhétorique politique des pays nouvellement indépendants dans les années 1960 et 1970, elle allait difficilement affronter l'anticommunisme primaire de l'administration Reagan, de certains médias et de certaines associations anglo-saxonnes (Heritage Foundation, World Press Freedom Committee).

Parallèlement, bon nombre de PVD ont cherché, quant à eux, à profiter de l'Unesco pour favoriser surtout leurs organes de communication qui, pour les Occidentaux, étaient tout simplement des organes de propagande.

Mais au-delà du rééquilibrage de l'information, c'est le rôle même des médias (occidentaux) qu'ils ont cherché à redéfinir en allant jusqu'à rejeter les modèles économiques, politiques et culturels que leur proposaient les pays occidentaux pour leur développement.

4.9. LES NON-ALIGNÉS

Ces PVD, membres pour la plupart du Mouvement des non-alignés (une centaine de pays), se retrouvaient toujours au cœur des débats sur le NOMIC et le Nouvel Ordre économique international qui cherchait à

39. Jean-Marie CHARON, *op. cit.*, p. 24.

faire passer de 7 % à 25 % la part de la production industrielle mondiale des pays pauvres d'ici à la fin du XX^e siècle.

Même si « radicaux » et « modérés » du Tiers-Monde ne s'entendaient pas sur la voie à suivre pour se sortir de leur sous-développement, ils étaient d'accord sur au moins un point : ils étaient dominés et exploités par les pays industrialisés. Les « radicaux » croyaient que ces derniers leur étaient hostiles idéologiquement et économiquement. Les « modérés » pensaient que les pays riches, consciemment ou non, appuyaient un système qui maintenait les injustices économiques et sociales. Il n'était donc pas étonnant de voir « radicaux » et « modérés » réclamer un « nouvel ordre » qui mettrait fin, espéraient-ils, à la domination culturelle de leurs sociétés.

Les expressions qui revenaient le plus souvent dans les acrimonieux débats sur le NOMIC furent « impérialisme culturel », et elles n'ont pas toujours été clairement définies.

4.10. LE RETRAIT AMÉRICAIN

Quelques jours après la déclaration de Talloires, George Bush (alors vice-président des États-Unis) fut invité à un banquet aux Nations Unies où il attaqua l'Unesco et ses efforts pour établir une « censure internationale ».

Selon lui, l'organisation onusienne devait cesser d'être un « podium d'où les nations extrémistes pouvaient faire de la propagande⁴⁰ ».

Toujours en 1981 à New York, à quelques pas du palais de verre de l'ONU, B.C. Burgess, directeur des télécommunications de la Bank of America, déclarait laconiquement : « C'est simple. Si nous ne pouvons pas faire circuler l'information, nous cessons nos activités⁴¹. »

Cette déclaration montre à quel point les États-Unis se méfiaient du NOMIC qui, pour eux, risquait de menacer leur « *free flow of information* ».

Si les administrations Nixon, Ford et Carter avaient reconnu le bien-fondé de certaines demandes du Tiers-Monde, elles craignaient que ces demandes en faveur d'une décentralisation de l'information

40. L'ÉTAT DU MONDE, La Découverte – Maspéro – Boréal, 1983.

41. J. Herbert ALTSCHULL, op. cit., p. 269.

finissent par déboucher sur un contrôle gouvernemental des médias – véritable anathème dans le monde anglo-saxon et surtout aux États-Unis.

Pour l'administration Reagan, il allait de soi que le NOMIC équivalait à une nationalisation pure et simple de l'information.

Bien que moins de 10% des 375 millions de dollars que recevait en moyenne l'Unesco de ses membres, tous les deux ans, fussent consacrés à la communication et à l'information, ces deux secteurs de l'activité humaine ont rarement cessé de dominer les débats de l'organisation.

À partir du milieu des années 1960, l'Unesco était sans conteste devenue le forum mondial de discussion sur les médias et les technologies de communication. Car un grand changement avait eu lieu: les États-Unis, avec ou sans leurs alliés européens, ne contrôlaient plus la nature des discussions dans l'immeuble de verre et de béton de la place Fontenoy à Paris.

4.10.1. LES RÈGLES DU JEU

L'Unesco (qui n'a pas de « conseil de sécurité » à l'instar de l'ONU) était (et reste) désormais contrôlée par le Tiers-Monde. Les règles du jeu étaient à présent définies par la majorité qui y siégeait.

Une majorité qui, selon Jean Girard (la dernière ambassadrice des États-Unis à l'Unesco), exercera sa « tyrannie... sur une minorité qui paie la plus grosse partie du budget⁴² ». Les Occidentaux s'étaient quelque peu accoutumés à ce nouvel ordre des choses. Après tout, pour l'Ouest, l'appartenance à l'Unesco n'était-elle pas un moyen de garder le contact avec le Sud, de maintenir un des seuls forums de discussion encore ouverts⁴³ ?

Superpuissance économique, militaire et culturelle, les États-Unis admettaient cependant difficilement que l'Unesco et toutes les organisations des Nations Unies ne s'inspirent plus largement des idéaux américains.

Ils trouvaient que trop d'orateurs se servaient des tribunes onusiennes (qu'ils avaient eux-mêmes aidé à créer) pour dénoncer à

42. *L'EXPRESS*, *loc. cit.*, p. 24.

43. *LA PRESSE PLUS*, *loc. cit.*, p. 4.

tout bout de champ l'«impérialisme américain». Dans une entrevue à *Jeune Afrique* en 1984, Jean Girard déclarait ceci :

Les critiques [...] sont systématiquement dirigées contre les institutions et les valeurs occidentales, contre la libre entreprise, la presse libre, le capitalisme et jamais contre les institutions et les méthodes socialistes [...]. Si l'on veut travailler en coopération, on ne commence pas par se lancer des injures à la tête.

Cette approche conflictuelle que l'on a pu observer jusqu'au milieu des années 1980 dans l'ensemble du système des Nations Unies finira par agacer tous les pays occidentaux, lassés par tous les consensus «spontanés» dus à l'alliance entre le bloc soviétique et le Tiers-Monde «progressiste».

4.10.2 LE POIDS DE LA MAJORITÉ

Nous l'avons vu, l'Unesco avec le NOMIC fut un terrain privilégié du conflit Nord-Sud. L'ONU ne fut pas épargnée, comme nous le rappelle Maurice Bertrand, un ancien fonctionnaire des Nations Unies :

Il est évident que les pays riches sont tous irrités par l'usage que les pays en développement font de l'ONU; par la propagande idéologique, culpabilisatrice, revendicatrice, antilibérale, que le «groupe des 77», majoritaire aux trois quarts (environ 120 pays contre 40), reprend à grand renfort de discours et de résolutions; par les condamnations prononcées en toute occasion contre les pays occidentaux; en général par l'attitude moralisatrice adoptée par des gouvernements le plus souvent dictatoriaux et peu encombrés de scrupules en ce qui concerne leur propre politique⁴⁴.

Avec le poids de leur majorité, les PVD dominaient les débats et fixaient l'agenda de l'ONU, de l'Unesco et de toutes les autres organisations onusiennes : CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), FAO (Programme alimentaire mondial), PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), UNFPA (Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population), etc.

Les années 1970 furent incontestablement l'âge d'or du tiers-mondisme au sein de ces organisations.

44. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, «Manière de voir», février 1989, no 4, p. 84.

Tous les thèmes du développement furent débattus au cours de ces années et les riches pays industrialisés qui n'avaient pas su juguler le rythme effréné de leur consommation énergétique durent accepter de discuter avec les PVD d'un nouvel ordre économique international qui aurait notamment permis d'enfin vendre les matières premières à leur « juste prix ». Cet âge d'or du Tiers-Monde prit fin avec l'arrivée à la Maison-Blanche de Ronald Reagan qui – poussé par la droite américaine – menaçait de faire sortir son pays de la plupart des organisations de l'ONU.

La crise de l'Unesco, c'est celle du choc entre le tiers-mondisme triomphant des années 1970 et le retour du pendule de l'occident néo-conservateur de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. C'est la fin de l'ère de la mauvaise conscience des nations riches envers leurs anciennes colonies. C'est la fin de la patience du Nord envers les « erreurs de jeunesse, les tendances marxisantes et les totalitarismes locaux des jeunes nations⁴⁵ ».

Sans mentionner que les États-Unis et la plupart des pays d'Europe occidentale pouvaient compter dans leur ensemble sur des médias pour dépeindre le Tiers-Monde comme une source d'instabilité et de menace.

Pour l'opinion publique des pays riches, sensibilisée par l'image composite et confuse que lui proposent les médias, le Tiers-Monde, ce sont à la fois le désordre et les abus, l'absence de démocratie, les violations des droits de l'homme, l'accroissement démographique, l'invasion lente des travailleurs migrants et des clandestins, l'intégrisme, les risques créés par les guerres locales ou par les régimes marxistes ou révolutionnaires⁴⁶.

Avec l'arrivée au Kremlin de Mikhaïl Gorbatchev, les PVD ne pourront plus miser sur la guerre froide et jouer sur l'antagonisme des super-grands pour faire avancer leur cause dans les instances internationales.

Et lorsque, par exemple, M'Bow décida de briguer un troisième mandat en 1987, il ne fut pas soutenu par l'Union soviétique qui adopta même une attitude conciliante et pro-occidentale à l'occasion de l'élection du nouveau directeur général Federico Mayor. Gorbatchev entendait bien soutenir l'Unesco ébranlée par le départ des États-Unis

45. *LA PRESSE PLUS*, loc. cit., p. 3.

46. *LE MONDE DIPLOMATIQUE*, « Manière de voir », loc. cit., p. 85.

en contribuant au développement de son rôle, mais sans se faire le chantre des revendications du Sud face à l'Ouest.

Le départ des États-Unis (suivi par ceux de la Grande-Bretagne et de Singapour) s'est amorcé véritablement dès 1983. Ironiquement, cette année avait été désignée par l'ONU «année internationale des communications» !

En octobre de cette année-là, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Jeane Kirkpatrick (une proche de Reagan), rappela au Congrès que l'Unesco avait «succombé à la politisation... créé des obstacles à la liberté de presse... discriminé contre Israël et... est devenue totalement indifférente à un resserrement fiscal⁴⁷».

Un mois plus tard, en novembre, l'Unesco tint à Paris sa XXIIIe Conférence générale et les États membres se mirent d'accord pour que l'instauration d'un NOMIC soit «un processus évolutif et continu». Les États-Unis ne voyaient aucun inconvénient à ce que le NOMIC soit, en quelque sorte, renvoyé aux calendes grecques: ils appuyèrent la résolution.

Cette résolution eut pour effet de désamorcer définitivement la polémique entre le Nord et le Sud au sujet du NOMIC et le débat sur l'information et la communication fut de moins en moins traversé par des idéologies conflictuelles.

4.11. AU RANCART, LE NOMIC

L'administration Reagan concentra alors ses attaques sur la «mauvaise gestion» de l'Unesco après avoir contribué à mettre le NOMIC au rancart. Mais, selon Betty Zimmerman, «aucune autre controverse ne fut plus grande que celle du NOMIC, et le départ des États-Unis avait beaucoup à voir avec le NOMIC⁴⁸».

Henri Pigeat, ancien directeur de l'AFP, est tout à fait d'accord avec l'ex-membre de la commission MacBride: «C'est cette affaire principalement qui a conduit les États-Unis et le Royaume-Uni à quitter l'Unesco, bien plus, évidemment, que des questions de personnes ou de financement⁴⁹.»

47. William Jr. PRESTON, Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *op. cit.*, p. 167.

48. Entrevue à Ottawa, 15 février 1992.

49. Henri PIGEAT, *Le nouveau désordre mondial de l'information*, Paris, Hachette, 1987, p. 225.

Leonard Sussman croit, quant à lui, que le départ des États-Unis « a tué le NOMIC », car « l'Unesco attaquée financièrement » devait alors décider de consacrer ses efforts à « restaurer toute sa crédibilité aux yeux de l'Ouest⁵⁰ ».

Le départ des États-Unis (et de la Grande-Bretagne) doit en tout cas être vu dans le contexte d'un pays dominant le système mondial de l'information et de la communication et préférant s'isoler de la communauté internationale plutôt que de céder une parcelle de ses pouvoirs.

Car l'appel à un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication était surtout un appel à la création de nouveaux canaux de communication libérés de la domination des sociétés multinationales, majoritairement américaines. Dans le débat sur le « nouvel ordre », les Occidentaux ont choisi d'offrir leur aide financière et technologique pour sortir le Tiers-Monde de son sous-développement en matière d'information et de communication.

Mais ils ont toujours ignoré ou omis le fait que des problèmes tels que la pauvreté, la malnutrition et l'analphabétisme étaient fondamentalement d'ordre structurel : un satellite pourra en effet difficilement apporter des solutions à des problèmes qui sont avant tout de nature politique et économique.

C'est dans cette optique qu'il faut voir le rejet par l'occident du NOMIC et de son corollaire, le Nouvel Ordre économique international.

Après le rejet dans les années 1970 du NOEI, les pays du Tiers-Monde auraient peut-être dû comprendre que la rhétorique qui dominait leurs échanges sur le NOMIC avec les pays riches allait les mener à un cul-de-sac. « C'est cette rhétorique qui, avec le départ des États-Unis, tua le NOMIC », croit Sussman⁵¹.

Pour Betty Zimmerman, il n'était pas « sage stratégiquement que les pays du Tiers-Monde s'attaquent de front aux pays riches. Plus ils forçaient la note, plus le débat sur le NOMIC empirait⁵² ».

Ne pouvant plus contrôler les débats de l'Unesco, les Américains lui tournèrent le dos pour choisir une organisation plus « appropriée »,

50. Entrevue téléphonique, 9 juin 1992.

51. *Ibid.*

52. Entrevue téléphonique, 7 juillet 1992.

telle que le GATT, où les principes de la libre circulation de l'information ont été rebaptisés « libre circulation des services ».

Depuis 1986, les médias font partie des négociations du GATT et maintenant de l'organisation mondiale du commerce (OMC) comme tout autre bien ou service et sont ainsi considérés dans le prisme de la logique marchande si chère aux États-Unis, réfractaires à toute logique de service public. Ainsi, la libéralisation des télécommunications a été décidée dans le cadre de l'OMC en février 1997, deux ans après que l'OMC eut succédé au GATT.

Au nom du primat absolu de la mondialisation, et de la toute-puissance de l'information dite planétaire, la liberté d'expression est plus que jamais commerciale.

La mésaventure érotico-politique de Bill Clinton [...] eut du moins ce mérite de nous édifier sur la mondialisation de l'information. Qui sait si cette globalisation médiatique ne change pas l'état de la planète autant et plus que la mondialisation accélérée des échanges commerciaux? Représentez-vous combien d'individus, et donc d'opinions, de tous les continents sont désormais atteints, émus, choqués, modelés par des événements survenant à l'autre bout d'un monde sans cesse « rétréci » par le maillage médiatique! Or, sur les réseaux du village planétaire, chacun peut se faire entendre: le maire comme l'idiot du village ou le corbeau. Ce n'est pas sans conséquences.

[...] la grande question demeure celle-ci: cette médiatisation mondiale d'un événement occidental contribue-t-elle en Asie, en Afrique, au Proche-Orient à une progressive modélisation occidentale? Ou contribue-t-elle, au contraire, à exacerber les oppositions de cultures, de civilisations? Si l'on tient que les conflits d'idées et de croyances sont les plus ravageurs, la question n'est fichtre pas oiseuse!

L'« affaire Monica Lewinsky », ou le « Monicagate », a fait couler beaucoup d'encre au nom du « droit public à l'information » et Claude Imbert, directeur du magazine *Le Point*, avait tout à fait raison de s'interroger en janvier 1998 sur la mondialisation de ce type de nouvelles dans le village médiatique.

Cinquante ans plus tôt, les journalistes américains qui interviewaient Franklin Roosevelt à la Maison-Blanche savaient fort bien que la maîtresse du président paraplégique dormait à côté sur un canapé. L'encre n'a jamais coulé à son sujet!

Alexandre Soljenitsyne a, par ailleurs, tout à fait raison d'invoquer « le droit de ne pas savoir ».

Vivre la mondialisation de l'information, c'est de plus en plus survivre à l'information « trou de serrure ». Tout est désormais permis pour les médias. Mais peu importe les sujets traités, le « quatrième pouvoir » semble participer davantage au processus d'homogénéisation en cours. Les grandes narrations médiatiques sont faites par les mêmes stars de l'information, les mêmes « grandes maisons de production » (*Big is beautiful !*).

C'est le même spectacle pour tout le monde et tant pis si l'homo communicare ne reçoit que du « white noise » (du bruit) et vit dans l'ère du « chronic know nothing », nous rappellent les « communi-cologues » américains. Dans la biosphère médiatique, il faut à tout prix communiquer dans un monde déjà assourdi par tous les bruits des machines à communiquer,

Il ne s'agit pas ici d'être « médiaphobe » et de plonger dans un autre procès à répétition des médias. Disons tout simplement que de tout temps l'information, au lieu de donner pleine satisfaction à une minorité, donne une satisfaction mitigée à une majorité. Aujourd'hui plus qu'hier, dans la grande soupe médiatique, c'est la convivialité qui est à l'honneur à l'échelle planétaire. C'est aussi, évidemment, la rapidité. La mémoire, nous dit Milan Kundera, est associée à la lenteur et l'oubli à la vitesse. Peut-on en effet vraiment penser dans la rapidité? Or, la vélocité de l'information augmente avec la mondialisation qui, comme le rappelle Laïdi Zaki, « modifie notre rapport à l'espace – qui s'élargit – et au temps – qui s'accélère¹ ».

Si cet espace doit « s'élargir », il doit le faire en direction des pays du Tiers-Monde, clamaient déjà ces derniers dans leur bataille pour un meilleur équilibre de l'information. Il doit aussi « s'élargir » en mettant en valeur les particularismes : c'est là un des points majeurs du NOMIC. Un point toujours brûlant d'actualité à l'heure de la mondialisation qu'il est, selon Alain Minc, aussi inutile de combattre que « la loi de la pesanteur² ». Pour l'écrivain, penseur et homme d'affaires français, il faut :

Essayer d'éviter la mythologie qui se crée autour de la mondialisation. Il y a eu une formidable accélération depuis une dizaine d'années. Deux évolutions sont intervenues en même temps et pour des raisons indépendantes l'une de l'autre. La première évolution est la chute du communisme; ça veut dire que l'économie des marchés qui couvrait la moitié de la planète couvre l'intégralité de la planète. La deuxième évolution, c'est la révolution brutale des communications qui fait qu'en effet à travers les nouveaux moyens de communication, on est en présence instantanée partout dans le monde [...]³.

Le mariage entre l'informatique et les télécommunications a permis à l'information d'être plus « virtuelle ». Et là aussi, ceux qui

1. Laïdi ZAKI, « *La mondialisation ou la radicalisation de l'incertitude* », *Études*, mars 1997, p. 294.

2. Entrevue à Radio-Canada, le 24 mai 1998.

3. *Ibid.*

participent à ces noces sont encore les mêmes. Ils sont désormais les maîtres du temps. Donc de tout l'espace médiatique. Comment alors maintenir et même construire ses différences culturelles, comme le réclamaient les pays du Tiers-Monde avec le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication?

RENONCER À SON IDENTITÉ CULTURELLE ?

Une dépêche de l'Agence France-Presse vient de tomber sur le « fil ». Elle provient de Téhéran, en date du 22 janvier 1999. Que dit-elle ?

Téhéran (AFP) – Un dignitaire influent du clergé conservateur iranien a mis en garde vendredi contre les dangers de corruption sociale sur Internet et les chaînes de télévision satellitaires étrangères.

Selon l'ayatollah Ahmad Janati, qui s'exprimait lors de la prière du vendredi à l'université de Téhéran, les dangers des médias occidentaux accessibles dans le monde entier vont se faire sentir en Iran « dans un an ou deux au plus tard ».

« L'ennemi nous présente une masse d'images hideuses et corruptrices », à travers les programmes des chaînes satellitaires et les services proposés par Internet, a-t-il dit.

« Nous devons trouver un moyen d'arrêter cela avant qu'il ne soit trop tard », a poursuivi l'ayatollah Janati, qui est secrétaire du Conseil des Gardiens, un groupe de pression législatif influent. Pour ce dignitaire, les programmes satellitaires « menacent la moralité humaine et la piété » à travers le monde et les autorités iraniennes doivent améliorer les programmes iraniens pour détourner des émissions étrangères.

On le voit, chacun à sa manière – et avec plus ou moins de bonheur – revendique son « exception culturelle ».

Mais la mondialisation de l'information et des communications implique-t-elle forcément qu'on renonce à son identité culturelle ? Non, répond le *New York Times*. Ainsi, constate le quotidien de la 43^e Rue à New York, de plus en plus d'acteurs français jouent la carte de la mondialisation en tournant aussi bien à Hollywood qu'à Paris. Les exemples sont nombreux : Juliette Binoche, dans *Le Patient anglais* (qui lui a valu un Oscar en 1997), Jean Reno, *Godzilla*, Isabelle Adjani, Béatrice Dalle, Sophie Marceau, Gérard Depardieu...

« Finalement, il est sans doute possible pour les acteurs français d'avoir le meilleur des deux mondes; profiter du plus grand choix de

scénarios qu'offrent les États-Unis, des meilleurs cachets, de la possibilité d'une renommée internationale et pouvoir rêver d'un Oscar, tout en continuant à vivre et travailler en France, jouir de l'art de vivre français et voir les États-Unis comme une aventure plutôt que comme un exil», conclut le *New York Times* dans son édition du 27 mai 1998.

Tout cela est magique, tout cela est bien beau et tout cela se fait en anglais, la *Zingua franca* de notre époque, « la langue la plus facile à mal parler », comme le dit ironiquement Maurice Druon de l'Académie française. L'anglais est aujourd'hui la « mère de toutes les langues », rappelle fièrement *The Financial Times*, et il est désormais inutile de s'opposer à l'épanouissement planétaire de l'anglo-américain, au nom de «quelconques sensibilités culturelles». « Il y a aujourd'hui plus de gens en Chine apprenant l'anglais que d'Américains le parlant », souligne la bible financière des Britanniques dans son édition dominicale du 4-5 avril 1998.

Discuter de «cultures nationales à l'ère de la mondialisation», comme l'ont fait 22 pays en juin 1998 à Ottawa, et dénoncer «l'impérialisme culturel américain», semblent aujourd'hui «vieux jeu».

« Le défi consiste à reconnaître que la mondialisation ne se limite pas au commerce des biens. Il consiste aussi à partager des valeurs et des idées et à reconnaître que le pluralisme et la diversité culturelle font la grandeur des nations et des civilisations», devait déclarer Sheila Copps, la ministre du Patrimoine canadien, à l'ouverture de cette conférence.

Très bien, a aussitôt répondu Hollywood, mais demandez à vos propres concitoyens pourquoi ils préfèrent les divertissements américains aux programmes de variétés fabriqués chez eux. L'industrie américaine du spectacle, comme celle de l'information, rejette toujours avec mépris toute accusation de pratiquer un impérialisme culturel. Le credo reste le même au fil des ans : « Le public devrait pouvoir choisir ce qu'il veut bien voir. »

Jean-Paul Vignon, de l'Association hollywoodienne des acteurs français, ne va pas par quatre chemins pour exprimer sa pensée : «Si les Européens produisaient de meilleurs films à la place de ces foutaises intellectuelles... les gens iraient en masse les voir. »

« Si vous faites un bon film, les gens viendront », devait-il préciser dans une dépêche de l'AFP, datée du 2 juillet 1998.

Un peu comme Hollywood aujourd'hui, l'industrie américaine de l'information a refusé d'assumer le rôle du méchant qu'on cher-

chait à lui faire endosser tout au long des débats sur le NOMIC. Les pays du Tiers-Monde ont, eux, constamment tapé sur le même clou : « Nous voulons être entendus et, pour y arriver, il nous faut mieux contrôler les machines de l'information et de la communication. »

Les disparités actuelles entre les « sous-informés » du Sud et les « sur-informés » du Nord auraient pu être moins profondes si le NOMIC avait réellement été accepté par les pays industrialisés qui détiennent la clé de ce nouvel « ordre ». Mais était-ce réaliste de croire que les pays industrialisés allaient accepter ce contrat social qu'était le NOMIC ? Cet effort de solidarité, inscrit dans le dialogue Nord-Sud, pouvait de toute façon difficilement se faire dans le climat de suspicion où évoluait cette quête utopique du nouvel ordre éliminé de l'échiquier diplomatique mais dont les objectifs, bien qu'imprécis dans les moyens à prendre, consistaient notamment à :

- éliminer les déséquilibres et inégalités en matière de communication et d'information entre riches et pauvres ;
- réduire les concentrations excessives des multinationales des communications ;
- accroître la pluralité des sources et des canaux d'information ;
- supprimer les obstacles internes et externes s'opposant à la libre circulation de l'information et respecter l'identité culturelle de chaque nation.

Les pays en voie de développement demandèrent aux pays industrialisés de les aider à atteindre ces objectifs qui, rappelons-le, sont toujours d'actualité à l'heure de la mondialisation. Mais est-il déjà arrivé dans l'histoire qu'une société installée dans l'abondance invite (librement) une société installée dans la misère à « partager le gâteau » ?

À question cynique, réponse quelque peu naïve des PVD. Oui, crurent-ils, on peut y arriver avec les organisations du système des Nations Unies où les pays pauvres jouent un rôle déterminant grâce à la règle de la majorité.

Le Tiers-Monde semble cependant avoir oublié que, bien qu'ils soient minoritaires, les pays occidentaux possèdent les ressources financières dont « la famille des Nations Unies » a besoin pour vivre.

Ainsi, à l'Unesco, une dizaine d'États occidentaux paient toujours les quatre cinquièmes des dépenses de l'organisation. Ce qui

revient à dire : « Qui paye commande. » Aujourd'hui, tout le système onusien est en crise parce que, notamment, les pays riches ne croient plus vraiment à un système qu'ils ont pourtant mis sur pied au lendemain du deuxième conflit mondial.

NOMIC BIS

Pour que le NOMIC redémarre, il faudrait un nouveau dialogue Nord-Sud. Les retombées de la « tequila », de la « samba », du « saké » et de la « vodka » (crises financières mexicaine, brésilienne, asiatique et russe) sur les économies mondiales font à nouveau éclater les antagonismes Nord-Sud.

Si la croissance économique mondiale est incontestable, elle a cependant davantage creusé les inégalités de développement entre riches et pauvres au Nord et au Sud des tropiques. À titre d'exemples, 20% de la population mondiale dépense 86% des biens de consommation de la planète. Il y a encore plus d'un milliard de personnes qui ne sont même pas en mesure de satisfaire leurs besoins de consommation élémentaire.

Parmi les 4,5 milliards d'habitants des pays pauvres, près du tiers n'a pas encore accès à l'eau potable, le cinquième n'a pas accès aux services de santé modernes, le quart ne dispose pas d'un logement adéquat.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) rappelle aussi que les trois personnes les plus riches du monde (Bill Gates en tête) ont une fortune supérieure au produit intérieur brut (PIB) des 48 pays les plus pauvres. Malgré son foudroyant développement économique, le PIB de la Chine ne dépasse pas les avoirs des 84 personnes les plus riches du globe.

Même l'Est n'est pas épargné par la tiers-mondisation. Le PNUD souligne d'ailleurs que 150 millions de personnes ont plongé dans la pauvreté au cours des années 1990 dans l'ensemble de l'ancien bloc soviétique. La Russie, par exemple, a le record mondial de consommation d'alcool par habitant, la morbidité liée à la syphilis a grimpé de 311% et l'espérance de vie masculine est passée de 64,2 ans en 1989 à 59,6 ans en 1995-1996 (moins que l'Inde). La crise à l'Est a été « la plus sévère dépression du siècle en temps de paix », souligne l'organisation onusienne.

Malgré tout, sous l'effet de la mondialisation des économies, la demande de produits de communication est en train d'exploser même dans les pays les plus pauvres du Sud comme de l'Est. Voilà pourquoi la question du NOMIC se dessine à l'horizon.

Si le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication doit redémarrer dans le cadre de l'Unesco, il faut que cette organisation sorte définitivement de la crise institutionnelle et financière dans laquelle les États-Unis l'ont plongée.

Il faudrait aussi que les pays occidentaux misent réellement sur le système onusien pour trouver des solutions à tous les problèmes Nord-Sud (et pas aux seuls problèmes de communication et d'information).

Il faudrait donc que le dialogue Nord-Sud reprenne son élan, décline les relations Est-Ouest et devienne l'enjeu principal du début du XXI^e siècle. Encore une fois, sans « nouvel ordre économique », il ne peut y avoir de « nouvel ordre de l'information ». Et vice versa.

Il faudrait également que les gouvernements du Tiers-Monde à la tête de tout nouveau mouvement de contestation du présent « ordre » de l'information et de la communication aient un caractère moins douteux que dans les années 1970-1980 (ce qui semble être de plus en plus le cas aujourd'hui avec le vent de démocratisation qui souffle sur le Sud).

Il faudrait aussi que ces gouvernements mettent sur pied un véritable « ordre régional de l'information et de la communication » qui facilite, notamment, la libre circulation des idées entre pays du Sud. L'information « horizontale » Sud-Sud n'a pas encore vu le jour malgré quelques réussites comme la création de nombreuses agences de presse du Tiers-Monde, dont la PANA (Pan African News Agency, aujourd'hui privatisée).

Rares sont les PVD qui possèdent de véritables politiques de l'information conçues comme une richesse économique, sociale et culturelle. C'est là, sans aucun doute, une des causes principales de leur vulnérabilité face aux pays riches. Il faudrait, parallèlement, que les discussions sur l'information et la communication soient menées par les journalistes du Tiers-Monde et non par leurs gouvernements qui n'ont pas (loin de là !) comme principal souci de défendre les intérêts de « leurs » représentants médiatiques.

Mais, par-dessus tout, il faudrait que les États-Unis ne partent pas aussitôt en croisade dès que la moindre réglementation (et le NOMIC en

demandait !) est réclamée pour réduire les déséquilibres planétaires en matière d'information et de communication. De manière générale, pour la presse américaine, toute réglementation du « quatrième pouvoir » est automatiquement mauvaise.

Or, pour réduire véritablement les disparités dans l'information et la communication à l'échelle planétaire (ou nationale ou encore régionale), entre les élites et les masses, entre les classes favorisées et défavorisées, une réglementation quelconque n'est-elle pas nécessaire ?

Pour l'heure, tout ce qui ne cadre pas avec la « légitimité morale » de la « déréglementation » dans tous les secteurs industriels (y compris culturels) est « forcément » louche. Avec le NOMIC, les PVD proposèrent aux pays industrialisés de mettre de l'ordre dans les systèmes d'information et de communication à l'échelle planétaire.

Ils ne savaient pas toujours quelle forme cet ordre devait prendre pour réduire les inégalités avec le Nord. Cet ordre, proposé d'abord par les pays non alignés soutenus ensuite par l'ex-URSS qui se servit surtout du NOMIC pour attaquer l'occident, finit donc par avoir une connotation autoritaire pour les pays occidentaux.

Constamment sur la défensive, les promoteurs du NOMIC durent toujours expliquer que le nouvel ordre n'était pas un projet de contrôle mondial de l'information. Mais, dans les consciences collectives occidentales, le mot « ordre » faisait toujours penser à Himmler et à sa petite phrase : « L'ordre règne à Varsovie. » Ironiquement, aujourd'hui, ce sont les États-Unis qui parlent de « nouvel ordre mondial » sur le plan politique. Le désordre actuel depuis la disparition de l'URSS et de son empire n'est-il pas aussi dangereux que la guerre froide ? Sans doute pensent-ils à la petite phrase du philosophe français Alain pour qui « deux choses menacent le monde : l'ordre et le désordre ».

RETRAITES, RETRAITES

Dans les débats sur le NOMIC, deux camps se sont affrontés. Chacun avec une éthique différente qui finit par donner lieu à une véritable guerre de tranchées.

Les PVD durent reculer sur plusieurs points et chaque recul était considéré par leurs adversaires comme une simple retraite tactique.

Accumulées, toutes ces retraites finirent néanmoins par constituer une victoire totale de l'occident sur le Tiers-Monde qui crut (dans les années 1970) que le NOMIC allait triompher. Discrédité par l'occident qui y voyait un piège pour la liberté de presse dans le monde, le concept du NOMIC est cependant appelé à refaire surface tôt ou tard, car les déséquilibres entre le Nord et le Sud en matière d'information et de communication vont toujours grandissant.

Ceux qui ont été des acteurs ou des témoins directs des débats sur le NOMIC et que nous avons interviewés dans le cadre de cet ouvrage ont d'ailleurs été unanimes à nous dire que le NOMIC (sous une autre appellation certes) va, « tel un phénix », renaître de ses cendres, car les questions clés sont loin d'être réglées⁴.

Qu'est-ce que la liberté dans l'inégalité? Quels principes préconiser lorsque le manque de matériel, d'hommes, d'infrastructure, de techniques et d'argent maintient les pays en voie de développement dans le rôle de purs réceptacles incapables de renvoyer à l'autre leur propre image [...] ?⁵

Pour avoir un contenu réel, la libre circulation de l'information signifie donc que chaque pays a le minimum de moyens techniques, financiers et humains pour y participer. Ce qui n'est pas le cas, et cette raison suffit à elle seule pour que nous nous aventurions à dire que les débats sur la communication et l'information dans le monde finiront par reprendre le devant de la scène internationale.

Avec l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) négocié au départ à huis clos au Château de la Muette, siège parisien de l'OCDE, les médias (envisagés ou non comme services d'information) ont fait l'objet d'âpres discussions comme tout autre bien ou service. L'AMI, tout comme l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) dans le cadre de l'« Uruguay Round » commencé en 1986, cherche à établir un consensus parmi ses États membres concernant la libre circulation des services médiatiques.

Ces négociations vont bien au-delà des discussions stériles entre pays riches et pauvres pour un NOMIC. Elles touchent l'étendue actuelle des phénomènes de transmission : ordinateurs et banques de données, téléphones et télécopieurs, télévisions, câbles et satellites notamment.

4. Entrevue téléphonique avec Ian Christie Clark, ancien ambassadeur canadien à l'Unesco (1983-1987), 7 août 1992.

5. *JEUNE AFRIQUE*, 30 janvier 1976, n° 786, p. 57.

Devant cette mondialisation, la majorité des États ne semblent pas disposer d'outils nécessaires pour faire face aux pressions des grands changements médiatiques. La réorganisation mondiale est perçue comme un défi déroutant qui entraîne le plus souvent des réactions de repli sur soi, de désengagement et d'affirmation identitaire. Mais, dans le même temps, de nombreux pays en développement saisissent les opportunités de cette même mondialisation et apparaissent comme de sérieux acteurs dans le marché global de la communication. Certains engagent une formidable mutation vers une politique d'innovation en matière de communication audiovisuelle, d'autres investissent dans l'industrie hautement stratégique du logiciel et accèdent aux services à valeur ajoutée. Dans l'ensemble de ces pays, les nouvelles technologies de l'information et de la communication apparaissent comme une des priorités dans le développement économique. C'est une affaire de choix politique et stratégique dans la réorganisation mondiale de la communication. Pour pénétrer les marchés internationaux, ces pays ont dû compter sur leur capacité à innover et à créer dans le domaine de la communication⁶.

Dans le débat sur le NOMIC, les PVD – rappelons-le – avaient surtout pris en compte l'information véhiculée par les grandes agences de presse occidentales qui sont aujourd'hui toutes agonisantes financièrement, sauf Reuter.

Le débat sur le NOMIC était bien souvent réduit à l'expression journalistique de l'information. Le débat de l'AMI porte surtout sur l'expression culturelle de supports médiatiques vus comme biens et services. La bataille ne se joue plus entre riches et pauvres, mais entre riches américains et riches européens, et en toile de fond, c'est toute la problématique du NOMIC qui se retrouve dans les négociations de l'AMI. Là encore, la mondialisation des économies ne doit pas masquer l'hégémonie des États-Unis. Là encore, l'interdépendance des économies entraîne la naissance d'une culture commune liée aux grandes industries de communication. Il y a comme un air de déjà-vu pour les PVD! Les pays du Tiers-Monde voulaient réglementer la communication sans savoir vraiment comment le faire. Mais le comment restait moins important que le pourquoi. Il fallait le faire pour protéger les identités culturelles. Pour que subsistent encore des différences de toutes sortes dans le « village global ». Mais comment réglementer quoi que ce soit quand aujourd'hui tout est déréglementation ?

6. UNESCO, *Rapport mondial sur la communication, les médias face aux défis des nouvelles technologies*, 1997, p. 13.

Cédons la parole à Dominique Wolton, directeur de recherches au CNRS (Centre national de la recherche scientifique).

La mondialisation des techniques de communication est souvent considérée comme la condition de la globalisation de l'économie et la source de tous les progrès. Voilà l'équation diabolique qui s'est installée depuis une vingtaine d'années, et dont le troisième terme s'appelle déréglementation.

Tout le problème réside dans le fait qu'il n'y a plus de lien direct entre mondialisation des techniques et progrès de la communication au sens démocratique du mot, c'est-à-dire meilleure compréhension mutuelle. C'est même le contraire. Si l'on veut améliorer la compréhension entre les peuples, les cultures, les pays riches et les autres, il faut imposer des conditions à la communication, c'est-à-dire aller contre le courant dominant des intérêts et des idéologies, c'est-à-dire réglementer.

Plus il y a de communication, plus il faut de règles. C'est en rappelant qu'il n'y a pas de public mondial, pas d'événement mondial, pas de citoyen mondial, pas d'espace public mondial que l'on comprendra au mieux les limites du discours mondialiste et les nécessités d'une réglementation comme moyen de préserver les différences⁷.

Vingt ans plus tôt, le rapport MacBride ne disait pas autre chose. La mondialisation des communications, si elle doit être synonyme de centralisation ne remettant pas en cause l'assise des superpuissances de la communication et de l'information, si elle doit se faire sans contrepouvoir véritable, ne peut être qu'une démocratie communicationnelle en trompe-l'œil. C'est pourquoi, au nom de l'« exception culturelle », les Européens livrent aujourd'hui une « guerre sans bataille » aux Américains dans le domaine de l'audiovisuel et du cinéma. Le déséquilibre Nord-Nord est flagrant. Une fois de plus, il y a dans les débats sur le NOMIC une leçon que devraient tirer Européens et Canadiens qui craignent pour leur « souveraineté culturelle ».

L'AMI ET LES MÉDIAS

Que les négociations sur la communication et l'information, vues comme « biens et services », aient lieu dans le cadre de l'AMI ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne change rien : elles tournent en rond. Les médias sont trop étroitement identifiés comme symboles de la souveraineté et des cultures nationales pour que les

7. Dominique WOLTON, *Penser la communication*, Paris, Flammarion, p. 278.

États acceptent tous facilement de les voir se plier à une logique exclusivement marchande.

Dans ces négociations où les médias en tant que biens et services sont désormais engagés dans l'actuel processus d'internationalisation, les pays du Tiers-Monde sont exclus.

Et pourtant, note le Groupe de Lisbonne :

Il convient de préserver la diversité culturelle et d'éviter que la supériorité financière et économique d'un État ou d'un groupe d'États ne s'exerce dans le domaine des communications et de l'information, ce qui déboucherait sur la marginalisation et la disparition de la culture des pays et régions du monde économiquement et financièrement faibles*.

Le credo dans les négociations sur l'AMI est la levée des restrictions dans les médias (surtout électroniques). Le Tiers-Monde, en particulier l'Amérique latine et l'Asie, a accepté de privatiser le plus possible ses médias au nom de la magie du marché libre.

Les pays en développement ont reconnu que la libéralisation de leur marché est la voie à suivre. C'est là un changement majeur par rapport aux années 1970 et même 1980. Ils ont compris que ce qu'ils avaient fait au cours des vingt dernières années n'avait pas marché et qu'ils devaient changer. Pour les pays occidentaux, il y a une différence majeure entre les négociations du GATT, puis de l'AMI, et celles sur le NOMIC :

[...] au nom de la « libre circulation de l'information », ils préféreraient croire à une expansion du principe de la liberté à la faveur d'un vaste libre-échangeisme, plutôt qu'à un concept d'« ordre » dont ils se méfient. À la rigueur, ils accepteraient des règles internationales de concurrence « loyale » entre intérêts privés, entre multinationales : régler les informations et la communication, comme cela se fait pour les transactions commerciales⁹.

Voilà où l'on en est après une vingtaine d'années de débats acariâtres sur la communication et l'information entre pays riches et pays pauvres.

Enterré par l'Unesco, le débat sur le NOMIC n'est désormais plus mené par des bureaucrates. Il a repris le chemin des universités. Il

8. GROUPE DE LISBONNE, *Les limites de la concurrence*, Lisbonne, Fondation Gulbenkian, 1994, p. 133.

9. Hervé BOURGES et Jules GRITTI, *Le village plunétuire*, Dakar, Les Nouvelles Éditions africaines, 1986, p. 25.

s'infiltrer en douce dans les salles de rédaction des pays du Tiers-Monde qui goûtent à une certaine forme de démocratie.

Pour Breda Pavlic, ex-directrice du bureau de l'Unesco à Québec, «tant mieux si le débat est entrepris par des spécialistes plutôt que par des bureaucrates» :

Leurs réflexions vont peut-être les amener à enterrer définitivement le NOMIC ou au contraire les conduire à dire que c'était un début valide malgré les nombreuses fautes qui ont été commises en son nom. Ils nous reviendront alors peut-être avec des arguments plus réfléchis, plus étoffés. Il faudra de toute façon revoir, un jour ou l'autre, les problèmes de l'inégalité et de la concentration des systèmes de communication et d'information¹⁰.

Ces problèmes n'existent cependant pas qu'entre PVD et pays industrialisés. Ainsi, les nouvelles technologies de communication creusent quotidiennement l'écart entre riches et pauvres d'un même pays. Entre ceux qui possèdent un téléphone qui les relie à un télécopieur et à un ordinateur, par exemple, et ceux qui, pour tout appareil de communication, n'ont qu'un téléphone. On le voit, le problème est sans fin.

Les injustices dans le système des communications et de l'information entre riches et pauvres s'accroissent quotidiennement au nom d'une éthique qui place la liberté bien avant la justice, alors que les deux sont dialectiquement liées.

Un débat sur l'information et la communication dans le monde eut lieu il « y a des années-lumière », emportant presque sur son passage l'Unesco, « ventre mou » de la « famille onusienne », à qui les Occidentaux ne demandaient que de « bien se tenir » en restant « gardienne de musées ».

Et pourtant, ce débat entre élites universitaires et intellectuelles occidentales et élites administratives et politiques du Tiers-Monde, comme le souligne Thomas McPhail, n'a pas eu de véritables échos sur la scène internationale. Le professeur de l'université du Missouri écrivait en 1981 :

En Occident comme dans les pays moins avancés, l'homme de la rue ignore tout du débat sur le NOMIC; à supposer même qu'il en ait connaissance, on peut penser qu'il ne se sentirait guère concerné, à moins de se voir privé de ses jeux télévisés et de son

10. Entrevue avec l'auteur à Québec, 10 août 1992.

feuilleton favori ou encore de la transmission des superproductions hollywoodiennes. Bien peu de gens savent ce qu'est le NOEI ou le NOMIC – bien moins qu'il ne le faudrait¹¹.

Peu de gens ont su en effet ce qu'était le NOMIC et ce qu'il représentait.

La fin de la guerre froide en 1989, date à laquelle le NOMIC fut déclaré « mort » par le directeur général de l'Unesco Federico Mayor, la disparition de l'URSS et le balayage du communisme en Europe marquent la fin (momentanée) de la polarisation idéologique du monde.

Le « néolibéralisme » a triomphé, mais, souligne le Groupe de Lisbonne :

[...] la nouvelle économie mondiale ressemble à un champ de bataille où s'affrontent les géants de l'économie et où les combattants ne trouvent nul repos et nulle compassion. La mondialisation de l'économie apparaît comme un processus inexorable qui permet aux sociétés financières et industrielles, dont les réseaux s'étendent à la grandeur de la planète, de détenir entre leurs mains un pouvoir de décision, de même qu'une influence sans précédent sur la destinée de millions de personnes, aux quatre coins de la Terre¹².

Les Américains dominent sans véritable partage le paysage politique et culturel du globe. Le village global est désormais une extension planétaire du marché de l'industrie culturelle américaine.

Sauf, « le football, un des rares phénomènes universels qui n'ait pas pris naissance aux États-Unis. C'est une forme d'exception culturelle où l'Amérique n'a ni impulsion ni puissance [...] », rappelle ironiquement Pascal Boniface, directeur de l'Institut français de relations internationales et stratégiques et auteur d'un livre (*Géopolitique du football*) sur la question.

Ironiquement aussi, l'« hégémonie » culturelle américaine (expression « politiquement correcte » qui a remplacé le mot « impérialisme ») n'est plus dénoncée aujourd'hui par les tiers-mondistes. Dans une certaine mesure, ce sont à présent les Européens qui ont pris la relève dans le cadre des négociations du GATT puis de l'AMI sur les médias.

11. Cité par Breda PAVLIC et Ces J. HAMELINK dans ,UNESCO, *Le nouvel ordre économique international : économie et communication*, Études et documents d'information, n° 98, 1985, p. 242-243.

12. GROUPE DE LISBONNE, *Les limites de la concurrence*, op. cit., p. 4.

Plus la «maison Europe» se construit et plus les membres de l'Union européenne vont s'inquiéter pour leurs infrastructures culturelles en se demandant comment les protéger face aux produits américains omniprésents sur leurs marchés.

Le public devrait pouvoir choisir ce qu'il veut bien voir, répondront toujours les forces créatives d'Hollywood. Peut-être qu'un jour les Européens réclameront-ils comme les pays situés au « sud du nord » le droit d'« interpréter par eux-mêmes et pour eux-mêmes leur histoire¹³ ».

N'y a-t-il pas dans les débats sur le NOMIC et l'AMI une leçon que devraient tirer tous ceux qui craignent pour leur «souveraineté culturelle » ? Devant les bouleversements de la révolution des communications, l'enthousiasme des uns ne doit pas masquer l'inquiétude des autres qui craignent d'être encore plus marginalisés au nom d'un universalisme communicationnel trompeur.

Raymond Aron avait ainsi préfacé la première édition de l'Histoire, le grand livre d'Arnold Toynbee: « Quand le prix de la diversité dans le coût des batailles et des batailleurs dépasse un certain seuil, les hommes finissent par acheter la paix au prix de l'indépendance de leurs cités et par se soumettre à l'uniformité d'un empire. »

Bien sûr, l'écrivain, philosophe et journaliste français ne pensait à aucun pays en particulier.

13. Hervé BOURGES et Jules GRITTI, *op. cit.*, p. 55.

MÉDIAGRAPHIE

A. BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie sélective de livres, quotidiens, magazines et bulletins relatifs surtout au Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC)

- AGEE, Warren K., Philip H. AULT et Edwin EMERY, *Introduction aux communications de masse*, Paris, Éditions Universitaires, 1989, 735 p.
- ALTSCHULL, J. Herbert, *Agents of Power, The Role of the Newsmedia in Human Affairs*, New York, Longman, 1984, 355 p.
- ATTWOOD, William, «Les réactions américaines aux projets du Tiers-Monde», *Communication et Information*, vol. 3, n° 2, printemps 1980.
- BALLE, Francis, *Institutions et publics des moyens d'information*, Paris, Éditions Montchrestien, 1973, 696 p.
- BALLE, Francis, *Et si la presse n'existait pas*, Paris, J.C. Lattès, 1987, 196 p.
- BLANCHARD, Margaret A., *Exporting the First Amendment, The Press-government Crusade of 1945-52*, New York, Longman, 1986, 448 p.
- BOURGES, Hervé, *Décoloniser l'information*, Paris, Éditions Cana, 1978, 160 p.
- BOURGES, Hervé et Jules GRITTI, «*Le village planétaire*», *L'enjeu de la communication mondiale*, Dakar, Les Nouvelles Éditions africaines, 1986, 221 p.
- BOYD-BARRETT, Oliver et Michael PALMER, *Le trafic des nouvelles, Les agences mondiales de l'information*, Paris, Alain Moreau, 1981, 875 p.
- CHRISTIAN SCIENCE MONITOR (*The*), 21 mai 1984.
- CLARK, Tony et Maude BARLOW, *MAI, The Multilateral Agreement on Investment and the Threat to Canadian Sovereignty*, Toronto, Stoddart Books, 1997, 206 p.
- COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, *Le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, Défaut de communication ?* Bulletin n° 5, décembre 1986.
- COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO, *compte rendu d'une table ronde sur « les grandes questions d'actualité en matière de communication internationale vues dans une optique canadienne »*, 26-27 avril 1982, 39 p.
- COMMUNICATION ET INFORMATION, automne 1979, Vol. 3, no 1.

- DESBARATS, Peter et John SOUTHERST, *News From the Third World*, Toronto, University of Western Ontario, 1985, 158 p.
- DEMERS, François, « Presse écrite : fin de cycle, fin de siècle », *L'Action nationale*, vol. LXXXI, n° 9.
- DÉVELOPPEMENT DIALOGUE, *On Information and the New International Order*, n° 1, Uppsala, 1977.
- ÉTUDES, *La mondialisation ou la radicalisation de l'incertitude*, Paris, mars 1997.
- FENBY, Jonathan, *Le Courrier de l'Unesco*, septembre 1990.
- GROUPE DE RECHERCHE EN INFORMATION ET EN COMMUNICATION (GRIC), *Les agences de presse et le nouvel ordre de l'information : colloque de Dakar*, 31 mars au 2 avril 1980, Université Laval, 1981, 102 p.
- GROUPE DE LISBONNE, *Les limites de la concurrence*, Lisbonne, Fondation Gulbenkian, 1994, 164 p.
- JEUNE AFRIQUE, n° 786, 30 janvier 1976.
- JEUNE AFRIQUE, n° 1009, 24 septembre 1980.
- JEUNE AFRIQUE, n° 1160, 30 mars 1983.
- JOURNAL OF THE WORLD ASSOCIATION FOR CHRISTIAN COMMUNICATION, vol. 34, février 1992.
- HACTEN, William A., *The World News Prism: Changing Media, Clashing Ideologies*, Ames, The Iowa State University Press, 1981, 133 p.
- HARRIS, Phil, *News Dependence: The Case for a New World Information Order*, Leicester, University of Leicester, Centre for Mass Communication Research, 1978, 339 p.
- HESTER, L. Albert et Lan J. To WAU, *Journalisme et Tiers-Monde, Guide pratique*, Bruxelles, Médias Éditions Universitaires, Culture et Communication, 1987, 225 p.
- LA DÉPÊCHE, *La lutte pour le nouvel ordre de l'information*, vol. 3, n° 5, octobre 1984.
- L'ÉTAT DU MONDE, La Découverte-Maspéro-Boréal, 1983.
- L'EXPRESS, 30 janvier 1987.
- LE MONDE, 13 septembre 1979.
- LE MONDE, 10 août 1983.

- LE MONDE DIPLOMATIQUE, janvier 1979.
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, «Manière de voir», n° 4, février 1989.
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, mai 1991.
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, février 1992.
- LE POINT, 19 octobre 1987.
- LA PRESSE PLUS, 30 juin 1984.
- LE SOLEIL, Dakar, 2 décembre 1985.
- L'ÉTAT DES MÉDIAS, sous la direction de Jean-Marie Charon, Montréal, Boréal – La Découverte – Médias pouvoirs – CFPJ, 1991, 735 pages.
- LIBÉRATION, Paris, 4-5 juillet 1981.
- MAHERZI, Losifi, *Rapport mondial sur la communication : les médias face au défi des nouvelles technologies*, Paris, Unesco, 1997, 280 p.
- MARTIN, John et Anju Grover CHAUDHARY, *The Mass Media in the Third World in Comparative Mass Media Systems*, New York, Longman, 1983, 100 p.
- MASMOUDI, Moustapha, *Le nouvel ordre mondial de l'information*, Documents de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication, Paris, Unesco, n° 31, 1978.
- MASMOUDI, Moustapha, *Voie libre pour monde multiple*, Paris, *Economica Dar el Amal*, 1986, 294 p.
- MATTELART, Armand et Jean-Marie PIEMME, «Vingt-trois repères pour un débat politique sur la communication», *Communication et Information*, vol. 4, n° 3, été 1982.
- MCPHAIL, Thomas L., *Electronic Colonialism (The Future of International Broadcasting and Communications)*, Sage Library of Social Research, vol. 126, 1981.
- MERRIL, John C., «Global Journalism», *A Survey of the World's Mass Media*, New York, Longman, 1983, 541 p.
- NORA, Simon et Alain MINC, *L'informatisation de la société*, Paris, Seuil, 1978, 220 p.
- NORDENSTRENG, Kaarle, «U.S. Policy and the Third World: A Critique», *Journal of Communication*, no 31, été 1982.
- PAQUET-SÉVIGNY, Thérèse, «Tour d'horizon de l'état de l'information», *Communication et Information*, vol. 10, n^{os} 2-3, printemps 1991.

- PIGEAT, Henri, *Le nouveau désordre mondial de l'information*, Paris, Hachette, 1987, 272 p.
- PRESTON, William Jr., Edward S. HERMAN et Herbert I. SCHILLER, *Hope and Folly: The United States and Unesco 1945-85*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989, 350 p.
- RICHSTEAD, Jim, Michael J. ANDERSON et Herbert I. SCHILLER, *Crisis in International News Policies and Prospects*, New York, Columbia University Press, 1981, 473 p.
- RIGHTER, Rosemary, *Whose News? Politics, the Press and the Third World*, Londres, Burnett Books, 1978, 290 p.
- ROACH, Colleen, « The U.S. Position of the New World Information and Communication Order », *Journal of Communication*, 37, automne 1987.
- SCHILLER, Herbert I., « Résistances à la suprématie américaine dans le domaine de l'information », *Communication et Information*, vol. 3, no1, automne 1979.
- SCHRAMM, Wilbur, *L'information et le développement national*, Paris, Unesco, 1966, 354 p.
- SINGH, Kusum et Bertram GROSS, « MacBride: The Report and the Response », *Journal of Communication*, n° 37, automne 1987.
- STEVENSON, Robert L. et Lewis SHAW, *Foreign News and the New World Information Order*, Ames, The Iowa State University Press, 1984, 243 p.
- THE GLOBE AND MAIL*, 30 janvier 1984.
- THOM, Françoise, *Langue de bois*, Paris, Commentaire Julliard, 1986, 225 p.
- UNESCO, *Interim Report of the MacBride Commission*, Paris, 1978.
- UNESCO, *La communication au service de l'humanité, Plan à moyen terme, 1990-1995*.
- UNESCO, *Conférence générale, 22^e session, 22 C/96 Add.*, Paris, 5 novembre 1983, 45 p.
- UNESCO, *Le nouvel ordre économique international : économie et communication, Études et documents d'information*, n° 98, Paris, 1985.

- UNESCO, *Voix multiples, un seul monde*, Rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication, édition abrégée, Paris, 1986, 267 p.
- UNESCO, *Mémo*, février 1987.
- UNESCO, *Mémo*, octobre 1987.
- UNESCO, *Rapport sur la communication dans le monde*, Paris, 1990, 524 p.
- UNESCO, *Activities of Unesco since U.S. Withdrawal: A Report by The Secretary of State*, 17 avril 1990, 75 p.
- UNESCO, *Compte rendu d'une table ronde organisée par la Commission canadienne pour l'Unesco*, 26-27 avril 1982.
- UNESCO, *Communication and Society: A Documentary History of a New World Information and Communication Order Seen as an Evolving and Continuous Process*, 1975-86, vol. 19, Paris, 1991, 283 pages.
- UNESCO, *Sources*, n° 30, octobre 1991.
- UNESCO, *Rapport mondial sur la communication, les médias face aux défis des nouvelles technologies*, 1997, 299 p.
- UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT), *Annuaire Statistique des télécommunications du secteur public*, Séries chronologiques, 1976-85, 14^e édition, Genève, 1987.
- VARIS, Tapio, «L'influence des sociétés transnationales sur l'information», *Revue internationale des sciences sociales*, no 4, Paris, 1976.
- VOYENNE, Bernard, *L'information aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1979, 318 p.
- WATERMAN, Peter, «Une nouvelle approche de la démocratisation de la communication internationale», *Revue internationale des sciences sociales*, n° 123, Paris, février 1990.
- WEBER, Max, *Sociologie du droit*, Paris, PUF, 1986, 242 p.
- WHITE, Patrick, *Le village CNN, la crise des agences de presse*, Montréal, Les Presses de l'université de Montréal, 1997, 190 p.
- WOLTON, Dominique, *Penser la communication*, Paris, Flammarion, 1997, 401 p.
- ZAKI, Laïdi, «La mondialisation ou la radicalisation de l'incertitude», *Études*, mars 1997, 294 p.

MÉDIAGRAPHIE

B. SITES INTERNET

Près de 2000 quotidiens dans le monde ont des sites sur le World Wide Web (WWW). En voici quelques-uns:

États-Unis

Boston Globe

<http://www.boston.com/>

Chicago Tribune

<http://www.chicago.tribune.com/>

Christian Science Monitor

<http://www.csmonitor.com/>

Los Angeles Times

<http://latimes.com/>

New York Times

<http://nytimes.com/>

San Jose Mercury News

<http://www.mercurycenter.com/>

USA Today

<http://www.usatoday.com/>

Wall Street Journal

<http://www.wsj.com/>

Washington Post

<http://www.washingtonpost.com/>

The Charlotte Observer

<http://www.charlotte.com/>

Canada

Calgary Herald

<http://www.calgaryherald.com/>

Edmonton Journal

<http://www.edmontonjournal.com/>

The Globe and Mail

<http://www.globeandmail.ca/>

National Post

<http://www.nationalpost.com/>

Halifax Chronicle-Herald

<http://www.herald.ns.ca>

Ottawa Citizen

<http://www.ottawacitizen.com/>

Toronto Star

<http://www.thestar.com/>

Vancouver Province

<http://www.vancouverprovince.com/>

Winnipeg Free Press

<http://www.mbnet.mb.ca/freepress/>

Le Devoir

<http://www.ledevoir.com/>

Le Droit

<http://www.ledroit.com/>

The Gazette

<http://www.montrealgazette.com/>

Le Journal de Montréal

<http://www.journaldemontreal.com/>

Le Journal de Québec

<http://www.journaldequebec.com/>

Le Soleil

<http://www.lesoleil.com/>

La Voix de l'Est

<http://endirect.qc.ca>

La Tribune

<http://www.latribune.qc.ca>

Sherbrooke Record

<http://www.sherbrookerecord.com/>

La Presse

<http://www.lapresse.infinet.net>

Le Quotidien

<http://www.lequotidien.com/>

Europe

Le Monde (France)

<http://www.lemonde.fr>

Libération (France)

<http://www.liberation.fr>

Le Figaro (France)

<http://www.lefigaro.fr>

Le Soir (Belgique)

<http://www.lesoir.be>

La Tribune de Genève (Suisse)

<http://www.edicom.ch/tdg>

The Times (Angleterre)

<http://www.the-times.co.uk/>

The Guardian (Angleterre)

<http://www.guardian.co.uk/>

The Daily Telegraph (Angleterre)

<http://www.telegraph.co.uk/>

Die Welt (Allemagne)

<http://www.welt.de/>

Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne)

<http://www.laenderdienste.de/>

Die Zeit (Allemagne)

<http://www.zeit.de/>

Corriere della Sera (Italie)

<http://www.rcs.it/corriere/>

La Stampa (Italie)

<http://www.lastampa.it/>

El Pais (Espagne)

<http://www.elpais.e/>

La Vanguardia (Espagne)

<http://www.servisol.com/noticias.htm>

NRC Handelsblad (Pays-Bas)

<http://www.nrc.nl/w2/>

Izvestia (Russie)
<http://www.roline.ru/emain/izvestia>

Ziua (Roumanie)
<http://www.ziua.ro/>

Zycie Warazawy (Pologne)
<http://www.zw.com.pl/>

Oslobodjenje (Bosnie-Herzégovine)
<http://www.oslobodjenje.com/>

Asie, Océanie

Asahi Shimbun (Japon)
<http://www.asahi.com/>

People Daily (Chine)
<http://www.peopledaily.com.cn/>

Times of India (Inde)
<http://www.timesofindia.com/>

Philippine Daily Inquirer (Philippines)
<http://www.inquirer.net/>

Kompas (Indonésie)
<http://www.kompas.co.id/>

Utusan (Malaisie)
<http://www.asiaconnect.com.my/utusan/>

Jang (Pakistan)
<http://www.jang-group.com/jang/>

The Daily Star (Bangladesh)
<http://www.dailystarnews.com/>

Asia Times (Thaïlande)
<http://www.atimes.com/>

Miliyet (Turquie)
<http://www.miliyet.com.tr>

The Sydney Morning Herald (Australie)
<http://www.smh.com.au>

Amérique latine

EZ Clarin (Argentine)

<http://www.clarin.com/>

El Mercurio (Chili)

<http://www.mercurio.cl/>

La Republica (Uruguay)

<http://diariolarepublica.com/>

El Excelsior (Mexique)

<http://www.excelsior.com.mex>

The Belize Times (Bélize)

<http://www.belize-times.com/>

El Diario de Hoy (El Salvador)

<http://www.elsalvador.com/>

Pensa Libre (Guatemala)

<http://www.pensalibre.com/>

La Pensa (Nicaragua)

<http://www.lapensa.com.ni/>

Hoy (Équateur)

<http://www.hoy.com/>

La Republica (Pérou)

<http://www.larepublica.com.pe>

Granma (Cuba)

<http://www.granma.cu/>

Afrique, Proche-Orient

Le Soleil (Sénégal)

<http://www.primature.sn/lesoleil>

La Presse (Tunisie)

<http://www.tunisie.com/LaPresse>

Fraternité Ma tin (Côte-d'Ivoire)

<http://www.africaonline.co.ci/>

The Addis Tribune (Éthiopie)

<http://www.AddisTribune.EthiopiaOnline.Net/>

The Star (Afrique du Sud)
<http://www.164.88.55.4/online/star/>

Majira (Tanzanie)
<http://www.nyenzi.com/majira/>

El Watan (Algérie)
<http://www.gecos.net/francais/realise.htm>

El Ahram (Égypte)
<http://www.ahram.org.eg/>

Le Temps (Tunisie)
<http://www.tunisie.com/Assabah/>

Jerusalem Post (Israël)
<http://www.jpost.co.il/>

Jordan Times (Jordanie)
<http://access2arabia.com/jordantimes/Mon/>

As Safir (Liban)
<http://www.assafir.com/>



Québec, Canada
1999